
MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Quarante-troisième séance – Mardi 21 février 2012, à 17 h

Présidence de M^{me} Alexandra Rys, présidente

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{me} Sandrine Salerno*, conseillère administrative, *M^{mes} Maria Casares*, *Sophie Courvoisier*, *MM. Alain de Kalbermatten* et *Soli Pardo*.

Assistent à la séance: *M. Pierre Maudet*, maire, *M. Rémy Pagani*, vice-président, *M^{me} Esther Alder* et *M. Sami Kanaan*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 10 février 2012, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 21 février et mercredi 22 février 2012, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Pierre Maudet, maire. Mesdames et Messieurs, le Conseil administratif souhaite vous faire un point de la situation à la suite du sinistre survenu à la Jonction la semaine passée, soit l'incendie qui s'est déroulé au 9, avenue de la Jonction, dans la nuit du dimanche au lundi 13 février dernier. La protection civile de la Ville de Genève a procédé par anticipation à l'ouverture de deux abris d'une capacité maximale de 150 personnes. Depuis cette date, les miliciens de la protection civile assurent la subsistance et la gestion de l'abri de Varembe, en partenariat avec le Service social de la Ville de Genève, répondant ainsi aux besoins immédiats des quelque 80 sinistrés.

Dans ce contexte, la population a spontanément fait preuve d'un élan de générosité en procédant à de multiples dons, sous la forme de vêtements, jouets, meubles, produits d'hygiène. Pour gérer au mieux ces dons, la Ville de Genève s'est associée à la Croix-Rouge et à Caritas. La protection civile a, quant à elle, mis à disposition un local pour le stockage des meubles. La Ville de Genève tient à remercier vivement la population genevoise pour ses très nombreux gestes de solidarité.

Pour la Ville de Genève, la priorité a été d'offrir aux sinistrés des possibilités de relogement, partant du principe que la mise à disposition d'un abri PC doit rester une solution temporaire. C'est ainsi que la procédure ordinaire a été activée pour permettre une coordination entre les différents acteurs – nous pensons ici aux acteurs privés également, propriétaires, régies – l'Office cantonal du logement et l'ensemble des partenaires du réseau immobilier, pour trouver au plus vite des solutions de relogement. A ce jour, 12 groupes familiaux de une à six personnes se sont vu ainsi proposer des solutions de relogement. Trois groupes familiaux ne se sont pas manifestés et les groupes familiaux restants sont actuellement sans proposition de relogement, car ne bénéficiant pas forcément d'autorisation de séjour valable. Sachant que la mission de la protection civile se limite à sept jours et consciente du fait que la vie dans un milieu confiné devient particulièrement difficile au bout d'une semaine, la Ville de Genève recherche intensivement, avec l'ensemble des services compétents, des solutions temporaires permettant à ces familles de bénéficier de conditions de vie décentes.

Voilà, nous voulions vous donner cette information importante, en vous disant que nous suivons de près ce dossier.

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs, je vous informe de la suite d'un sinistre heureusement nettement moins grave que l'incendie de la Jonction, à savoir la fermeture de la bibliothèque de la Cité. Vous l'aurez probablement vu dans les médias, des rayonnages ont malheureusement

lâché et une employée a été légèrement blessée. Du coup, en examinant de plus près les rayonnages, on s'est rendu compte qu'ils étaient largement menacés. Ce matériel a été acquis il y a vingt ans et je ne vous cache pas que je suis surpris de son vieillissement prématuré. Ce n'est visiblement pas le matériel qu'on aurait dû acquérir, en termes de durée de vie.

Le personnel, avec beaucoup d'efforts, est en train d'évaluer tous les rayonnages de la bibliothèque de la Cité. Une réouverture partielle a eu lieu aujourd'hui, heureusement, pour le secteur enfants-jeunesse et le secteur films. Le secteur adultes ne peut être rouvert immédiatement, mais ce sera fait dans les meilleurs délais. Je vous informe d'ores et déjà – je l'annonce évidemment sans plaisir – que vous serez probablement saisis d'un crédit urgent pour remplacer la plus grande partie des rayonnages de la bibliothèque de la Cité. Enfin, toutes les autres bibliothèques sont ouvertes normalement, ainsi que la Bibliothèque de Genève.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

La présidente. Le bureau a le plaisir de féliciter Louise et Adrien Genecand pour la naissance de leur fille Maude. (*Applaudissements.*)

Le bureau excuse l'absence, physique, de M^{me} Salerno qui, pour des raisons de santé, ne peut pas être avec nous en personne, lors des séances d'aujourd'hui et de demain, mais qui a certainement beaucoup de plaisir à nous suivre à la télévision...

Je demande au secrétaire M. Rémy Burri de bien vouloir nous lire un courrier de Dialogai.

Lecture de la lettre adressée à M^{me} Alexandra Rys, présidente du Conseil municipal:

Genève, le 15 février 2012

Madame la présidente,

Il a été porté à notre attention une intervention de M. Denis Menoud lors de la séance du Conseil municipal du 13 décembre 2011.

Dans son intervention, M. Menoud remet gravement en cause l'association Dialogai en l'accusant d'avoir trompé les services financiers de la Ville de Genève, et particulièrement M. Manuel Tornare, dans l'usage d'une subvention exceptionnelle.

Nous nous devons de rétablir la réalité des faits et le déroulement chronologique des événements qui ont provoqué cette attribution de subvention.

Suite à un nouveau bris de vitres dans nos locaux en décembre 2010, notre compagnie d'assurances a refusé de reconduire notre contrat dit «assurance choses», argumentant d'une risquologie trop importante. Nous avons, en effet, subi une dizaine de bris de vitres en trois ans, de 2008 à 2010, et deux cambriolages.

La seule compagnie qui a accepté de couvrir nos risques a eu deux exigences pour le faire:

1. l'installation d'un système d'alarme relié à une centrale;
2. le changement de la porte de nos locaux donnant sur la rue de la Navigation, devenue trop vétuste.

Nous avons donc dû changer cette porte. Le chantier s'est élevé à 18 372,95 francs. Nous avons demandé une aide d'urgence pour la part que notre trésorerie ne pouvait assurer, soit 10 000 francs.

La totalité de la somme généreusement accordée par la Ville de Genève a été utilisée pour l'objet qui avait motivé la demande et exclusivement pour cet objet, sans qu'intervienne aucun remboursement au titre d'un sinistre couvert par notre assurance.

Nous souhaitons rappeler aussi que toutes les subventions reçues par Dialogai sont liées à un contrat de prestations avec le Département des affaires régionales, de l'économie et de la santé de la République et canton de Genève, prestations de santé publique soumises à un contrôle strict. Leur bon usage est donc vérifiable annuellement.

Les allégations de M. Menoud sont donc mensongères et diffamatoires aussi bien pour notre association que pour le conseiller administratif concerné.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir, par les moyens que vous jugerez utiles, communiquer à l'ensemble du Conseil municipal cette mise au point au nom du droit de réponse.

Nous restons à votre disposition pour plus de précisions ou pour vous fournir les documents justificatifs.

Nous vous remercions de votre sollicitude et vous prions de recevoir, Madame la présidente, nos salutations les plus respectueuses.

Bladymir Corrales, *président*

La présidente. L'élection d'un représentant du Conseil municipal à la Commission de réclamation de la taxe professionnelle communale est reportée à la prochaine session, à la demande du groupe des Verts.

Mesdames et Messieurs, vous avez tous reçu la liste des objets en suspens arrêtée au 10 février 2012. Cette liste figurera au *Mémorial*.

3. Liste des objets en suspens arrêtée au 10 février 2012 (D-12).

Table des matières

Bureau du Conseil municipal	5
Questions écrites	5
Commission Agenda 21	6
Motions	6
Commission de l'aménagement et de l'environnement	7
Motions	7
Projets d'arrêtés	12
Projets de délibérations	13
Propositions CA au CM	13
Résolutions	16
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse	17
Divers (CM)	17
Initiatives municipales	17
Motions	17
Projets d'arrêtés	21
Projets de délibérations	21
Propositions CA au CM	21
Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication	22
Divers (CM)	22
Motions	22
Projets d'arrêtés	25
Propositions CA au CM	26
Résolutions	26
Commission des arts et de la culture	28
Divers (CM)	28
Motions	28
Propositions CA au CM	31
Commission des finances	33
Divers (CM)	33
Motions	34
Projets d'arrêtés	38
Projets de délibérations	39
Propositions CA au CM	40
Résolutions	45
Commission des pétitions	47
Pétitions	47
Résolutions	50

Commission des sports	51
Divers (CM)	51
Motions	51
Commission des travaux et des constructions	53
Divers (CM)	53
Motions	53
Pétitions	55
Projets d'arrêtés	55
Projets de délibérations	55
Propositions CA au CM	56
Commission du logement	67
Motions	67
Projets d'arrêtés	68
Projets de délibérations	69
Commission du règlement	70
Initiatives municipales	70
Projets d'arrêtés	70
Projets de délibérations	71
Résolutions	74
Grand Conseil	75
Motions	75
Département des Autorités	76
Motions	76
Questions écrites	76
Département N° 1 Finances et logement – M^{me} Sandrine Salerno.....	77
Motions	77
Questions écrites	78
Département N° 2 Constructions et aménagement – M. Rémy Pagani	79
Initiatives municipales	79
Motions	79
Pétitions	79
Questions écrites	80
Département N° 3 Culture et sport – M. Sami Kanaan	81
Motions	81
Pétitions	82
Département N° 4 Environnement urbain et sécurité –	
M. Pierre Maudet	83
Pétitions	83
Questions écrites	83

Département N° 5 Cohésion sociale et solidarité – M^{me} Esther Alder	84
Interpellations	84
Motions	84
Pétitions	85
Direction générale	87
Motions	87
Conseil administratif	88
Motions	88
Questions écrites	88

Bureau du Conseil municipal**Questions écrites**

QE-307 (166) Question écrite du 18 mai 2009 de MM. Simon Brandt, Olivier Fiumelli et Alexandre Chevalier: «Fonctionnement du bureau du Conseil municipal et frais inhérents».

- ❖ Commission(s): Bureau du Conseil municipal
- ❖ Renvoi en commission: 18.05.2009

Commission Agenda 21

Motions

- M-509 (162) Motion du 3 novembre 2004 de M^{mes} Liliane Johner, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, MM. Alain Dupraz et Pierre Rumo: «Label de qualité sociale».
- ❖ Commission(s): Commission Agenda 21
 - ❖ Renvoi en commission: 21.02.2005
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CA21)
 - ❖ Vote commission: 17.01.2007
- M-705 (165) Motion du 17 septembre 2007 de M^{mes} Marguerite Contat Hickel, Anne Moratti Jung, Anne Pictet, Claudia Heberlein Simonett, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger, Sarah Klopmann, Sophie de Weck Haddad, MM. Alexandre Wisard, Alpha Dramé, Gilles Garazi, Mathias Buschbeck, Philippe Cottet et Yves de Matteis: «Pour une politique cohérente de coopération au développement».
- ❖ Commission(s): Commission Agenda 21
 - ❖ Renvoi en commission: 21.01.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Hélène Ecuyer (CA21)
 - ❖ Vote commission: 25.06.2009
- M-795 (165) Motion du 28 avril 2008 de M^{mes} Anne Pictet, Sandrine Burger et M. Alexandre Wisard: «FSC: pour une gestion exemplaire et durable de nos forêts».
- ❖ Commission(s): Commission Agenda 21
 - ❖ Renvoi en commission: 26.11.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Ariane Arlotti (CA21)
 - ❖ Vote commission: 04.02.2010
- M-876 (167) Motion du 10 juin 2009 de MM. Alpha Dramé, Marc Dalphin, Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, Mathias Buschbeck, Miguel Limpo, M^{mes} Anne Moratti Jung, Valérie Bourquin, Claudia Heberlein Simonett, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Florence Kraft-Babel, Anne-Marie Gisler, Maria Pérez, MM. Alain de Kalbermatten, Simon Brandt, Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Christian Zaugg, Pierre Rumo, Olivier Tauxe et Sylvain Clavel: «Pour un parc éco-industriel ou un écosite sur le site de Châtelaine».
- ❖ Commission(s): Commission Agenda 21
 - ❖ Renvoi en commission: 23.06.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Hélène Ecuyer (CA21)
 - ❖ Vote commission: 06.05.2010

Commission de l'aménagement et de l'environnement**Motions**

- M-392 (156) Motion de M^{mes} Marie Vanek, Catherine Gonzalez-Charvet, MM. Didier Burkhardt et Jean-Pierre Lyon: «Extension des zones piétonnes au centre-ville».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 16.06.1999
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CAE)
 - ❖ Vote commission: 04.09.2001
- M-311 (160) Motion de M. Michel Ducret: «Pour un aménagement vert du square de Sainte-Clotilde».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 20.11.2002
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CAE)
 - ❖ Vote commission: 13.05.2003
- M-738 (165) Motion du 7 novembre 2007 de M^{mes} Alexandra Rys, Nathalie Fontanet, Anne-Marie Gisler, MM. Thierry Piguet et Jean Sanchez: «La rade en rade».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 12.03.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CAE)
 - ❖ Vote commission: 23.09.2008
 - ❖ Remis au secrétariat: 03.01.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012
- M-782 (165) Motion du 12 mars 2008 de MM. Thierry Piguet, Christophe Buemi, Patrick Baud-Lavigne, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, M^{mes} Silvia Machado, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Diana Duarte Rizzolio, Christiane Olivier, Annina Pfund et Mary Pallante: «De l'air à la place Dorcière!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 10.11.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CAE)

Liste des objets en suspens

- M-789 (165) Motion du 12 mars 2008 de MM. Thierry Piguët, Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, M^{mes} Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter et Marie-France Spielmann: «Sur les pavés de la Vieille-Ville (zone piétonne)».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 10.11.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CAE)
 - ❖ Vote commission: 26.01.2010
- M-790 (165) Motion du 22 avril 2008 de M^{mes} Alexandra Rys, Nathalie Fontanet, Marie Chappuis, Anne-Marie Gisler, Claudia Heberlein Simonett, Sarah Klopmann, Salika Wenger, MM. Jean Sanchez, Alpha Dramé, Pascal Rubeli, Olivier Tauxe et Pierre Rumo: «Déplacement des activités portuaires: il est temps de faire des propositions».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 23.04.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Diana Duarte Rizzolio (CAE)
 - ❖ Vote commission: 23.09.2008
 - ❖ Remis au secrétariat: 21.10.2008
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012
- M-816 (166) Motion du 24 juin 2008 de M^{mes} Anne-Marie Gisler, Christine Camporini, Patricia Richard, MM. Simon Brandt, Grégory Baud, Rémy Burri, Guy Dossan, Olivier Fiumelli et Adrien Genecand: «Très petites entreprises, petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries: créons des hôtels d'entreprises pour faciliter leur éclosion!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Hélène Ecuyer (CAE)
 - ❖ Renvoi en commission: 17.12.2008
 - ❖ Vote commission: 13.04.2010
- M-832 (166) Motion du 5 novembre 2008 de M^{mes} Alexandra Rys, Nathalie Fontanet, MM. Jean-Charles Lathion, Pascal Rubeli, Jean Sanchez et Jean-Louis Fazio: «Pour une gestion intelligente et sécurisée des flux de trafic sur le parvis de la gare».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

Liste des objets en suspens

- | | | |
|-------------|---|---|
| | ❖ Renvoi en commission: | 03.10.2009 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M ^{me} Hélène Ecuyer (CAE) |
| | ❖ Vote commission: | 02.03.2010 |
| M-901 (167) | Motion du 17 février 2010 de MM. Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Miltos Thomaidis, Thierry Piguet, Roger Michel, Endri Gega, Christian Lopez Quirland, M ^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Corinne Goehner-Da Cruz, Silvia Machado, Andrienne Soutter et Christiane Olivier: «Construisons des bains publics dans le Rhône!» | |
| | ❖ Commission(s): | Commission de l'aménagement et de l'environnement |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.11.2011 |
| M-903 (167) | Motion du 17 février 2010 de M ^{mes} Corinne Goehner-Da Cruz, Martine Sumi, Nicole Valiquer Grecuccio, Christiane Olivier, MM. Roger Michel, Christophe Buemi, Endri Gega, Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Gérard Deshusses et Thierry Piguet: «Grandes traversées cyclables à Genève». | |
| | ❖ Commission(s): | Commission de l'aménagement et de l'environnement |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.11.2011 |
| M-912 (167) | Motion du 24 mars 2010 de M. Christophe Buemi, M ^{me} Isabelle Brunier, MM. Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, M ^{me} Corinne Goehner-Da Cruz, M. Endri Gega, M ^{me} Silvia Machado, M. Roger Michel, M ^{mes} Christiane Olivier, Véronique Paris, Annina Pfund, MM. Thierry Piguet, Miltos Thomaidis et M ^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Protégeons les écoliers et les piétons et régulons mieux le trafic pendant les travaux du TCOB du lundi au vendredi!» | |
| | ❖ Commission(s): | Commission de l'aménagement et de l'environnement |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.11.2011 |
| M-916 (167) | Motion du 28 avril 2010 de M ^{mes} Ariane Arlotti, Salika Wenger, Charlotte Meierhofer, Maria Pérez, Hélène Ecuyer, Maria Casares, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Trouver une solution pour le parking des habitants de la Jonction pendant les travaux!» | |
| | ❖ Commission(s): | Commission de l'aménagement et de l'environnement |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.11.2011 |

Liste des objets en suspens

- M-924 (167) Motion du 19 mai 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Charlotte Meierhofer, Hélène Ecuyer, Ariane Arlotti, Maria Casares, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Pour soumettre préalablement le plan de site du quartier de Clos-Belmont au Conseil municipal».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-926 (167) Motion du 19 mai 2010 de M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Christiane Olivier, Andrienne Soutter, Silvia Machado, Annina Pfund, Corinne Goehner-Da Cruz, Martine Sumi, MM. Christophe Buemi, Miltos Thomaidès, Thierry Piguet, Gérard Deshusses et Roger Michel: «La pointe de la Jonction: encore et toujours».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-929 (168) Motion du 9 juin 2010 de M. Mathias Buschbeck, M^{mes} Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, Marie-Pierre Theubet, MM. Marc Dalphin, Bayram Bozkurt, M^{me} Anne Moratti Jung, MM. Alpha Dramé, Georges Breguet, M^{me} Frédérique Perler-Isaaz, MM. Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, M^{mes} Sandrine Burger, Valérie Bourquin et M. Alexandre Wisard: «Créons rapidement des places de livraison en ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-948 (168) Motion du 3 novembre 2010 de M. Mathias Buschbeck, M^{mes} Sarah Klopmann, Salika Wenger et M. Grégoire Carasso: «Pourquoi pas un cyclocable à Genève?»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-951 (168) Motion du 23 novembre 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Vera Figurek, Hélène Ecuyer et M. Christian Zaugg: «Pour élaborer un plan localisé de quartier portant sur le périmètre des terrains de la caserne des Vernets (1250 logements)».

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-957 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Pascal Holenweg, Gérard Deshusses, Pierre Rumo, M^{mes} Corinne Goehner-Da Cruz, Isabelle Brunier, Andrienne Soutter, Martine Sumi, Héléne Ecuyer, Salika Wenger, Sandrine Burger, Sarah Klopmann et Claudia Heberlein Simonett: «Pour la prochaine Semaine de la mobilité: que la Ville de Genève se bouge!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-959 (168) Motion du 19 janvier 2011 de M^{mes} Renate Cornu, Fabienne Aubry Conne, Véronique Latella, MM. Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Rémy Burri et Guy Dossan: «Pour une ville verte, plantons des murs végétalisés».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-962 (168) Motion du 15 février 2011 de M^{mes} Vera Figurek et Salika Wenger: «Encore une fermeture de cinéma au centre-ville!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-966 (168) Motion du 16 février 2011 de MM. Georges Queloz, Armand Schweingruber, Pascal Rubeli, Olivier Tauxe, Simon Brandt, Benaouda Belghoul, Alpha Dramé, Christophe Buemi, M^{mes} Maria Casares, Vera Figurek, Corinne Goehner-da Cruz, Silvia Machado, Sandrine Burger, Anne Moratti Jung et Odette Saez: «Pour la sécurité des piétons face aux chantiers sur le domaine public.»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-974 (169) Motion du 28 juin 2011 de M^{mes} Alexandra Rys, Marie Chappuis, Sandra Golay, MM. Michel Chevrolet, Jean-Charles Lathion,

Liste des objets en suspens

Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, Eric Bertinat et Pascal Spuhler: «A quand le retour de la grande roue?»

❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-975 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Christian Zaugg et Morten Gisselbaek: «Des bains publics pérennes au fil du Rhône».

❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-979 (169) Motion du 28 juin 2011 de M^{mes} Marie Chappuis, Alexandra Rys, Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Michel Chevrolet, Mathias Buschbeck, Julien Cart, Grégoire Carasso, Alberto Velasco, Gary Bennaim, Adrien Genecand, Olivier Fiumelli, Yves Nidegger, Eric Bertinat, Claude Jeanneret et Pascal Spuhler: «Elargissement du pont du Mont-Blanc pour y joindre une piste cyclable: la Ville de Genève veut-elle se passer des fonds privés et publics?»

❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-991 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M^{me} Salika Wenger et M. Pierre Gauthier: «Modifications du réseau TPG».

❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

❖ Renvoi en commission: 17.01.2012

M-992 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M. Daniel Sormanni: «TPG, machine arrière toute!»

❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

❖ Renvoi en commission: 17.01.2012

Projets d'arrêtés

PA-109 (168) Projet d'arrêté du 9 juin 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Maria Casares, Charlotte Meierhofer, MM. Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Plan localisé d'utilisation du sol appliqué au quartier des Délices».

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 08.06.2011

PA-123 (168) Projet d'arrêté du 19 janvier 2011 de MM. Mathias Buschbeck, Grégoire Carasso, Gérard Deshusses et M^{me} Sarah Klopmann: «Crédit d'étude pour l'élargissement du pont de la Coulouvrenière afin d'y aménager une piste cyclable et un itinéraire en site propre jusqu'à la place du Cirque».

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Projets de délibérations

PRD-8 (169) Projet de délibération du 28 juin 2011 de M. Adrien Genecand, Jean-Marc Froidevaux, Olivier Fiumelli, Guy Dossan, Gary Benaim, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, Simon Brandt, Alexis Barbey, Thomas Boyer, Jean-Paul Guisan, M^{mes} Natacha Buffet, Florence Kraft-Babel, Marie Chappuis, MM. Alain de Kalbermatten, Eric Bertinat, Yves Nidegger, Thomas Bläsi, Michel Amaudruz, Soli Pardo, Jean-François Caruso, Daniel Sormanni, Jean-Philippe Haas, Denis Menoud, M^{mes} Mireille Luiset et Danièle Magnin: «Abrogation du règlement général relatif aux plans d'utilisation du sol».

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Propositions CA au CM

PR-329 (161) Proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2004, sur demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement, en vue de l'approbation du projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la Ville de Genève, section Petit-Saconnex, et des communes du Grand-Saconnex et de Pregny-Chambésy (création de zones diverses et abrogation d'une zone de développement 4B protégée, selon plan N° 29250) pour le site central des organisations internationales «le Jardin des Nations».

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 09.03.2004

Liste des objets en suspens

- PR-885 (168) Proposition du Conseil administratif du 20 avril 2011, sur demande du Département des constructions et des technologies de l'information, en vue de l'adoption du projet de plan de site N° 29792-262 situé entre la route de Chêne et la rue Agasse sur le territoire de la Ville de Genève, section Eaux-Vives.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.05.2011
- PR-886 (168) Proposition du Conseil administratif du 20 avril 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 420 000 francs destiné à l'étude d'une image directrice de la zone industrielle des Charmilles (ZIC) et au projet de création d'un Ecopôle, situé au 43 de l'avenue de Châtelaine, sur la parcelle N° 3121, feuille 48 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.05.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Stefan Kristensen (CAE)
 - ❖ Vote commission: 24.01.2012
- PR-894 (169) Proposition du Conseil administratif du 11 mai 2011 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un total net de 2 529 220 francs, soit:
- un crédit brut de 713 440 francs, dont à déduire le produit des taxes d'équipement dues par chaque propriétaire ou superficiaire représentant 535 080 francs, soit un montant net de 178 360 francs, destiné aux aménagements en lien avec le PLQ N° 28732;
 - un crédit brut de 2 192 500 francs, dont à déduire le produit des taxes d'équipement dues par chaque propriétaire ou superficiaire représentant 1 644 375 francs, soit un montant net de 548 125 francs, destiné aux mesures d'accompagnement du PLQ N° 29482, sur la route de Ferney et les chemins du Petit-Saconnex et de Sous-Bois;
 - un crédit de 1 802 735 francs destiné au réaménagement de la route de Ferney, tronçon avenue Giuseppe-Motta-chemin de Sous-Bois, et du chemin de Sous-Bois.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
 - ❖ Renvoi en commission: 07.06.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CAE)
 - ❖ Vote commission: 31.01.2012

PR-907 (169) Proposition du Conseil administratif du 3 août 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 325 000 francs destiné à une étude de circulation et d'aménagement de la rue du Rhône entre les places Longemalle et Bel-Air.

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CAE)
- ❖ Vote commission: 24.01.2012

PR-914 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011, sur demande du Département des constructions et des technologies de l'information, en vue de l'approbation du projet de plan localisé de quartier N° 29713-A-231, qui prévoit la construction de quatre bâtiments de logements et un bâtiment de logements et d'activités sur 21 parcelles situées entre la rue Edouard-Rod, la rue Soubeyran et l'avenue Soret, feuilles 33 et 34 du cadastre de la commune de Genève.

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CAE)
- ❖ Vote commission: 08.11.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 05.12.2011
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.01.2012
21.02.2012

PR-932 (169) Proposition du Conseil administratif du 9 novembre 2011 en vue de

- la radiation des servitudes de restriction du droit à bâtir et d'affectation, de restriction de plantations et de canalisations d'électricité et de téléphone, servitudes croisées grevant en droit et en charge la parcelle 3210, de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève, ainsi que les parcelles 3209 et 3143, même commune et section, sises chemin du Docteur-Jean-Louis-Prévost 8-10-12, inscrites au Registre foncier sous Pj A 1002 du 18 juillet 1953;
- la réalisation de la mutation parcellaire, selon le tableau de mutation provisoire TM N° 36/2011 établi par M. Pierre-Yves Heimberg, ingénieur géomètre officiel, en date du 12 août 2011, par laquelle la Ville de Genève devient proprié-

Liste des objets en suspens

- taire des parcelles 5462 et 5463 ainsi que d'une partie de la dépendance créée, soit la parcelle 5465 de Genève, section Petit-Saconnex;
- l'ouverture d'un crédit de 485 000 francs permettant d'acquérir 650 m² de droits à bâtir nécessaires à la réalisation d'une allée complète de l'immeuble C2, dite C2 LUP, sise sur la future parcelle 5463 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex;
 - l'octroi à la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social de deux droits de superficie distincts et permanents sur les futures parcelles 5462 et 5463 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, sises chemin du Docteur-Jean-Louis-Prévoist 12 et 10, en vue de la construction de logements à caractère social, DDP dont les assiettes définitives seront définies par les autorisations de construire accordées.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Résolutions

- R-131 (167) Résolution du 24 mars 2010 de M^{mes} Claudia Heberlein Simonett, Sandrine Burger, Sarah Klopmann, Nicole Valiquer Grecucio, Isabelle Brunier et M. Grégoire Carasso: «Nous avons le droit à l'air frais: pour des zones à faibles émissions polluantes à Genève!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- R-140 (168) Résolution du 3 novembre 2010 de MM. Pascal Holenweg, Gérard Deshusses, Thierry Piguët, Alexandre Wisard, M^{mes} Andrienne Soutter, Isabelle Brunier, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris, Vera Figurek et Salika Wenger: «Cette petite ville qui porte le monde»: pour une rue ou une place Georges-Haldas».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse**Divers (CM)**

D-34 (167) Rapport du Conseil administratif sur l'action contre le chômage pour 2009.

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 18.05.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M. Simon Brandt (CCSJ)
- ❖ Remis au secrétariat: 02.07.2011
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 13.09.2011
11.10.2011
01.11.2011
22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012

D-39 (169) 7^e plan financier d'investissement 2012-2023.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
M^{me} Annina Pfund (CTC)

Initiatives municipales

IN-4 (169) Rapport du Conseil administratif sur la validité et la prise en considération de l'initiative populaire municipale: «Créons des places d'apprentissage pour nos enfants».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 23.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CCSJ)

Motions

M-846 (166) Motion du 17 février 2009 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Maria Casares, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, Vera

Liste des objets en suspens

Figurek, Charlotte Meierhofer, Ariane Arlotti, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «2009-2012: sombres perspectives sociales».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Anne Moratti Jung (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 13.01.2011

M-859 (166) Motion du 6 avril 2009 de M^{mes} Martine Sumi, Corinne Goehner-Da Cruz, Annina Pfund, Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter, Véronique Paris, MM. Gérard Deshusses, Christophe Buemi et Christian Lopez Quirland: «Pension en espace de vie enfantine et crèche: diminuer le taux d'effort pour les familles aux revenus en dessous de 30 000 francs».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 31.05.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandrine Burger (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 13.01.2011

M-863 (166) Motion du 6 avril 2009 de M^{me} Martine Sumi, M. Christophe Buemi, M^{mes} Silvia Machado, Nicole Valiquer Grecuccio, M. Christian Lopez Quirland, M^{mes} Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter, Mary Pallante, Corinne Goehner-Da Cruz: «Aides sociales urgentes: il y a urgence».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Casares (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 13.01.2011

M-866 (166) Motion du 6 avril 2009 de M^{mes} Maria Casares, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Salika Wenger, Maria Pérez, Martine Sumi, Anne Moratti Jung et Sandrine Burger: «Pensions alimentaires et familles monoparentales!»

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 31.05.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Vera Figurek (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 05.05.2011

- M-908 (167) Motion du 24 mars 2010 de M^{mes} Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Alexandra Rys, Odette Saez, MM. Alain de Kalbermatten et Robert Pattaroni: «Ouvrons l'accès à l'apprentissage en entreprise (formation duale) aux jeunes sans-papiers».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
 - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Brigitte Studer (CCSJ)
 - ❖ Vote commission: 26.01.2012
- M-909 (167) Motion du 24 mars 2010 de M^{mes} Maria Casares, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Charlotte Meierhofer, Hélène Ecuyer, Anne Moratti Jung, Frédérique Perler-Isaaz, Valérie Bourquin, MM. Christian Zaugg, Pierre Rumo, Christian Lopez Quirland, Bayram Bozkurt et Alpha Dramé: «Apprentissage pour tous les jeunes: engager des jeunes sans statut légal, la Ville de Genève innove!»
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
 - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Brigitte Studer (CCSJ)
 - ❖ Vote commission: 26.01.2012
- M-933 (168) Motion du 29 juin 2010 de M^{mes} Martine Sumi, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, MM. Grégoire Carasso, Endri Gega et Roger Michel: «Un emploi de solidarité (EdS) ne devient solide que lorsqu'il débouche sur un véritable emploi».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-934 (168) Motion du 29 juin 2010 de MM. Grégoire Carasso, Roger Michel, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Thierry Piguët, Christian Lopez Quirland, Endri Gega, M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris et Martine Sumi: «Emplois de solidarité (EdS): la Ville de Genève ne participera pas à la précarisation du marché de l'emploi».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-956 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Bayram Bozkurt, Georges Breguet, Alexandre Wisard, Christophe Dunner, Yves de Mat-

Liste des objets en suspens

teis, Mathias Buschbeck, Marc Dalphin, Alain de Kalbermatten, Jacques Finet, Jean-Charles Lathion, Rémy Burri, Simon Brandt, Alexandre Chevalier, Armand Schweingruber, Roland Crot, Sylvain Clavel, Jacques Baud, Christophe Buemi, Thierry Piguët, Gérard Deshusses, Christian Zaugg, M^{mes} Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Anne Moratti Jung, Anne Carron-Cescato, Sandra Golay, Florence Kraft-Babel, Corinne Goehner-Da Cruz, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Annina Pfund, Véronique Paris, Maria Casares, Ariane Arlotti et Salika Wenger: «Prévoir des lieux de vie pour nos aîné-e-s».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 23.05.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Silvia Machado (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 30.06.2011

M-963 (168) Motion du 16 février 2011 de M^{mes} Valiquer Grecuccio, Silvia Machado, Christiane Olivier, Annina Pfund, Andrienne Soutter, Martine Sumi, MM. Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Endri Gega, Pascal Holenweg, Christian Lopez Quirland, Roger Michel et Thierry Piguët: «Respect des droits des travailleuses et travailleurs de Ronin Primeurs, maintenant!»

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-964 (168) Motion du 16 février 2011 de MM. Christophe Dunner, Benaouda Belghoul, Mathias Buschbeck, Alain de Kalbermatten, Yves de Matteis, Alpha Dramé, Endri Gega, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguët, Alexandre Wisard et M^{me} Maria Casares: «Pour une petite enfance plus écologique (langes)».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-970 (168) Motion du 23 mai 2011 de MM. Yves de Matteis, Benaouda Belghoul, Christophe Dunner, M^{mes} Anne Moratti Jung, Sandrine Burger, Martine Sumi, Ariane Arlotti et Maria Pérez: «Petite enfance: des crèches pour toutes les familles... Toutes?»

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

- M-976 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Christian Zaugg et Olivier Baud: «Remise en état des équipements sportifs dans les écoles».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Projets d'arrêtés

- PA-124 (168) Projet d'arrêté du 19 janvier 2011 de M^{mes} Vera Figurek, Salika Wenger, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, MM. Pascal Holenweg, Gérard Deshusses, Thierry Piguet et Grégoire Carasso: «Organisons rationnellement la délation».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Projets de délibérations

- PRD-4 (169) Projet de délibération du 8 juin 2011 de M^{mes} Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Antoine Salamin, Daniel Sormanni et Pascal Spuhler: «Cinq cents emplois aidés pour les jeunes».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
 - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011

Propositions CA au CM

- PR-576 (165) Proposition du Conseil administratif du 3 octobre 2007 en vue de la constitution d'une fondation de droit public de la Ville de Genève pour l'accueil et l'hébergement de personnes âgées.
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
 - ❖ Renvoi en commission: 06.11.2007
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandrine Burger (CCSJ)

**Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information
et de la communication**

Divers (CM)

- D-39 (169) 7^e plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
M^{me} Annina Pfund (CTC)

Motions

- M-772 (165) Motion du 20 février 2008 de MM. Vincent Maitre, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, M^{mes} Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Nelly Hartlieb, Alexandra Rys, Odette Saez, Florence Kraft-Babel, MM. Alexandre Chevalier, Jean Sanchez et Alexis Barbey: «Sécurité informatique: connectons-nous à la réalité!»
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 22.09.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CSDOMIC)
 - ❖ Vote commission: 09.03.2009
- M-887 (167) Motion du 11 novembre 2009 de M^{mes} Corinne Goehner-Da Cruz, Martine Sumi, Maria Casares, Sarah Klopmann, MM. Christophe Buemi, Thierry Piguet, Grégoire Carasso et Jean-Louis Fazio: «PET récup à Genève».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 24.11.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Anne Carron-Cescato (CSDOMIC)
 - ❖ Vote commission: 22.03.2011
 - ❖ Remis au secrétariat: 30.05.2011

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 2012 (après-midi)
Liste des objets en suspens

- ❖ Inscription(s) en séance CM: 27.06.2011
13.09.2011
11.10.2011
01.11.2011
22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012

M-894 (167) Motion du 20 janvier 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Roger Michel, Endri Gega, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, M^{mes} Annina Pfund, Andrienne Soutter, Christiane Olivier, Nicole Valiquer Grecuccio, Corinne Goehner-Da Cruz: «Boris est sous Prozac, il déprime et envisage de passer aux drogues dures...»

- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
- ❖ Renvoi en commission: 18.05.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Charlotte Meierhofer (CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 08.03.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 31.05.2011
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 27.06.2011
13.09.2011
11.10.2011
01.11.2011
22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012

M-896 (167) Motion du 20 janvier 2010 de MM. Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, M^{mes} Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Nelly Hartlieb, Alexandra Rys, Sandra Golay et Odette Saez: «Pour des gardiens de parcs susceptibles de garantir la salubrité et la sécurité de ceux-ci».

- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 12.01.2012

Liste des objets en suspens

- M-922 (167) Motion du 19 mai 2010 de MM. Miltos Thomaidis, Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Thierry Piguet, M^{mes} Isabelle Brunier, Nicole Valiquer Grecuccio, Véronique Paris, Corinne Goehner-Da Cruz, Annina Pfund, Christiane Olivier, Andrienne Soutter, Silvia Machado et Martine Sumi: «Un cahier des charges pour l'entretien et la réhabilitation des promenades, parcs et jardins historiques sur le territoire de la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CSDOMIC)
- M-935 (168) Motion du 15 septembre 2010 de M^{mes} Valérie Bourquin, Claudia Heberlein Simonett, Sarah Klopmann, Charlotte Meierhofer, Patricia Richard, MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Olivier Tauxe et Christian Zaugg: «Tri des déchets dans les parcs et autour de la rade».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-936 (168) Motion du 15 septembre 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Hélène Écuyer, Ariane Arlotti, Charlotte Meierhofer, Marie-France Spielmann, Vera Figurek, Maria Casares, MM. Christian Zaugg, Pierre Rumo, Pascal Holenweg et Alexandre Wisard: «Genève n'est pas Bagdad!»
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-967 (168) Motion du 23 mars 2011 de MM. Christophe Dunner, Mathias Buschbeck, Marc Dalphin, Alpha Dramé, Alexandre Wisard, Christian Lopez Quirland et M^{me} Anne Moratti Jung: «Pour des fêtes alliant plaisir et développement durable».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

- M-978 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Julien Cart, Eric Bertinat, Pascal Spuhler, M^{mes} Maria Casares, Olga Baranova et Marie Chapuis: «Bâtissons un parc aventure au bois de la Bâtie».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-980 (169) Motion du 26 septembre 2011 de M. Pascal Holenweg: «Création d'une commission consultative des espaces verts et de l'environnement».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Projets d'arrêtés

- PA-102 (167) Projet d'arrêté du 17 février 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Hélène Ecuyer, Vera Figurek, Charlotte Meierhofer, Christiane Olivier, Nicole Valiquer Grecuccio, Marie-France Spielmann, Silvia Machado, Martine Sumi, MM. Christian Zaugg, Gérard Deshusses et Alexandre Wisard: «Gratuité du domaine public pour les 1^{er} Mai, 1^{er} Juin et 1^{er} Août».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- PA-114 (168) Projet d'arrêté du 15 septembre 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Alexandre Wisard, Gérard Deshusses et Grégoire Carasso: «Projet de règlement municipal sur l'utilisation du domaine public et des parcs pour les activités citoyennes et caritatives ainsi que les animations de quartier».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- PA-120 (168) Projet d'arrêté du 11 décembre 2010 de M^{mes} Ariane Arlotti, Maria Casares, Hélène Ecuyer, Vera Figurek, Charlotte Meier-

Liste des objets en suspens

hofer, Maria Pérez, Marie-France Spielmann, Salika Wenger et M. Pierre Rumo: «Règlement des agent-e-s de la police municipale de la Ville de Genève».

- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
- ❖ Renvoi en commission: 13.12.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M. Roger Michel (CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 24.05.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 08.11.2011
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.01.2012
21.02.2012

Propositions CA au CM

PR-933 (169) Proposition du Conseil administratif du 9 novembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit d'études d'un montant brut de 6 500 000 francs destiné à la construction d'une nouvelle caserne de sapeurs-pompiers en rive droite en bordure du site aéroportuaire dans la halle 7 située à la route des Batailleux 3/ Voie-des-Traz 40 sur la commune du Grand-Saconnex, dont à déduire la participation de 3 250 000 francs de Genève Aéroport et Palexpo, soit un montant net de 3 250 000 francs.

- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-Paul Guisan (CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 12.01.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 17.01.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012

Résolutions

R-137 (168) Résolution du 29 juin 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Thierry Piguet, M^{mes} Nicole Valiquier Grecuccio, Isabelle Brunier, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris et Martine Sumi: «La gestion des déchets des entreprises: un échec dont les responsabilités sont politiques et qu'une privatisation ne fera qu'aggraver».

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 2012 (après-midi)
Liste des objets en suspens

- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Julide Turgut Bandelier (CSDOMIC)

Commission des arts et de la culture

Divers (CM)

- D-39 (169) 7^e plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
M^{me} Annina Pfund (CTC)

Motions

- M-844 (166) Motion du 21 janvier 2009 de MM. Alexis Barbey et Alexandre Chevalier: «Budget du Grand Théâtre».
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 01.04.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Adrien Genecand (CARTS)
 - ❖ Vote commission: 28.05.2009
 - ❖ Remis au secrétariat: 22.06.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 13.09.2011
11.10.2011
01.11.2011
22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012
- M-851 (166) Motion du 11 mars 2009 de MM. Thierry Piguet, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, M^{mes} Martine Sumi, Nicole Valiquier Grecuccio, Isabelle Brunier, Silvia Machado, Véronique Paris, Corinne Goehner-Da Cruz, Annina Pfund et Andrienne Soutter: «Une retraite pour les artistes».
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
 - ❖ Renvoi en commission: 17.02.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Anne Carron-Cescato (CARTS)

- M-891 (167) Motion du 2 décembre 2009 de MM. Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, Miltos Thomaidés, Christophe Buemi, Endri Gega, M^{mes} Annina Pfund, Isabelle Brunier et Andrienne Soutter: «Parce qu'ils ont construit la Suisse et Genève: rendons hommage aux saisonniers».
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
 - ❖ Vote commission: 23.01.2012
- M-902 (167) Motion du 17 février 2010 de MM. Mathias Buschbeck, Alexandre Wisard, Marc Dalphin, Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, Georges Breguet, Bayram Bozkurt, M^{mes} Sarah Klopmann, Marie-Pierre Theubet, Sandrine Burger, Valérie Bourquin, Anne Moratti Jung et Frédérique Perler-Isaaz: «Comédie après la Comédie!»
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Virginie Studemann (CARTS)
- M-913 (167) Motion du 24 mars 2010 de MM. Simon Brandt, Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Guy Dossan, Salvatore Vitanza, Edgar Bordier, Adrien Genecand et M^{me} Patricia Richard: «Un nouvel espace culturel à Saint-Gervais».
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Tobias Schnebli (CARTS)
- M-923 (167) Motion du 19 mai 2010 de M^{mes} Maria Casares, Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Charlotte Meierhofer, Hélène Ecuyer, Salika Wenger, Ariane Arlotti, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Livres non sexistes: mais que fait la Ville de Genève!»
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-928 (168) Motion du 9 juin 2010 de M^{mes} Catherine Buchet-Harder, Sophie Kuster, MM. Sylvain Clavel, Roland Crot, Jacques Hämmerli,

Liste des objets en suspens

Pascal Rubeli, Gilbert Schreyer, Olivier Tauxe et Jacques Baud:
«Bonne intégration et cohésion sociale par la lecture».

❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-931 (168) Motion du 9 juin 2010 de MM. Thierry Piguët, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Roger Michel, Endri Gega, M^{mes} Corinne Goehner-Da Cruz, Adrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Christiane Olivier et Silvia Machado: «Œuvres d'art et antiquités: quelle provenance pour quelle garantie éthique?»

❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-944 (168) Motion du 13 octobre 2010 de M. Yves de Matteis, M^{mes} Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Isabelle Brunier, Sarah Klopmann, Anne Moratti Jung, Anne Carron-Cescato, MM. Pascal Holenweg, Jean-Charles Lathion, Salvatore Vitanza, Olivier Fiumelli, Alexandre Chevalier, Alexis Barbey et Gary Bennaim: «Une plaque commémorative pour Bartholomé Tecia».

❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-965 (168) Motion du 16 février 2011 de M^{mes} Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Salika Wenger, Isabelle Brunier, MM. Pascal Holenweg et Jacques Hämmerli: «Pour une réelle visibilité de l'enrichissement des collections municipales qui sont la base de notre patrimoine».

❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-969 (168) Motion du 18 mai 2011 de MM. Bayram Bozkurt, Alexandre Wisard, Yves de Matteis, Benaouda Belghoul, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion, Endri Gega, Pascal Rubeli, Jacques Baud, M^{mes} Anne Moratti Jung, Sarah Klopmann, Marie Chappuis, Silvia Machado, Martine Sumi, Charlotte Meierhofer et Danièle Magnin: «Mère Teresa, nous ne t'oublierons jamais».

- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-988 (169) Motion du 23 novembre 2011 de M^{mes} Florence Kraft-Babel, Natacha Buffet, Virginie Studemann, MM. Guy Dossan, Michel Chevrolet, Eric Bertinat, Jean-Philippe Haas, Pascal Holenweg, Olivier Baud et Tobias Schnebli: «Avenir de la culture à Genève: dialogue du Canton avec la Ville et les communes ou *shopping list?*»

- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
- ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CARTS)

Propositions CA au CM

PR-836 (168) Proposition du Conseil administratif du 3 novembre 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 600 000 francs destiné à la désacidification d'ensembles patrimoniaux de la Bibliothèque de Genève et de la Bibliothèque des Conservatoire et Jardin botaniques.

- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
- ❖ Renvoi en commission: 23.11.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Florence Kraft-Babel (CARTS)
- ❖ Vote commission: 02.12.2010

PR-857 (168) Proposition du Conseil administratif du 19 janvier 2011 en vue de l'approbation du budget de la saison 2011-2012 du Grand Théâtre de Genève.

- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
- ❖ Renvoi en commission: 15.02.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CARTS)
- ❖ Vote commission: 14.04.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 09.01.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012

PR-873 (168) Proposition du Conseil administratif du 16 mars 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 170 000 francs destiné au concours

Liste des objets en suspens

et à l'étude d'un pavillon de la danse, situé rue Charles-Sturm 15, sur la parcelle N° 4146, feuille 7 du cadastre de la commune de Genève, section Cité.

- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
- ❖ Renvoi en commission: 19.04.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Michel Chevrolet (CARTS)
- ❖ Vote commission: 31.10.2011

PR-934 (169) Proposition du Conseil administratif du 2 novembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 500 000 francs destiné à participer à l'acquisition de l'œuvre d'art de John Armleder, sise dans le passage Montbrillant, soutenant ainsi le projet d'art public intercommunal lié au TCOB.

- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thevoz (CARTS)

Commission des finances**Divers (CM)**

- D-32 (165) Rapport annuel 2006 de la Fondation pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec).
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2007
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Annina Pfund (CF)
 - ❖ Vote commission: 12.01.2011
- D-54 (165) Ratification de la rémunération du président et des membres de la Fondetec.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 25.06.2007
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Annina Pfund (CF)
 - ❖ Vote commission: 04.12.2007
- D-32 (167) Rapport d'activité et comptes 2008 et budget de fonctionnement 2009 de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec).
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 15.09.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
 - ❖ Vote commission: 30.09.2009 (comptes)
25.11.2009 (budget)
- D-61 (167) Rapport des audits du Contrôle financier sur les bains des Pâquis.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 24.06.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Olivier Fiumelli (CF)
 - ❖ Vote commission: 25.11.2009
- D-34 (168) Rapport annuel 2010 du Conseil administratif sur le Fonds chômeage.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 19.04.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
 - ❖ Remis au secrétariat: 21.11.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012

Liste des objets en suspens

- D-39 (169) 7^e plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
M^{me} Annina Pfund (CTC)

Motions

- M-595 (163) Motion du 15 février 2006 de MM. Pierre Maudet, Patrice Reynaud, Gérard Deshusses, M^{mes} Nelly Hartlieb, Alexandra Rys et Frédérique Perler-Isaaz: «Pour des budgets politiques à la place des plans comptables».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 07.06.2006
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Alexis Barbey (CF)
 - ❖ Vote commission: 09.02.2010
- M-642 (164) Motion du 11 octobre 2006 de M^{me} Nathalie Fontanet, MM. Alexis Barbey, Alexandre Chevalier, M^{me} Linda de Coulon, MM. Jean-Marc Froidevaux, Jean-Marie Hainaut, Blaise Hatt-Arnold, André Kaplun, M^{me} Florence Kraft-Babel, MM. Jean-Luc Persoz, Jean-Pierre Oberholzer, Georges Queloz, Vincent Schaller et Armand Schweingruber: «Pour une clarification des critères de subventionnement à diverses associations».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 23.04.2007
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Annina Pfund (CF)
 - ❖ Vote commission: 08.04.2008
- M-713 (165) Motion du 17 septembre 2007 de M. Olivier Fiumelli, M^{mes} Anne-Marie Gisler, Christine Camporini, MM. Simon Brandt, Rémy Burri, M^{me} Virginie Jordan, MM. Grégory Baud, Guy Dossan et M^{me} Patricia Richard: «Pour des états financiers intelligibles, pertinents, fiables et comparables, appliquons les normes IPSAS aux comptes de la Ville!»
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 21.01.2008

- | | | |
|-------------|---|---|
| | ❖ Rapporteur[se]: | M. Mathias Buschbeck (CF) |
| | ❖ Vote commission: | 30.09.2009 |
| M-774 (165) | Motion du 20 février 2008 de MM. Simon Brandt, Olivier Fiumelli, Grégory Baud, Rémy Burri, Guy Dossan, M ^{mes} Virginie Jordan, Christine Camporini, Patricia Richard et Anne-Marie Gisler: «Mettons fin au non-sens économique de la taxe professionnelle». | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des finances |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.09.2008 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M ^{me} Christiane Olivier (CF) |
| | ❖ Vote commission: | 01.09.2009 |
| M-787 (165) | Motion du 12 mars 2008 de MM. Olivier Fiumelli, Simon Brandt, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, Alexis Barbey et Jean-Marc Froidevaux: «Pour la mise en place d'une véritable culture du contrôle en Ville de Genève et un renforcement de l'audit interne». | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des finances |
| | ❖ Renvoi en commission: | 10.11.2008 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M ^{me} Hélène Ecuyer (CF) |
| | ❖ Vote commission: | 25.03.2009 |
| M-793 (165) | Motion du 23 avril 2008 de MM. Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, Jean-Charles Lathion, Vincent Maitre, M ^{mes} Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Nelly Hartlieb, Alexandra Rys et Odette Saez: «Pour une équitable répartition de la manne fiscale entre communes liées à la future réalisation du projet d'aménagement de la zone Praille-Acacias-Vernets (PAV)». | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des finances |
| | ❖ Renvoi en commission: | 26.11.2008 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M ^{me} Hélène Ecuyer (CF) |
| | ❖ Vote commission: | 27.01.2009 |
| M-844 (166) | Motion du 21 janvier 2009 de MM. Alexis Barbey et Alexandre Chevalier: «Budget du Grand Théâtre». | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des finances
Commission des arts et de la culture |
| | ❖ Renvoi en commission: | 01.04.2009 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M. Adrien Genecand (CARTS) |
| | ❖ Vote commission: | 28.05.2009 |

Liste des objets en suspens

- ❖ Remis au secrétariat: 22.06.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 13.09.2011
11.10.2011
01.11.2011
22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012
- M-893 (167) Motion du 20 janvier 2010 de M. Robert Pattaroni, M^{me} Marie Chappuis, MM. Jean-Charles Lathion, Jacques Hämmerli, M^{me} Catherine Buchet-Harder, MM. Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Alexandre Chevalier et Alexis Barbey: «Pour un budget de référence établi en fonction des missions et prestations de la Ville de Genève permettant de répondre aux besoins de base des habitant-e-s de la commune».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-897 (167) Motion du 20 janvier 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Maria Pérez, Maria Casares, Hélène Ecuyer et Charlotte Meierhofer: «De subventions en fondations?...»
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-911 (167) Motion du 24 mars 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Hélène Ecuyer, Marie-France Spielmann, MM. Christian Zaugg, Pierre Rumo, Mathias Buschbeck et Fabien Sartoretti: «Gouverner, c'est... gouverner (audits)!»
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-940 (168) Motion du 27 septembre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Salvatore Vitanza, Jacques Finet, Jean-Charles Lathion, Alexandre Chevalier, M^{mes} Anne Carron-Cescato et Florence Kraft-Babel: «Pour une réelle autonomie du Grand Théâtre de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-942 (168) Motion du 13 octobre 2010 de MM. Alexis Barbey, Rémy Burri, M^{me} Florence Kraft-Babel: «Engagement en Ville de Genève: pour la fin du fait du prince».

Liste des objets en suspens

- | | | |
|-------------|--|--|
| | ❖ Commission(s): | Commission des finances |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.11.2011 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M. Pascal Rubeli (CF) |
| M-945 (168) | Motion du 13 octobre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Jean-Charles Lathion et M ^{me} Marie Chappuis: «Pour une politique d'achat plus efficace et plus efficiente». | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des finances |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.11.2011 |
| M-950 (168) | Motion du 3 novembre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Adrien Genecand, Alexandre Chevalier, Guy Dossan, Rémy Burri et Alexis Barbey: «Pour une gestion municipale du logement plus efficace, plus efficiente et moins politisée». | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des finances |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.11.2011 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M ^{me} Frédérique Perler-Isaaz (CF) |
| M-954 (168) | Motion du 24 novembre 2010 de MM. Robert Pattaroni, Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Jacques Finet, M ^{mes} Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Sandra Golay, Alexandra Rys et Odette Saez: «Pour une nouvelle formule de gestion du patrimoine financier de la Ville de Genève». | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des finances |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.11.2011 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M ^{me} Frédérique Perler-Isaaz (CF) |
| M-955 (168) | Motion du 24 novembre 2010 de MM. Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, Jacques Finet, Rémy Burri, Simon Brandt, Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, M ^{mes} Sandra Golay, Anne Carron-Cescato, Odette Saez, Marie Chappuis, Alexandra Rys, Maria Pérez, Anne Moratti Jung, Danièle Magnin, MM. Gérard Deshusses, Grégoire Carasso et Pascal Rubeli: «FASe: pour une vraie transparence justifiant les subventions de la Ville de Genève». | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des finances |
| | ❖ Renvoi en commission: | 22.11.2011 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M ^{me} Martine Sumi (CF) |

Liste des objets en suspens

- M-960 (168) Motion du 19 janvier 2011 de MM. Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Robert Pattaroni, Pascal Rubeli et M^{me} Salika Wenger: «Quand une régie publique fédérale tue la diversité de la presse».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-961 (168) Motion du 19 janvier 2011 de MM. Grégoire Carasso, Endri Gega, Roger Michel, Gérard Deshusses, Pascal Holenweg, Christophe Buemi, Thierry Piguët, M^{mes} Annina Pfund, Corinne Goehner-Da Cruz, Andrienne Soutter et Isabelle Brunier: «Formation continue: la Ville de Genève doit être à la hauteur».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
- M-971 (169) Motion du 8 juin 2011 de MM. Grégoire Carasso, Alberto Velasco, Pierre Vanek, Alexandre Wisard, Carlos Medeiros, M^{mes} Nicole Valiquier Grecuccio, Silvia Machado, Martine Sumi et Sarah Klopmann: «Les électrons ont-ils une couleur et un prix politiques?»
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Projets d'arrêtés

- PA-90 (166) Projet d'arrêté du 26 novembre 2008 de M^{mes} Salika Wenger, Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, Charlotte Meierhofer, MM. Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Internalisation des concierges, nettoyeurs et nettoyeuses qui travaillent pour la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CF)
- PA-103 (167) Projet d'arrêté du 24 mars 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Hélène Ecuyer, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann et M. Christian Zaugg: «Affectation de l'excédent de revenus».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- PA-105 (167) Projet d'arrêté du 28 avril 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguët, Christophe Buemi, Roger

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 2012 (après-midi)
Liste des objets en suspens

Michel, M^{mes} Christiane Olivier, Annina Pfund, Nicole Valiquer Grecuccio, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris, Isabelle Brunier, Silvia Machado, Andrienne Soutter et Maria Casares: «U.ZN».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

PA-118 (168) Projet d'arrêté du 24 novembre 2010 de M^{mes} Maria Casares, Salika Wenger, Marie-France Spielmann, Charlotte Meierhofer, Anne Moratti Jung, MM. Christian Zaugg et Alexandre Wisard: «Des logements pour les personnes en formation».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 15.02.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
- ❖ Vote commission: 13.04.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 08.08.2011
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 13.09.2011
11.10.2011
01.11.2011
22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012

PA-122 (168) Projet d'arrêté du 18 janvier 2011 de M. Olivier Fiumelli: «Règlement municipal sur l'audit interne et l'audit externe».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 19.01.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)

Projets de délibérations

PRD-9 (169) Projet de délibération du 13 septembre 2011 de M^{me} Alexandra Rys, MM. Jean-Charles Rielle, Pascal Rubeli, M^{me} Salika Wenger, MM. Rémy Burri, Julien Cart et Carlos Medeiros: «Approbation des comptes 2010 et du budget 2011 de la Fondetec».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Simon Brandt (CF)
- ❖ Remis au secrétariat: 10.10.2011
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012

Liste des objets en suspens

- PRD-10 (169) Projet de délibération du 13 septembre 2011 de M^{mes} Marie Chappuis, Alexandra Rys, Sandra Golay, MM. Michel Chevrolet, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion et Olivier Fiumelli: «Taxe professionnelle communale 2012».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- PRD-12 (169) Projet de délibération du 11 octobre 2011 de M. Olivier Fiumelli, M^{mes} Sophie Courvoisier, Marie Chappuis, MM. Eric Bertinat et Michel Chevrolet: «Soutenons les entreprises genevoises!»
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)

Propositions CA au CM

- PR-484 (164) Proposition du Conseil administratif du 21 juin 2006 en vue du bouclement du crédit de 150 000 francs (proposition PR-287, votée le 2 juin 1998) destiné à l'achat de mobilier et de matériel pour la crèche collective et la crèche familiale avec halte-garderie, qui devaient être créées sur la couverture des voies CFF à Saint-Jean, sur la parcelle 3591, feuille 39 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 12.09.2006
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Annina Pfund (CF)
 - ❖ Vote commission: 28.03.2007
- PR-507 (164) Proposition du Conseil administratif du 4 octobre 2006 en vue du bouclement du crédit destiné à la réalisation et à l'informatisation d'un inventaire général de l'ensemble des collections des Musées d'art et d'histoire ainsi qu'à l'acquisition de différents progiciels destinés aux services de l'administration, avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 764 069,06 francs.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 28.11.2006
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Alexis Barbey (CF)
 - ❖ Vote commission: 16.05.2007
- PR-628 (166) Proposition du Conseil administratif du 11 juin 2008 en vue du bouclement du crédit de 40 200 francs destiné à l'accroissement de la capacité d'accueil du restaurant scolaire de l'école

Micheli-du-Crest, avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 2311,83 francs.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 16.09.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CF)
- ❖ Vote commission: 01.07.2009

PR-758 (167) Proposition du Conseil administratif du 25 novembre 2009 en vue de l'approbation des comptes 2008 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 19.01.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alexandre Chevalier (CF)
- ❖ Vote commission: 13.04.2010

PR-773 (167) Proposition du Conseil administratif du 3 février 2010 en vue de l'approbation des comptes de la saison 2006-2007 et 2007-2008 de la Fondation d'art dramatique de Genève.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 23.03.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M. Gérard Deshusses (CF)
- ❖ Vote commission: 22.06.2010

PR-828 (168) Proposition du Conseil administratif du 13 octobre 2010 en vue de la modification de la servitude de limitation de hauteur, inscrite au Registre foncier le 2 avril 1952 sous P.j. D 38, grevant la parcelle N° 6898 de la commune de Genève, section Cité, d'une surface de 309 m², propriété de Schwaper SA, sise rue Jean-Jaquet 15, au profit de la Ville de Genève, moyennant une contrepartie financière de 200 000 francs.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 02.11.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 13.04.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 03.01.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012

PR-830 (168) Proposition du Conseil administratif du 13 octobre 2010 en vue du bouclage de dix soldes de crédits de préétudes et d'études (représentant un montant total voté de 1 312 560 francs) qui sont abandonnés, non utilisés, sans demande de crédit complémentaire.

Liste des objets en suspens

❖ Commission(s):	Commission des finances
❖ Renvoi en commission:	02.11.2010
❖ Rapporteur[se]:	M ^{me} Salika Wenger (CF)
❖ Vote commission:	01.12.2010

PR-839 (168) Proposition du Conseil administratif du 10 novembre 2010 en vue d'/de:

- un échange sans soulte entre la Ville de Genève et l'Etat de Genève de la parcelle N° 1362, feuille 7 de la commune de Chêne-Bougeries, sise route de Vandœuvres 4/Gradelle, contenant 17 430 m², propriété de la Ville de Genève, contre les futures parcelles 4523 et 4524 feuille 23 de la commune de Chêne-Bourg, sises quartier Petit-Bel-Air, contenant respectivement 15 154 m² et 2276 m², soit un total de 17 430 m², propriété de l'Etat de Genève;
- la cession gratuite par l'Etat de Genève à la Ville de Genève d'une surface d'environ 1200 m² à détacher de la parcelle 5356, feuille 41 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, sise chemin William-Lescaze, propriété de l'Etat de Genève;
- l'ouverture d'un crédit de 812 000 francs destiné à la prise en charge de 50% de la plus-value entre le coût du terrain en gazon naturel et le coût du terrain en gazon synthétique ainsi que la construction et l'éclairage d'une zone d'échauffement.

❖ Commission(s):	Commission des finances
❖ Renvoi en commission:	23.11.2010
❖ Rapporteur[se]:	M. Mathias Buschbeck (CF)
❖ Vote commission:	06.09.2011
❖ Remis au secrétariat:	19.12.2011
❖ Inscription(s) en séance CM:	17.01.2012 21.02.2012

PR-842 (168) Proposition du Conseil administratif du 10 novembre 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit complémentaire au crédit de 592 300 francs voté le 17 décembre 2008 (PR-658) pour un montant de 235 500 francs, destiné à compléter la fresque de Hans Erni de part et d'autre de l'entrée principale du Palais des Nations.

❖ Commission(s):	Commission des finances
❖ Renvoi en commission:	23.11.2010
❖ Rapporteur[se]:	M ^{me} Martine Sumi (CF)
❖ Remis au secrétariat:	20.12.2011
❖ Inscription(s) en séance CM:	21.02.2012

- PR-888 (168) Proposition du Conseil administratif du 4 mai 2011 en vue du bouclement de huit crédits d'études et de préétudes terminés, non suivis de réalisation, représentant un montant total voté de 4 603 833 francs moins une dépense cumulée de 2 675 643,67 francs, sans demande de crédit complémentaire.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 17.05.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
 - ❖ Vote commission: 22.06.2011
 - ❖ Remis au secrétariat: 07.12.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.01.2012
21.02.2012
- PR-908 (169) Proposition du Conseil administratif du 3 août 2011 en vue du bouclement de sept crédits d'étude et de construction terminés, gérés par le Service des bâtiments, avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 1 016 471,11 francs, composé:
- I. de trois crédits d'étude non suivis de réalisation, représentant un montant total voté de 240 000 francs, moins une dépense cumulée de 13 840,20 francs, sans demande de crédit complémentaire;
 - II. d'un montant de 1 016 471,11 francs destiné à couvrir les dépenses supplémentaires de quatre crédits de réalisation terminés.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
 - ❖ Remis au secrétariat: 22.12.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012
- PR-913 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 d'un règlement en vue de la création d'un Fonds énergie et climat pour le financement de projets générateurs d'économies d'énergie ou producteurs d'énergie renouvelable.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Marie-Pierre Theubet (CF)
 - ❖ Vote commission: 16.11.2011
 - ❖ Remis au secrétariat: 09.01.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012
- PR-918 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 1 280 000 francs destiné

Liste des objets en suspens

à la préparation des dossiers papier du personnel de l'administration municipale en vue de leur numérisation par un prestataire externe.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 01.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)

PR-921 (169) Proposition du Conseil administratif du 7 septembre 2011 en vue du bouclage d'un crédit de construction avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 113 447,21 francs destiné à couvrir les hausses conjoncturelles et contractuelles relatives aux travaux de rénovation des deux dépendances de la villa La Grange, situées au parc La Grange, route de Frontenex 71, sur la parcelle N° 3166, feuille 2, commune de Genève, section Eaux-Vives, propriété de la Ville de Genève.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 12.10.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Vanek (CF)
- ❖ Vote commission: 25.01.2012

PR-924 (169) Proposition du Conseil administratif du 21 septembre 2011 en vue de l'approbation des comptes 2010 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS).

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 12.10.2011

PR-925 (169) Proposition du Conseil administratif du 22 septembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 867 000 francs (frais de notaire compris) destiné à l'acquisition du capital-actions de la Société immobilière Rue de Saint-Jean 45 SA, soit la parcelle N° 1274, feuille 38 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, sise rue de Saint-Jean 45, d'une surface de 500 m².

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 01.11.2011

PR-926 (169) Proposition du Conseil administratif du 22 septembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 400 000 francs destiné à l'étude de la transformation et rénovation de l'immeuble existant, sis rue de Saint-Jean 45, en vue de la création d'une maison d'hébergement d'urgence.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 01.11.2011

- PR-928 (169) Proposition du Conseil administratif du 12 octobre 2011 en vue de l'approbation des comptes de la saison 2010-2011 du Grand Théâtre de Genève.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 02.11.2011
- PR-929 (169) Proposition du Conseil administratif du 12 octobre 2011 en vue de l'ouverture de quatre crédits d'un montant total de 11 667 000 francs relatif d'une part au renouvellement – 6 175 000 francs – et, d'autre part, à l'assainissement – 5 492 000 francs – (renouvellement anticipé) du parc des véhicules et engins des services de la Ville de Genève (hors SIS) durant les années 2012-2014.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 02.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M. Daniel Sormanni (CF)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Pierre Vanek (CF)
 - ❖ Vote commission: 25.01.2012

Résolutions

- R-129 (167) Résolution du 17 février 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Vera Figurek et Ariane Arlotti: «La Ville de Genève ne veut pas subventionner le dumping salarial».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- R-132 (167) Résolution du 28 avril 2010 de M^{me} Frédérique Perler-Isaaz et M. Mathias Buschbeck: «Ne touchez pas aux cartes journalières des CFF des communes!»
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- R-134 (167) Résolution du 19 mai 2010 de M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Miltos Thomaidis, Thierry Piguet, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Christophe Buemi, Roger Michel, M^{mes} Christiane Olivier, Andrienne Soutter, Annina Pfund, Silvia Machado et Martine Sumi: «Droits syndicaux: le gouvernement doit respecter les engagements internationaux concernant la protection des délégué-e-s syndicaux».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Liste des objets en suspens

R-145 (169) Résolution du 27 juin 2011 de MM. Olivier Fiumelli, Alexandre Chevalier, Jean-Marc Froidevaux, Simon Brandt, Thomas Boyer, Guy Dossan, Gary Bennaïm, Jean-Paul Guisan, Rémy Burri, Adrien Genecand, Alexis Barbey, M^{mes} Florence Kraft-Babel, Natacha Buffet, Fabienne Aubry Conne et Sophie Courvoisier: «Pour un projet de budget 2012 conforme aux attentes de la population».

❖ Commission(s): Commission des finances
❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Commission des pétitions**Pétitions**

- P-237 (167) Pétition: «Menace de démolition d'une partie du quartier des Grottes».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 20.01.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CP)
 - ❖ Vote commission: 13.09.2010
- P-247 (167) Pétition: «Disparition de tous les arbres consécutive au projet du Musée d'ethnographie».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 24.03.2010
- P-253 (168) Pétition: «Attitude de l'unité des marchés à l'égard des puciers de Plainpalais».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 13.10.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CP)
 - ❖ Vote commission: 14.02.2011
- P-260 (168) Pétition: «Halte à la prolifération des établissements publics aux Pâquis».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 19.01.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Corinne Goehner-Da Cruz (CP)
- P-262 (168) Pétition: «Pour des préaux sûrs et sécurisés: fermeture nocturne pour utilisation diurne!»
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 23.03.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sophie Courvoisier (CP)
- P-263 (168) Pétition: «Vandalisme au parc Bertrand».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 23.03.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Robert Pattaroni (CP)
 - ❖ Vote commission: 11.04.2011

Liste des objets en suspens

- P-264 (168) Pétition: «Tranquillité et sécurité publiques dans le quartier de Rive».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 23.03.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CP)
 - ❖ Vote commission: 16.05.2011
- P-265 (168) Pétition: «Garantie d'accessibilité au et dans le quartier des Eaux-Vives».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 20.04.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CP)
- P-266 (168) Pétition: «Pour la remise à niveau des installations de basketball de l'Aubépine».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 18.05.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Olga Baranova (CP)
 - ❖ Remis au secrétariat: 21.11.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.01.2012
21.02.2012
- P-267 (168) Pétition: «Plus de sécurité dans nos rues: développons une vidéo-surveillance responsable».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 18.05.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CP)
- P-268 (169) Pétition: «En faveur du Restaurant La Perle-du-Lac».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
- P-270 (169) Pétition: «Contre les incivilités et le bruit dans la Vieille-Ville».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Julide Turgut Bandelier (CP)
- P-271 (169) Pétition: «Pour la sauvegarde des arbres et des promenades de marronniers autour de la plaine de Plainpalais».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CP)
- P-272 (169) Pétition: «Jonction: la mort d'un quartier».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CP)
- P-273 (169) Pétition: «Pour des ralentisseurs aux avenues Soret et Ernest-Pictet et à la rue Châtelain».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sandrine Burger (CP)
 - ❖ Vote commission: 16.01.2012
- P-274 (169) Pétition: «Pour des logements d'urgence».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
- P-275 (169) Pétition: «Sentier des Saules: on continue!»
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 01.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CP)
- P-276 (169) Pétition: «Pour l'autorisation de l'accès à la promenade De-Warens aux chiens tenus en laisse».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-François Caruso (CP)
- P-277 (169) Pétition: «Pour la conservation des bancs publics en ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-Paul Guisan (CP)
- P-278 (169) Pétition: «Rénovons le pavillon Cayla pour en faire un pavillon cycliste grâce aux chantiers jeunes».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CP)

- P-279 (169) Pétition: «Nuisances sonores aux Bastions».
❖ Commission(s): Commission des pétitions
❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
- P-280 (169) Pétition: «Pour la sauvegarde des arbres du chemin des Cou-driers».
❖ Commission(s): Commission des pétitions
❖ Renvoi en commission: 17.01.2012

Résolutions

- R-150 (169) Résolution du 17 janvier 2012 de MM. Eric Bertinat, Olivier Fiumelli, Gary Bennaim, Michel Chevrolet, Pascal Spuhler et Carlos Medeiros: «Rendons le parc des Bastions à la population genevoise».
❖ Commission(s): Commission des pétitions
❖ Renvoi en commission: 30.01.2012

Commission des sports**Divers (CM)**

- D-39 (169) 7^e plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
M^{me} Annina Pfund (CTC)

Motions

- M-672 (164) Motion du 26 février 2007 de M^{me} Sandrine Salerno et M. Roman Juon: «Construction d'un *bowl* pour la pratique des sports de rue à roulettes».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
 - ❖ Renvoi en commission: 08.05.2007
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Philippe Cottet (CS)
- M-747 (165) Motion du 28 novembre 2007 de MM. Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Georges Queloz, Jean Sanchez, Jean-Marc Froidevaux, M^{mes} Florence Kraft-Babel, Nathalie Fontanet, Laetitia Guinand, Linda de Coulon, Danièle Magnin, Fabienne Aubry Conne et M. Vincent Maitre: «Pour des compétitions sportives internationales à Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
 - ❖ Renvoi en commission: 12.03.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Patrick Baud-Lavigne (CS)
- M-904 (167) Motion du 17 février 2010 de M. Grégoire Carasso, M^{mes} Ariane Arlotti, Patricia Richard, Odette Saez, MM. Mathias Buschbeck, Alexandre Chevalier, Christian Zaugg et Pascal Rubeli: «Développons les murs de grimpe».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CS)

Liste des objets en suspens

- M-930 (168) Motion du 9 juin 2010 de MM. Thierry Piguet, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Roger Michel, Endri Gega, Christian Lopez Quirland, M^{mes} Corinne Goehner-Da Cruz, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio et Silvia Machado: «Skate-parks dans nos parcs et autres places».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thevoz (CS)
- M-977 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Christian Zaugg et Morten Gisselbaek: «Deux salles pour le handball à Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CS)

Commission des travaux et des constructions**Divers (CM)**

- D-39 (169) 7^e plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
Commission des arts et de la culture
Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
Commission des sports
Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Martine Sumi (CF)
M^{me} Annina Pfund (CTC)

Motions

- M-709 (165) Motion du 17 septembre 2007 de MM. Philippe Cottet, Gilles Garazi, Alexandre Wisard, Mathias Buschbeck, Christian Zaugg, M^{mes} Frédérique Perler-Isaaz, Marguerite Contat Hickel, Claudia Heberlein Simonett, Anne Moratti Jung, Sarah Klopmann et Vera Figurek: «Les Vernets et la Queue-d'Arve: un centre sportif autonome énergiquement!»
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 21.01.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Linda de Coulon (CTC)
 - ❖ Vote commission: 28.05.2008
 - ❖ Remis au secrétariat: 09.08.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 13.09.2011
11.10.2011
01.11.2011
22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012
- M-820 (166) Motion du 24 juin 2008 de M^{mes} Anne-Marie Gisler, Christine Camporini, Patricia Richard, MM. Simon Brandt, Grégory Baud, Rémy Burri, Guy Dossan, Olivier Fiumelli et Adrien Genecand: «Pour une ville verte de qualité!»
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 20.01.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Jacques Pagan (CTC)

Liste des objets en suspens

- M-886 (167) Motion du 10 novembre 2009 de MM. Simon Brandt, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, Jean-Charles Lathion et Jacques Hämmerli: «Pour une patinoire des Vernets répondant aux besoins du GSHC à moyen terme: une 3^e phase dans les travaux».
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 23.11.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Guy Dossan (CTC)
- M-914 (167) Motion du 28 avril 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Miltos Thomaidis, Christophe Buemi, Thierry Piguet, Roger Michel, Mathias Buschbeck, Alexandre Wisard, M^{mes} Annina Pfund, Christiane Olivier, Nicole Valiquer Greccuccio, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Silvia Machado, Andrienne Soutter, Corinne Goehner-Da Cruz, Vera Figurek, Maria Casares et Sarah Klopmann: «Insonorisation de l'Usine».
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Luc Broch (CTC)
- M-921 (167) Motion du 19 mai 2010 de MM. Simon Brandt, Salvatore Vitanza, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, M^{me} Florence Kraft-Babel, M. Jean-Charles Lathion et M^{me} Marie Chappuis: «Construction d'une nouvelle patinoire pour le hockey professionnel et le GSHC».
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-938 (168) Motion du 15 septembre 2010 de MM. Mathias Buschbeck, Grégoire Carasso, Alexandre Wisard, Pascal Rubeli, M^{mes} Salika Wenger, Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, Anne Moratti Jung, Marie Chappuis et Alexandra Rys: «Pour une villa La Concorde enfin ouverte sur le quartier».
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-952 (168) Motion du 23 novembre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Guy Dossan, Rémy Burri, Adrien Genecand, Georges Queloz,

M^{mes} Florence Kraft-Babel et Linda de Coulon: «Chassons les dealers de la plaine de Plainpalais à coup de lampadaires».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Pétitions

P-269 (169) Pétition: «Musée d'art et d'histoire: un projet réaliste».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011

Projets d'arrêtés

PA-117 (168) Projet d'arrêté du 23 novembre 2010 de M. Simon Brandt: «GSHC: pour une augmentation immédiate du nombre de sièges VIP à la patinoire des Vernets».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 23.11.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M. Guy Dossan (CTC)
- ❖ Vote commission: 06.04.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 31.08.2011
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 11.10.2011
01.11.2011
22.11.2011
17.01.2012
21.02.2012

Projets de délibérations

PRD-14 (169) Projet de délibération du 2 novembre 2011 de M^{me} Salika Wenger, MM. Pierre Gauthier, Alberto Velasco, Jacques Pagan, Pascal Spuhler, Alexandre Chevalier, Sylvain Clavel et M^{me} Fabienne Aubry Conne: «Rénovation urgente de l'auditoire du Muséum d'histoire naturelle en vue d'accueillir le Conseil municipal lors de la transformation de la salle du Grand Conseil».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 30.01.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Pérez (CTC)
- ❖ Vote commission: 08.02.2012

Liste des objets en suspens

- PRD-23 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de MM. Grégoire Carasso, Alexandre Wisard, Jean-Charles Lathion, Alexis Barbey, Pascal Rubeli, Carlos Medeiros et M^{me} Salika Wenger: «Sans bar, l'Alhambra n'a plus d'allant!»
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 30.01.2012

Propositions CA au CM

- PR-737 (167) Proposition du Conseil administratif du 9 septembre 2009 en vue de l'ouverture d'un crédit d'étude de 350 000 francs destiné à l'étude des travaux de sécurisation, de mise en conformité et de rénovation de l'enveloppe des ateliers d'artistes situés au 20, avenue Giuseppe-Motta, parcelle N° 3027, feuille N° 26, commune de Genève, section Petit-Saconnex.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 13.10.2009
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Marc Dalphin (CTC)
 - ❖ Vote commission: 06.04.2011
 - ❖ Remis au secrétariat: 04.01.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012
- PR-821 (168) Proposition du Conseil administratif du 15 septembre 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit d'études, complémentaire au crédit voté le 15 janvier 2002 (PR-117, numéro PFI 031.071.03), pour un montant de 649 000 francs, destiné à la poursuite des études pour la construction d'une salle d'éducation physique/polyvalente et de locaux pour la pratique de la musique électrique ainsi que pour la rénovation du bâtiment parascolaire existant, situés à l'école des Cropettes, dans le parc du même nom, rue Baulacre 8, sur la parcelle N° 7755, feuille 68, du cadastre de la commune de Genève, section Cité.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 12.10.2010
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Annina Pfund (CTC)
 - ❖ Vote commission: 26.01.2011
- PR-840 (168) Proposition du Conseil administratif du 10 novembre 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 793 000 francs destiné à l'étude du réaménagement des dépôts, de la halle pour les véhi-

cules et du bâtiment administratif de la Voirie, situés rue François-Dussaud 10, parcelle N° 3297, feuille N° 89, commune de Genève, section Plainpalais.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 23.11.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M. Bayram Bozkurt (CTC)

PR-851 (168) Proposition du Conseil administratif du 12 janvier 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 580 000 francs destiné à la deuxième phase de construction et pose de supports signalétiques unifiés, aux principaux arrêts des lignes de transports publics, permettant l'installation d'afficheurs électroniques et de plans d'information de proximité.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 15.02.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Marc Dalphin (CTC)
- ❖ Vote commission: 13.04.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 12.01.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012

PR-871 (168) Proposition du Conseil administratif du 23 mars 2011 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total de 5 180 000 francs destinés à des travaux de rénovation de neuf espaces de quartier à l'intention des aînés, soit:

- un crédit de 4 381 000 francs destiné aux travaux de rénovation des locaux;
- un crédit de 799 000 destiné au mobilier et à la signalétique des locaux.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 19.04.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)
- ❖ Vote commission: 30.11.2011

PR-872 (168) Proposition du Conseil administratif du 16 mars 2011 en vue de l'ouverture de trois crédits d'un total de 4 079 000 francs destinés à l'aménagement d'une crèche et de locaux pour les agents de la police municipale, situés rue Rothschild 27, sur la parcelle N° 4420, feuille N° 1 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, soit:

Liste des objets en suspens

arrêté I: un crédit de 3 866 000 francs destiné à l'aménagement d'une crèche et de locaux pour les agents de la police municipale;

arrêté II: un crédit de 115 000 francs destiné au mobilier et au matériel pour équiper la nouvelle crèche;

arrêté III: un crédit de 98 000 francs destiné au mobilier et au matériel pour équiper les nouveaux locaux de la police municipale.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 19.04.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Pérez (CTC)
- ❖ Vote commission: 28.09.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 23.01.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012

PR-875 (168) Proposition du Conseil administratif du 30 mars 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 4 260 000 francs destiné à la deuxième tranche des travaux de rénovation et de remise à niveau des toitures publiques existantes de la Ville Genève.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 19.04.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Soli Pardo (CTC)
- ❖ Vote commission: 09.11.2011

PR-876 (168) Proposition du Conseil administratif du 30 mars 2011 en vue de l'ouverture de deux crédits d'un montant total brut de 14 492 700 francs, à savoir:

- un crédit brut de 13 991 600 francs, financé intégralement par le fonds spécial issu de la donation Varenne, soit un crédit net de 0 franc, destiné à la rénovation de la Console et de la maison du jardinier-chef à l'usage des Conservatoire et Jardin botaniques, situées à la rue de Lausanne 192, parcelle 248, feuille 20, commune de Genève, section Petit-Saconnex;
 - un crédit brut de 501 100 francs, financé intégralement par le fonds spécial issu de la donation Varenne, soit un crédit net de 0 franc, destiné au mobilier et équipements pour la Console et la maison du jardinier-chef, situées à la rue de Lausanne 192, parcelle 248, feuille 20, commune de Genève, section Petit-Saconnex;
- soit un crédit net de 0 franc.

- | | | |
|--------------|--|--|
| | ❖ Commission(s): | Commission des travaux et des constructions |
| | ❖ Renvoi en commission: | 19.04.2011 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M. Luc Broch (CTC) |
| | ❖ Vote commission: | 30.11.2011 |
| PR-879 (168) | Proposition du Conseil administratif du 6 avril 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit net de 2 505 400 francs, déduction faite de la participation de l'Etat de Genève et des Services industriels de Genève de 884 700 francs, soit un montant brut de 3 390 100 francs, complémentaire au crédit net de 3 560 000 francs (PR-623), destiné aux travaux complémentaires de réfection d'un tronçon du collecteur Bel-Air. | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des travaux et des constructions |
| | ❖ Renvoi en commission: | 19.04.2011 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M ^{me} Maria Pérez (CTC) |
| | ❖ Vote commission: | 07.09.2011 |
| PR-881 (168) | Proposition du Conseil administratif du 6 avril 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit d'un montant de 1 251 000 francs destiné à la gestion informatisée et centralisée de l'arrosage automatique de grands espaces verts ainsi qu'à l'installation d'un réseau d'arrosage automatique à la roseraie du parc La Grange, au quai Wilson et au Jardin anglais. | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des travaux et des constructions |
| | ❖ Renvoi en commission: | 19.04.2011 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M. Soli Pardo (CTC) |
| V | ❖ Vote commission: | 30.11.2011 |
| PR-882 (168) | Proposition du Conseil administratif du 6 avril 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit d'un montant de 2 835 000 francs destiné à la réfection urgente des cheminements dans les espaces verts de la Ville. | |
| | ❖ Commission(s): | Commission des travaux et des constructions |
| | ❖ Renvoi en commission: | 19.04.2011 |
| | ❖ Rapporteur[se]: | M ^{me} Nicole Valiquier Grecuccio (CTC) |
| | ❖ Vote commission: | 30.11.2011 |

Liste des objets en suspens

- PR-893 (169) Proposition du Conseil administratif du 11 mai 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 952 000 francs destiné à l'étude de la rénovation de la ferme Menut-Pellet et à son affectation en espace de quartier, sise au 40, avenue Henri-Golay, sur la parcelle N° 3213, du cadastre de la commune de Vernier.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 07.06.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CTC)
- PR-895 (169) Proposition du Conseil administratif du 18 mai 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 5 101 000 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 10, rue Lissignol, parcelle N° 5745, feuille N° 43, commune de Genève, section Cité.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 07.06.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Luc Broch (CTC)
- PR-902 (169) Proposition du Conseil administratif du 29 juin 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 3 450 000 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 4, rue Jean-Robert-Chouet, parcelle N° 3324, feuille N° 74, commune de Genève, section Cité.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)
- PR-903 (169) Proposition du Conseil administratif du 29 juin 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 4 476 253 francs destiné aux travaux de rénovation de l'immeuble et à la création d'un appartement dans les combles, situé à la rue de la Tour-de-Boël 7, sur la parcelle N° 5822, feuille 28 du cadastre de la commune de Genève, section Cité.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Alexandre Wisard (CTC)
 - ❖ Vote commission: 11.01.2012
- PR-904 (169) Proposition du Conseil administratif du 29 juin 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit total de 4 982 300 francs, à savoir:

Liste des objets en suspens

- un crédit de 4 912 900 francs destiné à la rénovation de l'immeuble et à l'aménagement de deux appartements dans les combles, situé rue de la Servette 36, parcelles N^{os} 3656 et 7054, feuille 74 du cadastre de la commune de Genève, section Cité, propriété de la Ville de Genève;
 - un crédit de 69 400 francs destiné à l'installation d'une centrale photovoltaïque en toiture de l'immeuble situé rue de la Servette 36, parcelles N^{os} 3656 et 7054, feuille 74 du cadastre de la commune de Genève, section Cité, propriété de la Ville de Genève.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M^{me} Annina Pfund (CTC)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)
M. Alexandre Wisard (CTC)
 - ❖ Vote commission: 07.12.2011

PR-905 (169) Proposition du Conseil administratif du 3 août 2011 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total de 2 451 000 francs destinés à des travaux de rénovation de chaufferies vétustes dans divers bâtiments des patrimoines administratifs et financiers.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Rémy Burri (CTC)
- ❖ Vote commission: 07.12.2011

PR-909 (169) Proposition du Conseil administratif du 3 août 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit net de 6 656 400 francs, déduction faite de la subvention de la Confédération en faveur de l'assainissement du bruit routier de 1 267 900 francs, soit un montant brut de 7 924 300 francs, destiné aux travaux d'assainissement du bruit routier (OPBruit) par la mise en place de revêtements bitumineux phonoabsorbants «nouvelle génération».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Luc Broch (CTC)
- ❖ Vote commission: 28.09.2011

Liste des objets en suspens

- PR-912 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit total de 641 000 francs, soit:
- un crédit de 247 000 francs destiné aux travaux de réalisation des aménagements améliorant le confort et la sécurité des itinéraires scolaires de l'école des Genêts;
 - un crédit de 394 000 francs destiné aux travaux de réalisation des aménagements améliorant le confort et la sécurité des itinéraires scolaires de l'école Hugo-de-Senger.
- | | |
|-------------------------|---|
| ❖ Commission(s): | Commission des travaux et des constructions |
| ❖ Renvoi en commission: | 14.09.2011 |
| ❖ Rapporteur[se]: | M. Alain de Kalbermatten
(CTC) |
| ❖ Vote commission: | 30.11.2011 |
- PR-915 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 en vue de l'ouverture de cinq crédits pour un total net de 8 355 072 francs, soit:
- un crédit brut de 7 641 300 francs, dont à déduire une subvention fédérale de 934 578 francs, une subvention cantonale de 898 233 francs, une première participation ordinaire de la Ville de Chêne-Bougeries de 3 920 793 francs, une seconde participation extraordinaire de la Ville de Chêne-Bougeries de 851 864 francs, une participation des propriétaires des bien-fonds concernés de 221 400 francs et 380 000 francs du crédit d'étude de la proposition PR-22 votée le 28 février 2000, soit un crédit net de 434 432 francs, destiné aux travaux de prolongement d'un collecteur intercommunal de transport d'eaux pluviales depuis le chemin Le-Corbusier en direction du chemin de la Chevillarde, via le chemin de la Boisserette;
 - un crédit brut de 3 728 000 francs, dont à déduire la participation de l'Etat de Genève de 363 690 francs, représentant la part de subvention cantonale au réseau d'assainissement des eaux de la Ville de Genève et de 264 600 francs correspondant à la participation des propriétaires des bien-fonds concernés, soit un crédit net de 3 099 710 francs, destiné aux travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement des eaux sous la route de Malagnou, tronçon compris entre le chemin de la Chevillarde et la rue Le-Corbusier;
 - un crédit brut de 3 912 000 francs, dont à déduire la participation de l'Etat de Genève de 471 420 francs, représentant

Liste des objets en suspens

la part de subvention cantonale au réseau d'assainissement des eaux de la Ville de Genève et de 270 000 francs correspondant à la participation des propriétaires des bien-fonds concernés, soit un crédit net de 3 170 580 francs, destiné aux travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement des eaux pour le périmètre Amandolier – Charles-Martin – Malagnou – Rieu;

- un crédit brut de 1 801 400 francs, dont à déduire la participation de la Confédération Helvétique de 144 000 francs, représentant la part de subventions fédérales aux mesures OPBruit d'assainissement du bruit routier, et 48 000 francs de part du crédit d'étude de la proposition PR-331 votée le 5 octobre 2004, soit un crédit net de 1 609 400 francs, destiné aux travaux d'assainissement du bruit routier (OPBruit) par la mise en place de revêtements bitumineux phonoabsorbants de nouvelle génération sur la route de Malagnou, tronçon compris entre le chemin du Velours et le chemin Rieu;
 - un crédit brut de 140 700 francs, dont à déduire le produit des taxes d'équipement dues par chaque propriétaire ou superficiaire d'un montant de 99 750 francs, soit un crédit net de 40 950 francs, destiné aux mesures d'accompagnement du plan localisé de quartier N° 29588 «Rieu-Malagnou» pour la réalisation de travaux d'aménagements routiers sur la route de Malagnou et le chemin Rieu.
- | | |
|-------------------------|---|
| ❖ Commission(s): | Commission des travaux et des constructions |
| ❖ Renvoi en commission: | 14.09.2011 |
| ❖ Rapporteur[se]: | M. Jacques Pagan (CTC) |
| ❖ Vote commission: | 28.09.2011 |

PR-916 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 en vue de l'ouverture de deux crédits d'un total de 14 169 000 francs destinés à la rénovation des immeubles situés aux 6 et 6 bis, rue des Grottes ainsi qu'au 5, rue des Amis, parcelles N°s 2715 et 2560, feuille N° 70, commune de Genève, section Cité, soit:

- un crédit de 13 984 000 francs destiné à la rénovation des immeubles;
 - un crédit de 185 000 francs destiné à la pose de cellules photovoltaïques en toiture.
- | | |
|-------------------------|---|
| ❖ Commission(s): | Commission des travaux et des constructions |
| ❖ Renvoi en commission: | 14.09.2011 |

Liste des objets en suspens

- PR-917 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit brut de 16 352 000 francs, dont à déduire les participations de l'Etat de Genève, pour un montant de 3 123 200 francs, et des Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) pour un montant de 5 101 800 francs, représentant les parts des futurs constructeurs bénéficiaires des droits à bâtir, ainsi que la part des prestations imputée au crédit d'étude (PR-292) pour un montant de 299 000 francs, soit un montant total net de 7 828 000 francs, destiné à des travaux de prétrassage sur le périmètre de développement des projets de construction du secteur de la gare des Eaux-Vives.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 26.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CTC)
 - ❖ Vote commission: 11.01.2012
 - ❖ Remis au secrétariat: 09.02.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012
- PR-920 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit pour un montant total de 1 125 000 francs destiné à l'assainissement acoustique des salles de concerts de l'Usine et du Moloko, situés 4, place des Volontaires, parcelle N° 3797, feuille N° 5, commune de Genève, section Plainpalais.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 12.10.2011
- PR-922 (169) Proposition du Conseil administratif du 14 septembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit d'études de 2 425 000 francs, complémentaire à la délibération du 26 février 2007 (PR-482), destiné à la poursuite des études de l'extension et du réaménagement du Musée d'art et d'histoire, situé rue Charles-Galland 2, sur la parcelle 4360, feuille 13 du cadastre de la commune de Genève, section Cité.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
 - ❖ Renvoi en commission: 12.10.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Alexandre Wisard (CTC)
- PR-927 (169) Proposition du Conseil administratif du 5 octobre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit d'études de 702 000 francs destiné à

l'étude pour la transformation des locaux en crèche et appartements relais pour des femmes en situation de violence de l'immeuble sis 54, route de Frontenex, anciennement villa Ambrosetti, parcelle N° 707, feuille N° 19, commune de Genève, section Eaux-Vives (22).

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 02.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Maria Pérez (CTC)

PR-935 (169) Proposition du Conseil administratif du 9 novembre 2011 en vue de l'ouverture de trois crédits destinés à des travaux d'amélioration de l'éclairage public, pour un montant total de 526 000 francs, soit:

- un crédit de 124 700 francs destiné à construire de nouvelles installations d'éclairage public dans le quartier de Vieusseux, sur le tronçon de route reliant la route des Franchises à la Cité Vieusseux, situé sur la parcelle N° 3911 de la commune de Genève, Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève;
- un crédit de 124 700 francs destiné à compléter l'éclairage existant au parc Geisendorf, situé sur les parcelles N^{os} 814, 2901 et 2147 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève;
- un crédit de 276 600 francs destiné à remplacer l'installation vétuste de l'éclairage des parcs Mon-Repos, Perle-du-Lac et Barton, située sur les parcelles N^{os} 5409, 244, 243 et 242 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012

PR-939 (169) Proposition du Conseil administratif du 7 décembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit d'étude de 800 000 francs destiné à la rénovation de l'enveloppe et des installations techniques du crématoire de Saint-Georges situé chemin de la Bâtie 13, parcelle N° 3326, feuille N° 93, commune de Genève, section Plainpalais.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012

PR-941 (169) Proposition du Conseil administratif du 14 décembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 797 000 francs destiné aux

Liste des objets en suspens

études pour la construction d'un restaurant scolaire, de locaux parascolaires, de locaux à destination des habitants et de locaux pour les jardiniers du Service des espaces verts, situés rue Lamartine 16 bis, sur les parcelles N^{os} 2902, 1542, 2901, 3194, 2147, feuille 31, du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012

Commission du logement**Motions**

- M-763 (165) Motion du 21 janvier 2008 de M^{mes} Nathalie Fontanet, Florence Kraft-Babel, Fabienne Aubry Conne, Linda de Coulon, Laetitia Guinand, Danièle Magnin, MM. Jean Sanchez, Alexis Barbey, Jean-Marc Froidevaux, Georges Queloz et Alexandre Chevalier: «Pour que la Ville respecte les accords sur le logement!»
- ❖ Commission(s): Commission du logement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.03.2008
 - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M^{me} Sandra Golay (CL)
 - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M^{me} Andrienne Soutter (CL)
 - ❖ Vote commission: 26.04.2010
- M-915 (167) Motion du 28 avril 2010 de MM. Thierry Piguet, Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Roger Michel, Christian Lopez Quirland, Endri Gega et M^{me} Corinne Goehner-Da Cruz: «Des logements à portée de main: construisons à Plainpalais!»
- ❖ Commission(s): Commission du logement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-917 (167) Motion du 28 avril 2010 de MM. Mathias Buschbeck, Marc Dalphin, Bayram Bozkurt, Alpha Dramé, Georges Breguet, Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, Alexandre Wisard, M^{mes} Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, Marie-Pierre Theubet, Anne Moratti Jung, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger et Valérie Bourquin: «Mettons rapidement fin au gaspillage énergétique dans les bâtiments de la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission du logement
 - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Silvia Machado (CL)
 - ❖ Vote commission: 05.12.2011
- M-932 (168) Motion du 29 juin 2010 de M^{mes} Maria Casares, Charlotte Meierhofer, Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Héléne Ecuyer, Maria Pérez, Salika Wenger, Ariane Arlotti, MM. Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Structure municipale de gestion de logements intergénérationnels pour les étudiant-e-s».
- ❖ Commission(s): Commission du logement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

Projets de délibérations

- PRD-5 (169) Projet de délibération du 8 juin 2011 de M^{mes} Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Antoine Salamin, Daniel Sormanni et Pascal Spuhler: «Pour une véritable politique de construction de logements».
- ❖ Commission(s): Commission du logement
 - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Jacques Pagan (CL)

Commission du règlement

Initiatives municipales

- IN-1 (165) Rapport du Conseil administratif sur la validité et la prise en considération de l'initiative populaire municipale: «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 20.05.2008
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Danièle Magnin (CR)
 - ❖ Remis au secrétariat: 06.10.2008
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 04.11.2008

Projets d'arrêtés

- PA-108 (167) Projet d'arrêté du 31 mai 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christophe Buemi, Miltos Thomaidis, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Roger Michel, Gérard Deshusses, M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Corinne Goehner-Da Cruz, Isabelle Brunier et Véronique Paris: «Jetons de présence et indemnités 2011-2014: enfin la transparence du financement des partis!»
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Sophie Courvoisier (CR)
- PA-119 (168) Projet d'arrêté du 24 novembre 2010 de M^{mes} Frédérique Perler-Isaaz, Marie-Pierre Theubet, Anne Moratti Jung, MM. Mathias Buschbeck, Fabien Sartoretti, Yves de Matteis, Christophe Dunner, Georges Breguet, Bayram Bozkurt, Marc Dalphin, Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, M^{mes} Maria Casares, Maria Pérez, Ariane Arlotti et Martine Sumi: «Pour des horaires du Conseil municipal compatibles avec la vie de famille et la vie sociale des élu-e-s».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Olga Baranova (CR)
- PA-127 (168) Projet d'arrêté du 16 février 2011 de MM. Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Christiane Olivier et Martine Sumi: «Indemnités 2011-2015 aux parents qui ont un mandat politique et des enfants à charge».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Olivier Baud (CR)
- ❖ Vote commission: 25.01.2012

Projets de délibérations

- PRD-1 (168) Projet de délibération du 18 mai 2011 de M. Pascal Holenweg: «Règlement du Conseil municipal: débat accéléré».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CR)
- PRD-2 (168) Projet de délibération du 18 mai 2011 de M. Pascal Holenweg: «Règlement du Conseil municipal: suppression de la commission des naturalisations».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CR)
- PRD-3 (169) Projet de délibération du 7 juin 2011 de M. Eric Bertinat: «Règlement du Conseil municipal: répartition des sièges en commission».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CR)
- PRD-6 (169) Projet de délibération du 27 juin 2011 de M^{me} Alexandra Rys, MM. Jean-Charles Rielle, Pascal Rubeli, M^{me} Salika Wenger, MM. Julien Cart, Rémy Burri et Carlos Medeiros: «Règlement du Conseil municipal: Commission consultative des espaces verts et de l'environnement».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CR)
 - ❖ Vote commission: 11.01.2012
- PRD-7 (169) Projet de délibération du 27 juin 2011 de M. Pascal Holenweg: «Modification de l'article 140 du règlement du Conseil municipal concernant les modifications du règlement».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CR)

Liste des objets en suspens

- PRD-11 (169) Projet de délibération du 26 septembre 2011 de MM. Jean-Philippe Haas, Pascal Spuhler, Carlos Medeiros, Claude Jeanneret, Jean-François Caruso, Laurent Leisi, M^{mes} Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Michel Chevrollet et Jean-Charles Lathion: «Pouvoir exclure un-e conseiller-ère municipal-e».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Holenweg (CR)
- PRD-13 (169) Projet de délibération du 12 octobre 2011 de MM. Pascal Holenweg et Olivier Baud: «Modification du règlement du Conseil municipal concernant les votes en commission».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Natacha Buffet (CR)
 - ❖ Vote commission: 25.01.2012
- PRD-16 (169) Projet de délibération du 2 novembre 2011 de M. Pascal Holenweg et M^{me} Salika Wenger: «Règlement du Conseil municipal: création de fondations ou de sociétés de droit public ou privé».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
- PRD-18 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de MM. Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Grégoire Carasso, M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio et Vera Figurek: «Examen général du règlement du Conseil municipal».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
- PRD-19 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de M^{mes} Maria Casares, Vera Figurek, Salika Wenger, MM. Pierre Gauthier, Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Modification du règlement du Conseil municipal concernant l'entrée en matière».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
- PRD-20 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de M^{mes} Maria Casares, Vera Figurek, Salika Wenger, MM. Pierre Gauthier, Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Pour que les membres indépendants du Conseil municipal puissent former un groupe politique».

Liste des objets en suspens

- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
- PRD-21 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de M^{mes} Maria Casares, Vera Figurek, Salika Wenger, MM. Pierre Gauthier, Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Modification du règlement du Conseil municipal concernant les questions orales».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Natacha Buffet (CR)
 - ❖ Vote commission: 25.01.2012
- PRD-22 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de M^{mes} Maria Casares, Vera Figurek, Salika Wenger, MM. Pierre Gauthier, Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Modification du règlement du Conseil municipal concernant le renvoi direct en commission».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
- PRD-24 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de M^{me} Alexandra Rys, MM. Jean-Charles Rielle, Pascal Rubeli, M^{me} Salika Wenger, MM. Rémy Burri, Julien Cart et Carlos Medeiros: «Modification de l'article 64 du règlement du Conseil municipal concernant les questions orales».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Natacha Buffet (CR)
 - ❖ Vote commission: 25.01.2012
- PRD-25 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de M^{me} Alexandra Rys, MM. Jean-Charles Rielle, Pascal Rubeli, M^{me} Salika Wenger, MM. Rémy Burri, Julien Cart et Carlos Medeiros: «Modification du règlement du Conseil municipal concernant l'égalité des voix au sein des commissions».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Natacha Buffet (CR)
 - ❖ Vote commission: 25.01.2012

Résolutions

- R-143 (168) Résolution du 19 janvier 2011 de M. Pascal Holenweg: «Vive la commune! Vive la région! La communauté urbaine contre l'esprit de clocher et contre les réflexes technocratiques».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
 - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
 - ❖ Rapporteur[se]: M^{me} Mireille Luiset (CR)

Grand Conseil**Motions**

- M-345 (160) Motion du 20 janvier 2003 de MM. Jacques Mino, Alain Marquet, Didier Bonny, Pierre Losio, Gérard Deshusses, René Grand, Christian Zaugg et Guy Jousson, à l'intention du Grand Conseil: «Pour une équipe d'assistant(e)s sociaux(ales) à la disposition de l'enseignement primaire».
- ❖ Commission(s): Grand Conseil
 - ❖ Renvoi en commission: 12.02.2003
- M-348 (160) Motion du 12 février 2003 de MM. Gérard Deshusses et Daniel Sormanni, à l'intention du Grand Conseil: «Pour la création d'un fonds cantonal de compensation pour les charges communales exceptionnelles résultant de décisions cantonales en matière d'aménagement du territoire».
- ❖ Commission(s): Grand Conseil
 - ❖ Renvoi en commission: 12.04.2003

Département Autorités

Motions

- M-478 (162) Motion de MM. Guillaume Barazzone, Lionel Ricou, Didier Bonny, Jean-Charles Lathion, Guy Mettan et M^{me} Alexandra Rys: «Transparence en matière de marchés publics».
- ❖ Renvoyé à: Direction générale
 - ❖ Renvoi au CA: 03.11.2004
 - ❖ Date de la réponse: 21.12.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012

Questions écrites

- QE-297 (166) Question écrite du 15 octobre 2008 de M. Simon Brandt: «Répartition des annonces publicitaires dans la presse locale».
- ❖ Renvoyé à: Administration centrale
 - ❖ Renvoi au CA: 15.10.2008
- QE-336 (168) Question écrite du 27 septembre 2010 de M. Grégoire Carasso: «Le coût du papier vaut-il la peine d'envisager celui d'une nouvelle technologie?»
- ❖ Renvoyé à: Administration centrale –
Secrétariat du Conseil
municipal
 - ❖ Renvoi au CA: 27.09.2010

Département N° 1 Finances et logement – M^{me} Sandrine Salerno**Motions**

- M-817 (166) Motion du 24 juin 2008 de M^{mes} Isabelle Brunier, Nicole Valiquer Grecuccio, Martine Sumi, Andrienne Soutter, Silvia Machado, Véronique Paris, Diana Duarte Rizzolio, Mary Pallante, Annina Pfund, Christiane Olivier, MM. Grégoire Carasso, Christophe Buemi, Gérard Deshusses, Thierry Piguët, Christian Lopez Quirland, Patrick Baud-Lavigne et Jean-Louis Fazio: «Des ateliers pour les artistes attribués et gérés d'une façon plus juste et égalitaire». (Rapport M-817 A.)
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Sandrine Salerno (rapporteur[se])
M. Sami Kanaan
 - ❖ Renvoi au CA: 24.11.2010
- M-864 (166) Motion du 6 avril 2009 de MM. Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, M^{mes} Annina Pfund, Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, Isabelle Brunier et Véronique Paris: «Pour des achats publics équitables».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Sandrine Salerno
 - ❖ Renvoi au CA: 31.05.2010
 - ❖ Date de la réponse: 01.02.2012
- M-865 (166) Motion du 6 avril 2009 de MM. Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, M^{mes} Annina Pfund, Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, Isabelle Brunier et Véronique Paris: «Pour le respect des conventions de l'OIT dans l'attribution des marchés publics de la Ville de Genève».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Sandrine Salerno
 - ❖ Renvoi au CA: 31.05.2010
- M-872 (166) Motion du 18 mai 2009 de MM. Yves de Matteis, Gilles Garazi, M^{mes} Sandrine Burger, Valérie Bourquin, Anne Moratti Jung, Alexandra Rys, Maria Casares, Martine Sumi, Marie-France Spielmann, MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Jean-Louis Fazio, Alain de Kalbermatten, Simon Brandt, Georges Queloz, Armand Schweingruber et Pascal Rubeli: «Personnes handicapées: pour une meilleure qualité de vie».

- ❖ Renvoyé à: M^{me} Sandrine Salerno
- ❖ Renvoi au CA: 31.05.2010

Questions écrites

- QE-332 (168) Question écrite du 15 septembre 2010 de M. Alexandre Wisard:
«Gestion des postes de fonctionnaires à la Ville de Genève».
- ❖ Renvoyé à: Direction des ressources humaines
 - ❖ Renvoi au CA: 15.09.2010

Département N° 2 Constructions et aménagement – M. Rémy Pagani**Initiatives municipales**

- IN-2 (166) Rapport du Conseil administratif du 4 février 2009 relatif à la validité de l'initiative populaire municipale «200 rues sont à vous – pour des rues ouvertes à la vie et aux mobilités douces!»
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 19.01.2010
 - ❖ Date de la réponse: 18.01.2012

Motions

- M-910 (167) Motion du 24 mars 2010 de M^{me} Andrienne Soutter, M. Endri Gega, M^{me} Isabelle Brunier, MM. Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, M^{mes} Corinne Goehner-Da Cruz, Silvia Machado, M. Roger Michel, M^{mes} Christiane Olivier, Véronique Paris, Annina Pfund, M. Thierry Piguët, M^{me} Martine Sumi, M. Miltos Thomaidès et M^{me} Nicole Valiquier Grecuccio: «Arcades».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 02.11.2011
 - ❖ Date de la réponse: 08.02.2012
- M-941 (168) Motion du 12 octobre 2010 de M. Mathias Buschbeck, M^{me} Sarah Klopmann, M. Jean-Charles Lathion, M^{me} Marie Chappuis, MM. Gérard Deshusses, Rémy Burri, M^{me} Salika Wenger, MM. Pascal Rubeli et Alexandre Chevalier: «Mobilité douce et pont du Mont-Blanc: la Ville de Genève ne doit pas rater le financement fédéral».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 12.10.2010
- M-981 (169) Motion du 12 octobre 2011 de MM. Grégoire Carasso, Alexis Barbey, Jean-Charles Lathion, Morten Gisselbaek, Alexandre Wisard, Carlos Medeiros, Eric Bertinat et M^{me} Salika Wenger: «Sans bar, l'Alhambra n'a plus d'allant».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 01.11.2011

Pétitions

- P-236 (167) Pétition: «Pour le maintien de la ligne de bus 32».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi au CA: 13.10.2010
 - ❖ Date de la réponse: 07.12.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.01.2012
21.02.2012
- P-245 (167) Pétition: «Aménagement de la rue de l'École-de-Médecine».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 02.11.2011
 - ❖ Date de la réponse: 08.02.2012
- P-250 (168) Pétition: «Pour une placette à la place Grenus».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 23.05.2011
- P-255 (168) Pétition: «Pour le maintien de la ligne de bus 32 (*bis*)».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 23.03.2011
 - ❖ Date de la réponse: 07.12.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 17.01.2012
21.02.2012
- P-257 (168) Pétition: «Pour des aménagements urbains temporaires entre la gare des Eaux-Vives et le chemin Frank-Thomas».
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 12.10.2011

Questions écrites

- QE-359 (168) Question écrite du 18 mai 2011 de M^{me} Patricia Richard: «Où sont les panneaux solaires destinés aux pavillons de la rade?»
- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
 - ❖ Renvoi au CA: 18.05.2011

Département N° 3 Culture et sport – M. Sami Kanaan**Motions**

- M-807 (165) Motion du 26 mai 2008 de MM. Thierry Piguët, Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, Patrick Baud-Lavigne, Gérard Deshusses, M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Annina Pfund, Diana Duarte Rizzolio, Isabelle Brunier et Christiane Olivier: «Nuit des musées». (Rapport M-807 A.)
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
 - ❖ Renvoi au CA: 18.05.2011
- M-817 (166) Motion du 24 juin 2008 de M^{mes} Isabelle Brunier, Nicole Valiquer Grecuccio, Martine Sumi, Andrienne Soutter, Silvia Machado, Véronique Paris, Diana Duarte Rizzolio, Mary Pallante, Annina Pfund, Christiane Olivier, MM. Grégoire Carasso, Christophe Buemi, Gérard Deshusses, Thierry Piguët, Christian Lopez Quirland, Patrick Baud-Lavigne et Jean-Louis Fazio: «Des ateliers pour les artistes attribués et gérés d'une façon plus juste et égalitaire». (Rapport M-817 A.)
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Sandrine Salerno
(rapporteur[se])
M. Sami Kanaan
 - ❖ Renvoi au CA: 24.11.2010
- M-882 (167) Motion du 16 septembre 2009 de M^{mes} Salika Wenger, Maria Pérez, Charlotte Meierhofer, M. Christian Zaugg, M^{mes} Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Frédérique Perler-Isaaz, Renate Cornu, MM. Jean-Charles Lathion, Adrien Genecand et Jacques Baud: «Un coup de pouce pour les arts électroniques».
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
 - ❖ Renvoi au CA: 20.04.2011
- M-920 (167) Motion du 18 mai 2010 de M^{mes} Salika Wenger, Arianne Arlotti, Maria Pérez, Marie-France Spielmann, Maria Casares et M. Pierre Rumo: «Les conseillers ne sont pas les payeurs (avant-projet de loi cantonal sur la culture)». (Rapport M-920 A.)
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
 - ❖ Renvoi au CA: 15.09.2010
 - ❖ Date de la réponse: 21.12.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012

Liste des objets en suspens

- M-943 (168) Motion du 13 octobre 2010 de M. Yves de Matteis, M^{mes} Ariane Arlotti, Sarah Klopmann, Salika Wenger, MM. Mathias Buschbeck, Alexandre Wisard, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten et Pascal Rubeli: «Pour un soutien affirmé à des lieux de fête et de vie nocturne populaires et associatifs afin de redonner vie à Genève».
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
 - ❖ Renvoi au CA: 03.11.2010

Pétitions

- P-219 (166) Pétition: «Pertes financières des stands du Fan Village au Bout-du-Monde».
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
 - ❖ Renvoi au CA: 02.11.2011
- P-251 (168) Pétition: «Soutenez les ateliers de la SIP-Plainpalais».
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
 - ❖ Renvoi au CA: 22.11.2011
 - ❖ Date de la réponse: 21.12.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012

Département N° 4 Environnement urbain et sécurité – M. Pierre Maudet**Pétitions**

- P-252 (168) Pétition: «Sauvons les fêtes de quartier!»
- ❖ Renvoyé à: M. Pierre Maudet
 - ❖ Renvoi au CA: 23.11.2011
 - ❖ Date de la réponse: 08.02.2012

Questions écrites

- QE-363 (169) Question écrite du 2 novembre 2011 de M^{mes} Julide Turgut Bandelier, Anne Moratti, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Fabienne Fischer, Frédérique Perler-Isaaz, MM. Yves de Matteis, Mathias Buschbeck, Pascal Holenweg, Pierre Gauthier et M^{me} Olga Baranova: «Opération de ramassage visant les Roms: quel coût pour la Ville de Genève?»
- ❖ Renvoyé à: M. Pierre Maudet
 - ❖ Renvoi au CA: 02.11.2011
 - ❖ Date de la réponse: 21.12.2011
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012
- QE-364 (169) Question écrite du 23 novembre 2011 de M^{mes} Fabienne Fischer, Julide Turgut Bandelier, Sandrine Burger, Anne Moratti, Marie-Pierre Theubet, Frédérique Perler-Isaaz, Sarah Klopmann, MM. Yves de Matteis, Julien Cart, Mathias Buschbeck et Alexandre Wisard: «Coûts engendrés par l'usage de vaisselle jetable aux Fêtes de Genève».
- ❖ Renvoyé à: M. Pierre Maudet
 - ❖ Renvoi au CA: 23.11.2011
 - ❖ Date de la réponse: 18.01.2012
 - ❖ Inscription(s) en séance CM: 21.02.2012

Département N° 5 Cohésion sociale et solidarité – M^{me} Esther Alder

Interpellations

- I-220 (168) Interpellation du 15 septembre 2010 de M. Christian Zaugg:
«Colonies de vacances, temple de l'inégalité».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 24.11.2010

Motions

- M-63 (157) Motion du 24 janvier 2000 de M^{mes} Alice Ecuillon et Alexandra Rys: «Télévision de proximité et malentendants». (Rapport M-63 A.)
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 10.10.2001
- M-224 (159) Motion du 10 octobre 2001 de MM. Jacques Mino, Damien Sidler, M^{mes} Sandrine Salerno et Liliane Johnner: «Pour la suspension de toute expulsion de sans-papiers et leur régularisation collective».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
(rapporteur[se])
Direction générale
 - ❖ Renvoi au CA: 04.12.2001
- M-536 (162) Motion du 16 mars 2005 de MM. Pierre Losio, Bruno Martinelli, M^{mes} Hélène Ecuyer et Sandrine Salerno: «Relations Ville-Etat: le Conseil municipal doit être informé des intentions du Conseil administratif».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 12.10.2005
- M-548 (162) Motion du 23 mai 2005 de M^{mes} Claudine Gachet, Alexandra Rys, MM. Jean-Marie Hainaut et Eric Ischi: «Concept des Fêtes de Genève 2006; qu'en est-il?»
- ❖ Renvoyé à: M. M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 24.10.2005
- M-649 (164) Motion du 8 novembre 2006 de M. Alexis Barbey, M^{me} Nathalie Fontanet, MM. Vincent Schaller, Guy Dossan, Pierre Maudet et Simon Brandt: «Sécurité dans les préaux: n'attendons pas». (Rapport M-649 A.)

- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 10.10.2007
- M-675 (164) Motion du 21 mars 2007 de M. Olivier Coste, M^{mes} Nicole Bobillier, Martine Sumi et Anne Moratti Jung: «Un resto à Gaise (école de Geisendorf)?»
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 08.05.2007
- M-786 (165) Motion du 12 mars 2008 de M^{mes} Maria Casares et Marie-France Spielmann: «Renouvelons le crédit de 300 000 francs permettant de venir en aide à de jeunes requérants en formation». (Rapport M-786 A.)
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 13.10.2010
- M-880 (167) Motion du 16 septembre 2009 de M^{mes} Patricia Richard, Anne-Marie Gisler, MM. Simon Brandt, Rémy Burri, Guy Dossan, Olivier Fiumelli, Adrien Genecand, Edgar Bordier et Salvatore Vitanza: «Une réglementation pour le respect de nos préaux».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 14.10.2009
- M-925 (167) Motion du 19 mai 2010 de M^{me} Charlotte Meierhofer: «Aide à la mobilité des non-voyants».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 08.06.2011
- M-958 (168) Motion du 14 décembre 2010 de M. Grégoire Carasso, M^{mes} Claudia Heberlein Simonett et Ariane Arlotti: «Un chantier de jeunes pour rénover le pavillon Cayla et gérer un atelier vélo».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 12.10.2011

Pétitions

- P-215 (166) Pétition: «Pour l'installation de jeux du type de ceux de Baby-Plage».
- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
 - ❖ Renvoi au CA: 18.05.2009
- P-254 (168) Pétition: «Fermeture des portes et surveillance des préaux de l'école Geisendorf».

- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
- ❖ Renvoi au CA: 02.11.2011

P-258 (168) Pétition: «Pour la restitution de la totalité du temps de travail d'animation de la Maison de quartier Asters-Servette».

- ❖ Renvoyé à: M^{me} Esther Alder
- ❖ Renvoi au CA: 23.05.2011

Direction générale**Motions**

M-224 (159) Motion du 10 octobre 2001 de MM. Jacques Mino, Damien Sidler, M^{mes} Sandrine Salerno et Liliane Johner: «Pour la suspension de toute expulsion de sans-papiers et leur régularisation collective».

❖ Renvoyé à:

M^{me} Esther Alder

(rapporteur[se])

Direction générale

04.12.2001

❖ Renvoi au CA:

Conseil administratif

Motions

- M-947 (168) Motion du 3 novembre 2010 de MM. Simon Brandt, Rémy Burri, Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Alexandre Wisard, Mathias Buschbeck, Christophe Buemi, Alexandre Chevalier, Roland Crot, Jacques Hämmerli, M^{mes} Florence Kraft-Babel et Martine Sumi: «Fête fédérale 2016: Genève doit se mêler à la lutte».
❖ Renvoi au CA: 30.01.2012
- M-993 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Vera Figurek, MM. Alberto Velasco, Mathias Buschbeck, Michel Chevrolet, Olivier Fiumelli, Eric Bertinat et Pascal Spuhler: «Préoccupations et demandes légitimes des habitant-e-s du canton de Genève et de la région qui empruntent les transports publics».
- M-994 (169) Motion du 17 janvier 2012 de MM. Alain de Kalbermatten, Michel Chevrolet, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, Mathias Buschbeck, Alexandre Chevalier, M^{mes} Marie Chappuis, Alexandra Rys, Sandra Golay, Fabienne Fischer et Fabienne Aubry Conne: «IN-2 – 200 rues piétonnes: compensation et plan d'ensemble cohérent des futures rues piétonnes».

Questions écrites

- QE-365 (169) Question écrite du 30 janvier 2012 de MM. Adrien Genecand et Olivier Fiumelli: «Villa Freundler: rideau?»
- QE-366 (169) Question écrite du 30 janvier 2012 de M. Christian Zaugg: «Sécurité à l'angle du chemin Kermély et de l'avenue de Miremont».

4. Questions orales.

M. Michel Amaudruz (UDC). Ma question s'adresse à M. le maire – ou à M. Pagani, qui n'est pas encore là. Nous avons eu, à la commission des travaux et des constructions, lors de notre dernière séance, le privilège de pouvoir auditionner M. Gandur au sujet de la réhabilitation du Musée d'art et d'histoire. Lors de cette audition, M. Gandur a expliqué qu'étant un donateur potentiel il avait la maîtrise du projet. Par ailleurs, il a longuement fait état d'une convention entre la Ville de Genève et sa fondation. Or pour notre commission, voire le Conseil municipal, afin de pouvoir se prononcer en toute connaissance de cause et d'avoir une vision à 360°, il conviendrait de connaître le contenu de ladite convention, ce d'autant plus qu'il y aurait des renégociations, semble-t-il. Ma question est la suivante: est-il possible, pour la commission des travaux et des constructions ou pour le Conseil municipal, de prendre connaissance de cette convention et est-il exact qu'elle est en renégociation?

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal, je vous rappelle qu'il vous est possible, dans le cadre d'une audition en commission, de poser des questions au Conseil administratif afin d'obtenir les documents. Effectivement la Ville de Genève a signé, sous l'ancienne législature, une convention avec M. Gandur en mars 2010, qui portait à la fois sur le partenariat des collections et sur une contribution de M. Gandur au projet d'extension du Musée d'art et d'histoire. Cette convention, rappelons-le, précise que la contribution au projet d'extension n'est effective que si le premier coup de pioche a lieu dans les huit ans suivant la signature, ce qui correspond au printemps 2018.

La fondation et le Conseil administratif sont ainsi liés par cette convention. Vous recevrez par courrier tous les éléments clés de la convention à la commission des travaux et des constructions.

M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (S). Ma question s'adresse autant à M. Maudet qu'à M. Pagani. Lors de la dernière session, j'ai eu le plaisir d'intervenir au sujet de ce que j'avais appelé un «aménagement concentrationnaire» à la rue Voltaire et quelle ne fut pas ma stupeur de découvrir l'aménagement du parc du Seujet, qu'on a enclos de manière tout à fait «rupestre», et je pèse mes mots! Devant un tel aménagement, qui n'a rien à voir avec un aménagement de type urbain, adapté à une ville, je me demande à quoi sert d'avoir un Service de l'aménagement urbain et une volonté affichée d'aménager nos espaces publics.

Question subsidiaire: j'aimerais savoir si l'entreprise qui pose ces panneaux et qui se fait ainsi de la publicité rétribuée la Ville. J'espère ne pas avoir encore à intervenir à la prochaine session pour un aménagement de ce type.

(La présidence est momentanément assurée par M. Jean-Charles Rielle, vice-président.)

M. Pierre Maudet, maire. S'agissant de ce parc, je suis passé devant hier. Quand vous dites «enclos», je suppose que vous faites référence à des chabourys, c'est-à-dire des barrières en bois protégeant temporairement les plates-bandes, permettant à l'herbe de pousser et de préserver les plantations récentes. Je ne peux pas vous dire combien de temps cela sera installé, le but n'est pas de les laisser définitivement, bien au contraire. Auparavant, il y avait des buttes. L'objectif du projet d'aménagement, lancé par mon prédécesseur M. Tornare, en partenariat avec les services de mon collègue M. Pagani, est de supprimer ces buttes, de rendre une visibilité à l'ensemble du site et non d'y mettre des barrières, je vous le confirme.

S'agissant des panneaux auxquels vous faites référence, il s'agit d'une pratique détestable. Je serais donc surpris que ladite entreprise l'ait rééditée, mais je vous remercie de l'avoir signalé et nous interviendrons immédiatement, le cas échéant, pour les faire enlever. Il n'y a pas de raison, en effet, d'offrir des espaces publicitaires supplémentaires. Nous avons déjà fait retirer ce genre de panneaux sur d'autres chantiers, qu'ils soient publics ou privés.

Quant à l'aspect enclos, hérité d'un projet d'aménagement datant de la législature précédente, mon collègue et moi allons nous renseigner sur la façon dont il a été monté, le but étant d'ouvrir l'espace et de rendre une certaine visibilité en termes d'espace public. Je vous confirme donc que ces barrières sont bien temporaires.

M. Pierre Gauthier (EàG). Ma question s'adresse à M^{me} Alder. Notre représentante auprès de la Commission de la petite enfance nous a signalé que cette commission ne s'était pas réunie depuis le mois de juin 2011. Elle n'a, en tout cas, pas été convoquée aux réunions de cette commission. Suite à plusieurs appels téléphoniques auprès de la personne chargée du procès-verbal, il lui a été répondu, alors qu'elle demandait une copie des procès-verbaux récents afin de connaître le travail effectué au sein de cette commission, qu'il fallait un délai de sept semaines.

Ma question est donc: que se passe-t-il dans cette commission, voire, que ne s'y passe-t-il pas?

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Monsieur le conseiller municipal, je ne connais pas vos sources mais, pour ma part, j'ai rencontré cette commission récemment ainsi que tous les représentants des différents partis, et cette

commission va travailler. Je vais interroger mes services en ce qui concerne les procès-verbaux et voir ce qui n'a pas fonctionné. Mais j'ai rencontré la commission il y a un mois et je ne vois aucun problème particulier.

M. Michel Chevrolet (DC). Suite au décès tragique d'un jeune homme au parc des Bastions, nous souhaitons faire la lumière sur cette affaire et demander au magistrat M. Pagani s'il était au courant du décès tragique de ce jeune homme le soir où nous avons, ici même au sein du Conseil municipal, discuté de l'expulsion immédiate des « indignés » du parc des Bastions. S'il était au courant de cet évènement, pourquoi n'en a-t-il pas informé le Conseil municipal ce soir-là? Cette information vitale aurait pu changer totalement la direction du débat, si les élus de la Ville avaient été mis au courant du drame. J'aimerais que M. Pagani nous réponde avec franchise.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Dans un premier temps j'ai refusé de m'exprimer au sujet de ce décès malheureux et regrettable. J'adresse à nouveau mes vives condoléances à la famille. J'estime que c'est une affaire privée, dont j'ai pris connaissance le lundi 30 janvier. J'ai jugé que cela ne faisait pas partie de la problématique. Votre analyse est légitime, cependant, pour ma part en tant que magistrat et être humain, je n'ai pas pour habitude de faire de la politique sur la mort des gens!

M. Eric Bertinat (UDC). Le 30 janvier dernier, nous avons débattu sur la proposition PR-861, qui concernait entre autres le réseau de collecteurs du bastion de Saint-Antoine ainsi que différents aménagements. Lors de ce débat, la majorité des groupes se sont exprimés en déclarant clairement que cela n'avait aucun lien avec le monument à la mémoire du génocide arménien qu'il est prévu d'installer dans le futur sur le bastion. Cette question prête encore à être largement débattue, une partie de ce parlement n'étant pas du tout d'accord avec l'emplacement choisi. Lorsque nous avons accordé le crédit, car il était urgent de faire ces travaux, le conseiller administratif n'a pas contredit cette vision des choses. Ce qui signifie qu'aucun aménagement ne devait être destiné à la mise en place de ces fameux « Réverbères de la mémoire ». Je suis donc très surpris de voir que dans l'appel d'offres que vous avez déposé le 7 février, c'est-à-dire une semaine après ces débats, la soumission N° 2, que j'ai en mains, est entièrement consacrée aux « Réverbères de la mémoire ». Une semaine avant, vous dites que ces travaux ne concernent que l'aménagement du bastion et une semaine après, dans l'appel d'offres, vous précisez qu'il y a lieu de procéder à des travaux pour installer ces fameux réverbères...

Le président. Posez votre question, Monsieur Bertinat, s'il vous plaît.

M. Eric Bertinat. Ma question est toute simple: Monsieur Pagani, j'aimerais savoir pourquoi dans l'appel d'offres figure cette soumission N° 2 dont il n'a justement pas été question pendant la séance du 30 janvier.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Comme je l'ai toujours fait depuis mon arrivée, j'entends assumer l'entièreté des actes de l'administration et à ce titre je réitère cette détermination. J'ai effectivement appris aujourd'hui que le mandataire désigné pour l'aménagement du bastion de Saint-Antoine a cru bon, et peut-être à juste titre, d'inclure les fondations, soit des blocs de béton de 1 mètre sur 1 mètre, de ces «candélabres de la mémoire» dans l'appel d'offres, dans le but de profiter de la synergie du chantier. Je le déplore, toujours est-il que j'en assume la responsabilité et je verrai ce qu'il doit advenir de cette proposition. Ceci étant, les travaux débiteront très rapidement. Nous allons commencer par le collecteur, comme cela a été présenté dans la proposition PR-861, et je me tiendrai strictement aux éléments qui figurent dans la proposition, sans dépenser un franc de plus. Le monument à la mémoire du génocide arménien relève du Fonds municipal d'art contemporain et si ce projet a été mis en synergie avec la rénovation du bastion de Saint-Antoine, sur le fond, je proposerai d'avoir une saine discussion en ce qui concerne ce mémorial. Pour ma part, comme je l'ai fait en mettant une pierre pour commémorer le génocide de Srebrenica en ex-Yougoslavie sur la place des Nations, je n'ai aucun problème à faire acte de mémoire en ce qui concerne ces catastrophes humaines que sont les génocides.

M. Grégoire Carasso (S). Ma question s'adresse à M. Pagani, ou peut-être à M. Maudet qui, semble-t-il, aime les barrières et s'est exprimé à ce sujet à l'instant. Il y a une série de barrières depuis de très nombreuses années sur les passages pour piétons du passage Montbrillant menant vers la place du même nom. Puisque ces barrières sont là depuis le début des travaux du TCMC (Tram Cornavin-Meyrin-Cern), il y a de cela environ trois ans, et qu'elles sont encore là aujourd'hui bien que les travaux soient terminés depuis de nombreux mois, j'émet deux hypothèses: soit elles ont été tout simplement oubliées, soit elles sont là pour canaliser les flux de piétons. Le cas échéant, combien de temps ces barrières de chantier, relativement peu élégantes, resteront-elles sur le domaine public?

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Cette problématique des chabourys, des protège-piétons, est un peu une charrue à chiens, si je puis dire... Je vais donc me renseigner et je vous donnerai la réponse demain soir.

M. Mathias Buschbeck (Ve). Ma question s'adresse au maire. Elle concerne le centenaire de l'Association du scoutisme genevois. Effectivement, en 2012, l'association fête ses 100 ans et organisera une série d'événements en ville de Genève, dont un camp que les responsables avaient prévu d'installer au parc Bertrand. Apparemment, vous leur auriez refusé cette implantation en leur suggérant un emplacement bien moins symbolique qui serait le stade du Bout-du-Monde.

Je n'ose le croire, puisqu'il me semble que lorsqu'une association de cette importance fête ses 100 ans et qu'elle vous demande de s'installer dans un lieu symbolique en ville de Genève pendant deux jours, cela doit être parfaitement envisageable. J'attends votre confirmation.

M. Pierre Maudet, maire. Il est vrai que, dans l'intervalle, le parc des Bastions s'est libéré partiellement et que nous aurions peut-être la possibilité d'y perpétuer la présence de tentes... Pour parler sérieusement, il est tout à fait exact que j'ai refusé l'octroi d'une autorisation au parc Bertrand, sur la base d'un préavis qui m'a été donné par le Service des espaces verts, relatif à l'exploitation du parc et à l'opportunité d'y installer ces tentes. Ceci dit, je n'ai pas complètement fermé la porte, puisque je rencontre mardi prochain l'Association du scoutisme genevois pour trouver un endroit adéquat. J'ai bien compris que la proposition alternative ne leur convenait pas et je me fais fort de trouver avec eux une solution qui permette de préserver les espaces verts, leur usage courant, et d'installer ces tentes. Il y a quand même des conditions de maintenance qui s'imposent et il faut, comme je le fais toujours, essayer de ménager la chèvre et le chou et de préserver au mieux les intérêts de chacune et de chacun. Vous pourrez, puisque vous êtes bien informé, dès mardi après-midi, juger, à l'aune de la satisfaction des scouts genevois, de la qualité de la séance que nous aurons eue le matin même.

M^{me} Danièle Magnin (MCG). Ma question s'adresse à M. Maudet. Monsieur Pierre Maudet, afin que vous ne me disiez pas qu'il faut vous envoyer des e-mails, je vous préviens déjà que ma question porte sur le thème: «Comment le citoyen lambda peut-il obtenir que les lampes de la rue où il habite, ou des rues de son quartier, soient changées lorsqu'elles sautent et qu'il n'y a plus d'éclairage?» Etre dans l'obscurité est assez gênant et cela dure parfois plusieurs mois. Un certain nombre de rues aux Eaux-Vives n'ont plus d'éclairage, de même que dans le quartier où je vis, et cela à plusieurs endroits. C'est assez gênant et nous aimerions connaître le processus à respecter, savoir à qui, quand et comment le signaler, mais aussi comment être sûr que les lampes soient changées quand c'est nécessaire.

M. Pierre Maudet, maire. Je réponds pour décharger mon collègue, mais en réalité l'éclairage public est dans les mains de M. Pagani. Cela n'est pas grave puisque nous travaillons en complète transversalité...

En matière d'anomalies sur le domaine public, quelles qu'elles soient, s'il y a une borne hydrante qui coule, s'il y a des ampoules à changer dans l'éclairage public, ce sont les Services industriels qui assurent la maintenance, même si, à la base, c'est la Ville qui plante les candélabres et qui installe les lampes. Dans ce cas-là, il existe un point d'entrée aisé, c'est d'appeler le poste de police municipale de votre quartier ou la police municipale. Si vous ne connaissez pas le numéro, c'est le 418 22 22. Les agents prennent en charge, à ce moment-là, ce qu'on appelle une «doléance» et font en sorte que ce soit rapidement résolu. D'autre part, vous pouvez appeler directement les Services industriels, où il y a un service de piquet, ou encore, c'est la solution que préconise mon collègue, envoyer un mail à votre magistrat préféré, quel qu'il soit, et nous le faisons suivre en vous garantissant de tout mettre en œuvre pour résoudre rapidement le problème.

M. Pascal Holenweg (S). Dans plusieurs communes, celle d'Onex par exemple, les décisions de l'Association des communes genevoises (ACG) qui peuvent être contestées par les Conseils municipaux sont systématiquement inscrites à l'ordre du jour du Conseil municipal par les Conseils administratifs, puisque les conseillers administratifs sont les premiers informés des décisions de l'ACG. Cette inscription automatique des décisions de l'ACG, notamment celles qui portent sur les engagements financiers du Fonds intercommunal, est la seule méthode qui permette d'assurer le respect des délais d'opposition aux dites décisions. La nouvelle rédaction de la loi sur l'administration des communes permet en effet aux Conseils municipaux d'exprimer leur opposition à une décision de l'ACG et, si un minimum de Conseils municipaux s'y opposent, ces décisions sont annulées.

Le Conseil administratif serait-il disposé à s'inspirer de cette heureuse méthode et à faire inscrire systématiquement, à l'ordre du jour de notre Conseil municipal, les décisions de l'Association des communes genevoises auxquelles nous pourrions nous opposer? Bien sûr, nous n'allons pas nous y opposer systématiquement, vous connaissez notre esprit éminemment positif... Mais la capacité de s'opposer aux décisions de l'ACG suppose que nous soyons informés à temps de ces décisions. Alors, pourriez-vous faire inscrire à l'ordre du jour du Conseil municipal toutes les décisions auxquelles nous pourrions éventuellement, si nous étions de mauvaise humeur, nous opposer?

M. Pierre Maudet, maire. Il s'agit d'une question tout à fait pertinente, puisque l'Association des communes genevoises est une corporation de droit public depuis peu et qu'effectivement, à la faveur de l'introduction dans la loi de son fonctionnement, les Conseils municipaux se voient saisis de nouvelles compétences et peuvent, le cas échéant, exercer une sorte de droit de veto sur des délibérations d'ordre financier. Vous avez donc raison de souligner, Monsieur le conseiller municipal, que cela n'a jamais été utilisé par votre Conseil: pour cela, il faut d'abord le savoir.

La suggestion que je vais faire – et, là, je prendrai langue avec le bureau du Conseil municipal – c’est que, pour éviter une liste par trop laborieuse de délibérations à soumettre au Conseil municipal, on mette sur pied une petite procédure, consistant à indiquer immédiatement au bureau, lorsqu’une délibération est prise par l’ACG, la nature de cette délibération, charge au bureau de la porter à l’ordre du jour ou non. Je vous rappelle que nous ne sommes pas maîtres de votre ordre du jour et avec cette procédure, le bureau étant composé de représentants de chacun des groupes du Conseil municipal, vous aurez tout loisir de décider de porter ou non à l’ordre du jour du Conseil les délibérations en question.

Je vous confirme donc que nous prendrons langue avec le bureau, à la faveur de la prochaine réunion que nous aurons avec lui, et que nous déciderons de la procédure la plus adéquate. Mais le fait est que vous avez ce droit et que vous devez être informés.

M^{me} Natacha Buffet (LR). Comme vous le savez peut-être, 2013 marquera le bicentenaire de la naissance du compositeur Richard Wagner. Différentes célébrations seront organisées à travers l’Europe, entre autres à Paris, au printemps 2013, ainsi qu’à Bayreuth, durant la première partie de 2013, et puis Genève, à l’automne 2013, organisera aussi un certain nombre d’événements.

Ma question s’adresse donc à M. Kanaan. Je souhaiterais savoir, étant donné qu’il y a une collision entre certaines célébrations, à la fois entre le Grand Théâtre et le Cercle romand Richard Wagner, ce qui est envisagé pour éviter qu’on se retrouve dans un *Ring* et que les gens ne sachent plus où donner de la tête, quoi choisir, et que cette célébration de Richard Wagner ne se transforme malheureusement en *Vaisseau fantôme*!

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Madame la conseillère municipale, je vous rassure, il n’y aura pas de collision. Nous savons qu’à Genève, notamment, il existe des wagnériens passionnés. On ne peut donc que se réjouir qu’il y ait une offre riche, se déclinant sur deux modes totalement différents. Il y aura effectivement l’offre du Grand Théâtre, avec la *Tétralogie* qui commencera au printemps 2013 et qui se poursuivra à l’automne 2013 et au premier semestre 2014. Elle se jouera donc sur deux saisons.

Parallèlement, à l’automne 2013, le Cercle romand Richard Wagner, en collaboration avec d’autres partenaires, organise un festival comprenant de nombreux événements, y compris des expositions et des conférences. Une représentation lyrique du *Vaisseau fantôme* aura lieu juste avant le deuxième volet du *Ring*. Nous y voyons une opportunité d’attirer non seulement les wagnériens «genevois», mais potentiellement les amateurs d’autres pays d’Europe, qui auront ainsi

l'occasion d'assister à deux opérations lyriques complémentaires. Cela permettra de faire rayonner Genève sur la scène lyrique internationale. Il faut donc voir cela comme une opportunité plutôt que comme un problème.

M^{me} Vera Figurek (EàG). Ma question s'adresse au Conseil administratif dans son ensemble. Notre groupe a appris par les syndicats et la commission du personnel, soit les représentants des travailleuses et travailleurs de la fonction municipale, que selon les départements le statut du personnel voté en juin 2012 par le Conseil municipal n'est pas toujours appliqué de la même manière.

Pour ce qui nous concerne, nous conseillères et conseillers municipaux, nous sommes, je vous le rappelle, responsables du Service du secrétariat du Conseil municipal, même si c'est au Conseil administratif de s'occuper de tout ce qui est relatif aux ressources humaines. Notre groupe Ensemble à gauche voudrait savoir si le Conseil administratif, qui va recevoir les syndicats encore cette semaine, a bien l'intention de titulariser, avec un contrat de droit public et de durée indéterminée, tel qu'il est prévu dans le statut du personnel, les cinq procès-verbalistes qui travaillent pour nos commissions du Conseil municipal, car leur contrat arrive à échéance le 29 février. Si ce contrat n'est pas renouvelé de manière conforme au statut, ces personnes seront licenciées.

Nous aimerions donc bien savoir si le statut du personnel sera appliqué à ces cinq personnes qui s'occupent de nos travaux en commission.

(La présidence est reprise par M^{me} Alexandra Rys, présidente.)

M. Pierre Maudet, maire. La question est parfaitement légitime et a aussi occupé le Conseil administratif. J'aimerais d'abord rassurer le groupe Ensemble à gauche sur le fait que l'application du statut est parfaitement uniforme dans l'ensemble des départements de la Ville de Genève. On peut faire confiance aux partenaires sociaux pour y veiller, même si parfois l'interprétation de certaines normes donne lieu à des discussions, mais c'est ce qui rend ce partenariat si fécond et si intéressant.

Dans le cas précis que vous citez et qui touche de près le Conseil municipal, notre Conseil a délégué, ces jours-ci, à M. Pagani la mission de traiter avec la présidence du Conseil municipal le cas des procès-verbalistes et de trouver une solution. Celle-ci s'inscrira peut-être dans la piste que vous indiquez, mais peut-être pas – on ne peut pas préjuger – et doit assurément être trouvée rapidement. L'objectif est d'arriver à une solution d'ici à la fin du mois. Sachant qu'il y a une séance du Conseil administratif demain et une autre mercredi prochain, je pense

que, sous dizaine, nous devrions être en mesure, à satisfaction de la présidence du Conseil municipal et du Conseil administratif, de trouver une solution.

M^{me} Olga Baranova (S). Ma question s'adresse à M. le conseiller administratif Rémy Pagani et concerne la disponibilité des parkings à vélos dans le périmètre des bâtiments de l'Université de Genève. Comme on le savait déjà, l'université a lancé une opération visant à motiver de plus en plus d'étudiants à utiliser leur vélo pour venir à l'université, mais du coup, dans le périmètre d'Uni Mail ainsi que d'Uni Bastions notamment, il y a un grave manque de parkings pour les vélos. A Uni Mail, ce manque est énorme: dès 8 h 30 du matin, les places sont prises du côté des deux entrées de l'université. A Uni Bastions, la situation est encore plus grave parce que, près du parc des Bastions, il n'y a strictement aucun parking pour vélos. Cela veut dire que les usagers font face à des vélos éparpillés dans tout le parc. Ma question est la suivante: vos services sont-ils au courant de cette situation et avez-vous déjà réfléchi à des constructions pour remédier à ce problème?

La présidente. M. le conseiller administratif Pagani vous répondra demain.

M^{me} Sarah Klopmann (Ve). Ma question s'adresse à M. Kanaan. On m'a rapporté récemment qu'une carte d'étudiant valable avait été refusée au centre sportif de la Queue-d'Arve, sous prétexte que la personne détentrice de cette carte avait plus de 25 ans. Je m'étonne qu'il y ait une directive précisant que les citoyens de la Ville n'ont plus le droit d'être étudiants après 25 ans. J'aurais voulu savoir si cette directive venait de vous, Monsieur le conseiller administratif, ou d'où elle vient... Et surtout j'aimerais savoir quand on donnera une information inverse, autorisant les gens à être étudiants après 25 ans et à bénéficier des avantages dus aux étudiants dans les centres sportifs de la Ville.

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Je vous confirme, Madame la conseillère municipale, que le règlement des tarifs d'accès aux centres sportifs de la Ville de Genève prévoit que le tarif étudiant ne s'applique que jusqu'à 25 ans. Vous me direz qu'il y a des étudiants ayant dépassé 25 ans, voire 26 ou 27 ans... De nos jours, il peut y avoir des gens qui étudient bien plus tard, mais en général ils ont alors une occupation professionnelle à côté. En l'occurrence, c'est un choix qui a été fait par le Conseil administratif dans le cadre de la révision du règlement. Ce dernier prévoit dorénavant de nombreux rabais supplémentaires, pour les familles ou par le biais de la carte 20 ans/20 francs, réservée à l'origine

aux prestations culturelles et qui s'étend maintenant aux prestations sportives. Cette limite a été définie parce qu'il en fallait une. Effectivement, il y a des gens aujourd'hui qui sont étudiants jusqu'à 70 ans et au-delà, c'est une des richesses de notre société, mais il fallait bien définir une limite et on a privilégié les jeunes. Cela dit, je prends note de votre préoccupation. A la prochaine révision, nous examinerons la situation, bien que le cas se présente assez rarement.

M. Tobias Schnebli (EàG). Ma question s'adresse à M. le maire Pierre Maudet et concerne le marché alimentaire de Plainpalais. Plusieurs usagers, marchands et clients, m'ont rapporté des faits assez incroyables qui s'y sont déroulés le vendredi 10 février. Pour mémoire, la température oscillait entre moins 10 et moins 15 degrés et la bise soufflait, ce jour-là, entre 60 et 80 km à l'heure. En l'occurrence, il y a eu des comportements vraiment incompréhensibles de la part des agents qui, premièrement, ont empêché les quelque huit marchands qui se sont présentés ce jour-là de se réunir, en insistant pour qu'ils occupent leurs places, parfois distantes les uns des autres de dizaines de mètres. De plus, une fois les marchands en place, ils ont empêché certains d'entre eux de tourner leur stand de 90° pour s'abriter un peu de la bise. Alors, ma question est la suivante: Monsieur le maire, êtes-vous conscient de ces excès de zèle dans l'application du règlement, des problèmes que cela pose? Pensez-vous qu'il faut faire quelque chose pour les résoudre et, le cas échéant, êtes-vous prêt à impliquer les usagers, c'est-à-dire les marchands et les clients, pour arriver à des solutions? Car la situation était vraiment absurde ce jour-là...

M. Pierre Maudet, maire. Je n'ai évidemment pas de capacité d'action sur les températures. En revanche, j'en ai une s'agissant du règlement. A la demande des marchands précisément, nous avons institué depuis deux ans une commission consultative des marchés, qui réunit non seulement les marchands fruits et légumes des mardis et vendredis, mais également les bouquinistes, les marchands du marché aux puces, etc. Cela permet, à un intervalle de six mois, d'envisager éventuellement des modifications de règlement. Dans le cas précis que vous décrivez, Monsieur le conseiller municipal, à savoir que les marchands se rapprochent lorsqu'ils sont répartis de façon éparse en période hivernale, c'est une question qui s'est posée et qui ne fait de loin pas l'unanimité chez les marchands.

En fait, l'association à l'origine de ce léger mouvement d'humeur représente à peine un quart des marchands. Elle est elle-même assez divisée sur cette question-là et exige, par ailleurs, une application extrêmement stricte du règlement sur d'autres aspects. Il est délicat – mais c'est un peu le propre de cette association – d'exiger une application stricte du règlement sur certains aspects et extrêmement souple sur d'autres, voire d'envisager une gestion, comme le voudrait

le président de cette association. Dans le cas d'espèce, je n'étais pas sur place et je ne peux donc pas juger ce qui s'est passé, mais sachez que les agents ont pour consigne d'appliquer le règlement, intelligemment et avec discernement, en direction des marchands.

En l'occurrence, ce point est à l'ordre du jour de la commission consultative des marchés lundi prochain et je me réjouis d'en parler avec les marchands. Ce qui est certain, c'est que le président de cette association ne peut pas s'ériger en policier des marchés, à la place de l'autorité, et décider lui-même de déplacer les marchands. S'il faut modifier le règlement, nous le ferons, mais avec l'assentiment d'une majorité des marchands. Je précise encore que ce règlement a été largement modifié l'année passée. A aucun moment, on ne nous a proposé ce type de modifications, alors qu'on a connu des températures assez basses les années précédentes. Je considère donc que c'est une vaine querelle qui nous est faite ici.

M. Olivier Fiumelli (LR). Ma question s'adresse à M. Kanaan. Nous avons appris par la presse que la Ville et l'Etat avaient demandé aux responsables du FC Servette de faire un audit de leurs comptes, pour la partie association. J'aurais aimé savoir ce qui sous-tend cette demande et pourquoi la Ville se pose la question de l'utilisation de la subvention cette année seulement. Doit-on en conclure que, les années précédentes, il n'y avait pas de contrôle sur l'utilisation de cette subvention?

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal, en tant que commissaire aux finances, vous savez pertinemment que nos subventions sont contrôlées chaque année et qu'en fonction des situations nous demandons parfois un contrôle particulier. Le contrôle particulier que nous souhaitons effectuer sur les comptes de l'association en charge de la relève et de la formation des juniors notamment – qui correspond aux missions des collectivités publiques – est motivé par le fait que nous avons augmenté nos subventions durant l'année 2011 et au début 2012. C'était là la contribution des collectivités publiques à l'effort du Servette, suite à la promotion du club en Super League. En même temps, les informations dont nous disposons sont quelque peu inquiétantes, puisque l'association a visiblement perdu ses entraîneurs – qui justifient le label de formation – alors qu'en principe elle a tous les moyens nécessaires pour travailler conformément à son mandat. J'espère évidemment que cet audit aboutira à des résultats rassurants, mais gouverner c'est prévoir, et d'entente avec mon homologue cantonal nous avons estimé nécessaire, dans la situation un peu confuse du FC Servette aujourd'hui, de vérifier la situation spécifique de l'association, dès lors qu'il s'agit des deniers publics.

M^{me} Marie Chappuis (DC). Ma question s'adresse à M. Pagani. Monsieur le magistrat, voilà maintenant plus de quatre ans que je vous pose, tous les six mois environ, la même question. Je ne vous cacherai pas que je suis un peu lasse de cette situation qui n'évolue pas. En 2007 déjà, une motion M-700 du Parti démocrate-chrétien avait été acceptée à l'unanimité, quasiment, de notre Conseil. Elle demandait la mise en place d'un système de vélos en libre-service, les fameux Vélib', dont nous aimerions bien pouvoir enfin profiter à Genève. J'aimerais donc savoir où en est ce dossier et de grâce, pour reprendre une expression de M^{me} Wenger, ne nous dites pas que c'est la faute du Canton! D'après ce que j'ai vu, en Suisse romande plus de 20 villes ont mis en place ce système. Je pense donc que notre Ville peut donner l'impulsion dans ce dossier, pour qu'un système de vélos en libre-service soit enfin mis en place à Genève.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Madame la conseillère municipale, j'ai une bonne nouvelle à vous annoncer: je déposerai pour la prochaine session du Conseil municipal une proposition – pour autant évidemment que le Conseil administratif la valide – en vue de l'implantation de 60 stations de vélos, qui nous coûteront la bagatelle de 70 000 francs pièce, soit un crédit d'environ 3,5 millions représentant la part de la Ville dans ce projet de vélos en libre-service piloté, je le rappelle, par les Transports publics genevois et le Canton. Ce dernier assumera la charge financière liée à l'acquisition des vélos et au budget de fonctionnement, qui s'élèvera à 3 ou 3,5 millions de francs.

Nous nous sommes engagés dans cette direction-là après avoir consulté les enquêtes faites dans plus de 60 villes dans le monde bénéficiant de ces vélos en libre-service. Il est apparu que la synergie, qui sera une première au niveau mondial, entre les Transports publics genevois et ces vélos en libre-service donnera non seulement une image très forte du dynamisme de notre cité, mais permettra en plus d'économiser au niveau des infrastructures. Je pense là aux trams, bus ou voiries. Voilà, j'espère pouvoir, le mois prochain, avancer dans ce dossier, l'objectif, commun à toutes les communes, étant d'installer 120 stations dans tout le canton, dont 60 sur notre territoire. J'espère que nous arriverons à les mettre à la disposition de nos concitoyennes et concitoyens pour l'été 2013.

M. Alexis Barbey (LR). Ma question s'adresse à M^{me} Alder. Je sais que certains conseillers municipaux sont partis la semaine dernière en voyage d'étude à Ouagadougou, pour observer l'état d'avancement de certains projets financés par la Fédération genevoise de coopération. Etant donné que la Ville de Genève a pris en charge la moitié des frais de voyage de ces représentants du Conseil municipal, j'aimerais savoir quand le Conseil municipal pourra bénéficier d'un rapport sur l'état d'avancement des projets qui ont été étudiés, de sorte à avoir un retour sur investissement.

La présidente. Monsieur Barbey, votre question aurait plutôt dû s'adresser au bureau, puisque cela a fait l'objet d'une longue discussion en son sein. C'était une invitation à la charge des conseillers municipaux et il est apparu qu'il était évidemment très intéressant que certains puissent aller à Ouagadougou. Malheureusement, pour certains conseillers municipaux, la charge financière était trop importante et il a été décidé qu'on offrirait à une personne par groupe au maximum la possibilité d'y aller. Cela précisé, je donne la parole à M^{me} la conseillère administrative Esther Alder... Non? Alors, je la donne à M. le maire Pierre Maudet...

M. Pierre Maudet, maire. Madame la présidente, je voudrais juste préciser que la pratique, notamment lorsqu'un membre du Conseil administratif se déplace à l'étranger, est de rendre un rapport. Je pars donc de l'idée qu'il y aura forcément un rapport, libre ensuite au bureau ou aux personnes qui ont fait le déplacement de le diffuser. Par ailleurs, il y a eu un petit malentendu, Madame la présidente: nous avons dit que nous prendrions en charge non pas la moitié du billet, mais l'aller... (*Exclamations et rires.*)

M^{me} Maria Vittoria Romano (S). Ma question s'adresse au maire M. Maudet. Elle est un peu plus triviale mais quand même importante, puisqu'il s'agit des sanitaires de la gare routière qui sont fermés depuis un moment. J'aimerais donc savoir comment font les passagers des 50 bus qui arrivent tous les jours, lorsqu'ils doivent se soulager...

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Madame la conseillère municipale, c'est moi qui vous réponds puisque je suis en charge, au nom du Conseil d'Etat, de la commission de surveillance de la gare routière. Cette commission a vécu des moments extrêmement difficiles et n'a pas siégé pendant plusieurs années. La coopérative de la gare routière n'est plus une coopérative; elle dépend maintenant de la RATP, après avoir appartenu à Veolia. Cela pour dire que la situation de la gare routière, dans le réseau des transports collectifs, est assez complexe. Nous avons mené plusieurs études sous l'autorité de la commission de surveillance, puis nous avons subi un incendie dans le bâtiment qui accueillait deux toilettes publiques. L'une a dû être fermée à cause de l'incendie et l'autre, qui devait être contrôlée par les guichetiers de la gare routière, a aussi dû être fermée pour cause de divers trafics et d'insalubrité.

Alors, nous avons installé des toilettes publiques provisoires, jusqu'à ce que nous puissions, dans le cadre du dossier complexe de la gare routière, reconstruire le kiosque – qui nous appartient et que nous devons entretenir – et y aménager des

toilettes dignes de ce nom. Nous essayons d'avancer rapidement, mais cela dans une situation complexe. Ainsi, il faudra décider quels cars et autocars resteront à la gare routière, et quels cars et autocars monteront à l'aéroport. Jusqu'à maintenant, bien que l'aéroport fasse partie de la commission de surveillance, certains voyageurs profitaient de l'anarchie qui règne à l'aéroport pour aller chercher des touristes en France voisine, dans les Alpes voisines, au détriment de Grenoble par exemple.

M. Pierre Maudet, maire. Pour compléter la réponse, je préciserai que la situation que vous évoquez, Madame, n'est pas nouvelle. Elle date d'un an en tout cas, et l'incendie remonte à deux ou trois ans. L'année passée déjà, nous avons installé des WC provisoires juste en face, sur la place des Alpes. Simplement, par définition, des WC provisoires ne peuvent être installés toute l'année, à cause des effets du froid sur les raccordements en eau effectués par le génie civil. Comme on l'a relevé, ces dernières semaines il a fait assez froid. Il n'est donc pas possible d'exploiter ces WC provisoires 365 jours sur 365. Mais dès le retour des beaux jours, en mars ou en avril, nous allons réimplanter un WC provisoire sur la place des Alpes, voire deux WC. L'absence de WC n'est évidemment pas digne d'une ville comme la nôtre. Partis de Lisbonne, de Barcelone ou d'ailleurs, avec parfois très peu de haltes dans l'intervalle, les gens doivent pouvoir se soulager lorsqu'ils arrivent à Genève. Je vous confirme donc que nous avons pris le dossier en main, mais que les choses sont plus difficiles pendant la période hivernale.

M. Pascal Spuhler (MCG). Ma question s'adresse à M. Rémy Pagani et se veut complémentaire à celle qui a été posée par mon collègue Michel Chevrollet sur le camp des «indignés». Monsieur Pagani, vous nous dites que c'était votre décision d'estimer que ce décès était une affaire privée, soit. Mais le 1^{er} février, après notre débat du 30 janvier, vous avez quand même accordé la prolongation d'autorisation pour le camp des indignés. Suite à l'information publiée par les médias au sujet du décès malheureux de ce jeune homme, les indignés ont annoncé qu'ils allaient quitter le camp. Ma question est donc la suivante: pourquoi, après tout ce que vous saviez sur ce problème, avez-vous quand même donné cette autorisation le 1^{er} février? Deuxièmement, pourquoi, malgré leur annonce, les indignés ne sont-ils toujours pas partis aujourd'hui?

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal, je ne répondrai pas sur ma prise de position au sujet de la personne qui est malheureusement décédée. En revanche, je reviendrai sur la responsabilité que j'ai prise de jouer les bons offices, cela afin de ne pas agir de manière disproportion-

tionnée par rapport à de légitimes revendications qui s'exprimaient dans un lieu public. J'estimais et la majorité du Conseil administratif estimait avec moi qu'il était légitime de préserver la liberté d'expression. Dans un premier temps, j'ai mené des discussions avec ces gens pour les faire remonter là où l'autorisation avait été délivrée – comme vous avez pu le constater, ils s'étaient un peu étalés – et cela a été fait. Dans un deuxième temps, nous avons discuté de manière tout à fait rationnelle sur la prolongation et la pérennité de leur action. Aujourd'hui, j'ai le plaisir de vous annoncer qu'ils ont trouvé un lieu où s'établir, qui les accueille, c'est la Maison des associations dont l'objectif est d'accueillir des associations sans but lucratif. En conséquence, j'estime avoir pris mes responsabilités en ce qui concerne la liberté d'expression de ces personnes, comme de tout un chacun qui voudrait exprimer ses divergences quant au fonctionnement de la société. J'ai pris mes responsabilités, j'entends les assumer, et je vous remercie de votre question!

M. Carlos Medeiros (MCG). Chers collègues, on a vu dernièrement dans la presse – tant mieux! – les convertis de la dernière minute prêcher, surtout au niveau de l'administration cantonale, pour l'embauche en priorité des citoyens résidents dans ce beau canton de Genève. Alors, je n'ai pas besoin de vous rappeler que c'est notre combat depuis 2005, et ma question s'adresse au Conseil administratif in corpore: qu'en est-il en Ville de Genève? Vu que la Ville est quand même une des communes où le chômage est le plus élevé, quelle est la politique d'embauche de la Ville, notamment au niveau des cadres de l'administration? En effet, c'est bien connu: chaque fois qu'un frontalier atteint un certain niveau dans l'administration, il en profite pour engager tous ses petits copains, au détriment des citoyens qui habitent dans notre ville, voire dans notre canton. Donc, ma question est la suivante: oui ou non, la Ville a-t-elle la même approche que l'Hôpital cantonal notamment, qui avoue qu'il y a une disproportion entre les cadres frontaliers et les cadres résidents? A partir d'aujourd'hui, par exemple, pourrait-on, à compétences égales, accorder la préférence aux résidents de notre ville, voire de notre canton?

M. Pierre Maudet, maire. Monsieur le conseiller municipal, à ma connaissance, l'ordre du jour prévoit un débat sur ce sujet, à l'occasion d'une motion que vous avez déposée. Le Conseil administratif suivra avec intérêt ce débat et y prendra part. S'agissant de votre question, la réponse est toute simple: nous nous inscrivons dans le cadre de la législation fédérale et cantonale existante, et strictement dans le cadre de cette législation. On vous communiquera les chiffres – on vous les communique d'ailleurs chaque année par le biais du bilan social du personnel de la Ville – du nombre de frontaliers travaillant en Ville de Genève. Je

précise qu'il faut s'entendre sur ce qu'on appelle les «frontaliers», puisqu'il y a des définitions fluctuantes, et je parlerai donc de personnes de nationalité étrangère qui, résidant à l'étranger, viennent travailler sur le territoire cantonal. Sauf erreur de ma part – je vérifierai encore, mais je peux quasiment vous l'assurer – ce nombre est à un seul chiffre, en termes de pourcentages, ici en Ville de Genève. C'est donc un nombre extrêmement faible.

M. Sylvain Thévoz (S). Ma question s'adresse à Pierre Maudet. Mon attention a été attirée ces derniers temps par des annonces d'emploi parues dans la presse pour des agents de police municipale. J'aurais voulu savoir, puisqu'il y a eu une campagne de publicité, que nous avons voté de nouveaux postes de policiers municipaux et que la Ville a généralement de la peine à les repourvoir, si vous recevez des dossiers. Y a-t-il des candidatures et peut-on imaginer que, prochainement, ces postes seront pourvus, ou continuerons-nous à voter au budget des postes qui restent vacants par manque de candidatures?

M. Pierre Maudet, maire. Monsieur le conseiller municipal, vous avez fait une petite inversion: dans un passé récent, il n'y avait pas de postes, mais des candidats. Aujourd'hui, vous avez voté les postes, nous vous en remercions, et il y a des candidats. Cela dit, il faut préciser que si le nombre de candidats est toujours extrêmement important au départ, une série de filtres font, ensuite, que le nombre de candidats débutant l'école – ceux qu'on appelle les «aspirants» – est relativement restreint.

Ainsi, pour l'école qui va s'achever la semaine prochaine – l'école dure six mois, elle a commencé le 1^{er} septembre et s'achève le 29 février – nous avons reçu au départ 600 dossiers de candidatures et nous avons au final une dizaine d'aspirants. Parmi les dossiers qu'on reçoit, il y a ceux qu'on élimine sur la base des dossiers: cette fois, on est arrivé à peu près à 200 dossiers. Puis, après une série de tests de base que nous faisons passer nous-mêmes, pour éviter de donner à la gendarmerie trop de dossiers, on est arrivé à une soixantaine. Sur ces 60 dossiers, il y a eu ensuite les examens pratiqués par la police cantonale, qui sont de quatre ordres: des examens médicaux, physiques, psychologiques et de français et d'orthographe. Donc, quatre tamis différents, quatre filtres, qui nous ont amenés au final à cette dizaine d'aspirants. En réalité, il y en avait onze ou douze, mais un ou deux ont quitté en cours d'école, parce qu'on a estimé qu'ils n'étaient adéquats. C'est dire que la sélection pratiquée est assez sévère.

Le problème qui se pose aujourd'hui non seulement à la Ville, mais à toutes les communes, c'est que le bassin de recrutement dans le domaine des métiers de la sécurité est relativement restreint, même si, pour les agents de police municipale,

la loi autorise le recrutement des permis C, contrairement à la police cantonale. Beaucoup de gens postulent, mais ils doivent obéir à toute une série de conditions. En l'occurrence, il est trop tôt pour vous donner des chiffres, mais je vous confirme que nous recevons beaucoup de dossiers de candidatures. Comme vous l'avez sans doute observé, puisque vous faisiez référence aux annonces, le délai de dépôt des candidatures est à fin mars et je pourrai donc vous indiquer en avril le nombre de dossiers reçus. Toutefois, cela ne vous dira pas encore combien de candidats nous allons réellement présenter à la police cantonale, ni le nombre de personnes qui commenceront l'école suivante, le 1^{er} novembre. Cela, je pourrai vous l'indiquer en cours d'année. Voilà, c'est maintenant une réalité qui est connue. Je vous remercie au passage d'avoir « corrigé le tir » et d'avoir voté les postes nécessaires, parce que, dans un passé récent, on avait les candidats mais on n'avait pas les postes.

M. Adrien Genecand (LR). Ma question s'adresse à M. Pagani. J'avais cru comprendre, Monsieur Pagani, que l'aménagement de la place Bel-Air n'était pas de votre ressort. Or quelle ne fut pas ma surprise de voir que deux de vos fonctionnaires, notamment la directrice de votre département M^{me} Charollais, s'exprimaient sur ce que la Ville allait faire pour l'aménagement de cette place Bel-Air. Apparemment, ces fonctionnaires s'expriment pour votre département et annoncent que vous allez faire quelque chose pour cette place, alors que vous nous avez dit, depuis le début, que vous n'aviez aucune compétence en matière d'espace public – ce qui est évidemment faux!

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. En ce qui concerne l'aménagement des places publiques en général, nous sommes compétents. Ainsi, nous aménageons actuellement la place Longemalle. Vous aurez vu qu'il y a un magnifique panneau de chantier, avec indication des prix, en souvenir de M. Queloz... En revanche, pour l'aménagement des places sur lesquelles passent les trams – ici, la place Bel-Air où passe le TCOB – c'est le Canton qui est compétent. C'est-à-dire que le Canton paie l'infrastructure et que nous payons les aménagements de surface. En l'occurrence, pour la place Bel-Air, nous avons payé – et vous avez voté la proposition de crédit – les collecteurs et les aménagements en surface. Mais ce n'est pas nous qui avons désigné l'architecte-urbaniste qui a conçu l'aménagement de la place Bel-Air. Alors, Monsieur Genecand, je me tiens à votre disposition pour vous expliquer le processus. Je comprends que, pour quelqu'un de l'extérieur, ce soit un peu compliqué.

M. Rémy Burri (LR). Ma question s'adresse à M. Sami Kanaan. On a appris, il y a quelques jours, que le tournoi de tennis Geneva Challenger ATP avait fait un

déficit de 200 000 francs. La Ville de Genève alloue pour ce tournoi une subvention annuelle de 100 000 francs depuis deux ans maintenant. Je voudrais savoir si ce déficit est réglé aujourd'hui et si, éventuellement, il en coûtera quelques deniers à la Ville de Genève.

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Monsieur le conseiller municipal, il me faut d'abord préciser que l'édition 2011 du Geneva Challenger reposait sur une nouvelle formule à tous points de vue. Vous vous en souvenez probablement, dans le temps il avait lieu au Drizia-Miremont durant l'été. Or l'analyse de l'ordre des tournois avait montré que ce n'était pas la bonne période ni la bonne formule. En 2011, c'était donc la première fois que le tournoi avait lieu en novembre et en indoor, au centre sportif de la Queue-d'Arve. Il y avait là une prise de risque, en attendant de savoir si la formule marcherait. Or, du point de vue tennistique, le bilan du tournoi est positif, c'est-à-dire que celui-ci correspond à un bon créneau. Il a accueilli les joueurs qu'on souhaitait avoir et, dans le calendrier des tournois Challenger, la formule paraît tout à fait justifiée.

Cela dit, comme dans toute prise de risque, il peut y avoir des évaluations pas tout à fait pertinentes. Ainsi, du côté dépenses, il semblerait que certaines dépenses aient été sous-évaluées par l'association mandatée pour organiser le tournoi, dont la Ville de Genève est membre bien sûr. Certaines recettes, notamment du côté des sponsors, ont été, elles, un peu surévaluées. Alors, effectivement, il semblerait qu'il y ait un déficit, dont le chiffre n'est pas encore confirmé du tout. L'association qui organise le tournoi va nous donner des chiffres plus précis la semaine prochaine. Le déficit sera peut-être moindre que celui que vous avez avancé. Quoi qu'il en soit, j'espère avoir des réponses la semaine prochaine, pour voir les conséquences potentielles pour la Ville, en tant que membre de l'association. Dès que nous aurons plus de précisions, nous vous en tiendrons informé.

M. Gary Bennaim (LR). Ma question s'adresse à M^{me} Salerno, à qui nous envoyons nos meilleurs vœux et pour qui nous avons une petite pensée émue... M^{me} Salerno – et je suis sûr qu'un membre du Conseil administratif pourra la remplacer – sait combien je suis intéressé par les fermages de la Ville. Il y a un an, quand le chef du Restaurant du Parc des Eaux-Vives a quitté ses fonctions du jour au lendemain, M^{me} Salerno nous a annoncé un superconcept à venir pour ce restaurant, qui comprend un restaurant gastronomique, mais aussi un restaurant familial, une brasserie, des chambres d'hôtel... Or aujourd'hui, un an après, nous n'avons toujours rien vu. Ma question est donc la suivante: va-t-on se retrouver, comme pour le Restaurant UGS, avec un grand panneau annonçant pendant dix-huit mois qu'il n'y a pas de problème et qu'un concept arrivera dans pas longtemps? Ou quelque chose est-il effectivement prévu?

M. Pierre Maudet, maire. Monsieur le conseiller municipal, bien que je sois le suppléant de M^{me} Salerno, je vous avoue ne pas savoir exactement où en est ce dossier. Je vous propose d’accepter que M^{me} Salerno vous réponde le mois prochain, puisqu’elle ne sera pas présente demain soir non plus. Nous lui transmettrons la question pour qu’elle puisse vous répondre à la session du mois de mars.

5. Pétitions.

La présidente. Nous avons reçu les pétitions suivantes, qui seront renvoyées à la commission des pétitions:

- P-281, «Stop aux nuisances du Hayland’s»;
- P-282, «Pour la sauvegarde des appartements du 7, rue de la Tour-de-Boël».

Mesdames et Messieurs, nous abordons maintenant le moment que vous attendez tous, c’est-à-dire le traitement des urgences! La première motion d’ordonnement, déposée par M^{me} Laurence Fehlmann Rielle pour le groupe socialiste, demande le traitement du rapport PR-894 A lors de cette session.

M^{me} Laurence Fehlmann Rielle (S). Mesdames et Messieurs, je souhaiterais en effet que soit inscrit à l’ordre du jour le rapport PR-894 A, déposé il y a une dizaine de jours par M^{me} Luiset et qui concerne trois crédits pour la réfection de trottoirs à la route de Ferney. L’objectif est de sécuriser le passage des piétons, en lien avec les travaux qui ont été effectués notamment pour le parking de l’OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle). Cet objet revêt une certaine urgence dans la mesure où ces travaux sont attendus depuis près d’une année par les voisins. Il faut que le Conseil municipal se prononce, mais cet objet ne nécessitera pas un long débat puisqu’il a été accepté à l’unanimité de la commission de l’aménagement et de l’environnement. Je vous prie donc d’accepter de l’inscrire à l’ordre du jour, afin de de pouvoir le traiter d’ici à demain.

Mise aux voix, la motion d’ordonnement est acceptée par 40 oui contre 19 non (1 abstention).

La présidente. Nous traiterons ce rapport PR-894 A demain soir, car j’ai cru comprendre qu’il était assez long et qu’il fallait un peu de temps pour le préparer et le distribuer...

La motion d'ordonnancement suivante émane du groupe socialiste, sous la signature de son chef de groupe M. Velasco et de M^{me} Valiquer Grecuccio. Elle demande de traiter durant cette session le projet de délibération PRD-27 inscrit à notre ordre du jour et intitulé: «Rétablissement des 300 000 francs destinés aux frais d'annonce pour la recherche du personnel».

M. Grégoire Carasso (S). Puisque ce projet de délibération revient sur un amendement voté au budget 2012, il ne ferait pas sens de le prendre en considération en 2013 ou plus tard encore. Raison pour laquelle le groupe socialiste vous propose de voter l'urgence.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée par 36 oui contre 26 non.

La présidente. La motion d'ordonnancement suivante émane du groupe socialiste et concerne un objet nouveau, le projet de délibération PRD-29 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Demande de traitement d'un objet en urgence». Ce projet vise une modification du règlement du Conseil municipal et les auteurs demandent qu'il soit renvoyé directement en commission du règlement.

M. Alberto Velasco (S). Nous avons effectivement déposé six projets de délibération qui visent à faciliter notre travail en séance plénière ainsi qu'en commission, après des constats que nous avons faits avec certains collègues. Nous souhaiterions que ces projets soient renvoyés directement à la commission du règlement, qui travaille en ce moment sur le règlement du Conseil municipal.

La présidente. Mesdames et Messieurs, je vais faire voter l'urgence et, pour autant que vous l'acceptiez, je ferai voter ensuite le renvoi à la commission du règlement.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée par 61 oui contre 1 non.

Projet de délibération: modification du RCM concernant le traitement des objets en urgence

6. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Demande de traitement d'un objet en urgence» (PRD-29)¹.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Exposé des motifs

La proposition qui est soumise à l'étude consiste à ce que seul le groupe ou l'élu-e qui fait une demande d'ordonnancement puisse s'exprimer pendant 1 minute.

Cette disposition évitera que l'on dédie une session entière aux seules demandes d'ordonnancement (traitement en urgence d'un objet). Voir session de janvier 2012.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu les articles 17 et 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 140 du règlement du Conseil municipal du 16 avril 2011;

sur proposition de deux de ses membres,

décide:

Article unique. – L'article 67, «Annonce et délibération», du règlement du Conseil municipal est modifié comme suit:

«¹ *inchangé.*

»² *inchangé.*

»³ Le groupe ayant fait la demande et le Conseil administratif s'expriment 1 minute au plus sur une motion d'ordonnancement.

»⁴ *inchangé.*»

Mis aux voix, le renvoi du projet de délibération à la commission du règlement est accepté à l'unanimité (61 oui).

La présidente. La motion d'ordonnancement suivante émane du groupe socialiste et demande de renvoyer directement en commission du règlement le

¹ Annoncé et motion d'ordonnancement, 4363.

Projet de délibération: modification du RCM concernant la nomination
des rapporteurs de commission

projet de délibération PRD-30 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Nomination des rapporteurs de commission».

M. Alberto Velasco (S). Madame la présidente, ce sont donc six projets en tout que nous souhaitons voir renvoyer directement en commission. Je ne sais pas si vous voulez faire voter ces urgences les unes après les autres... Ces six projets de délibérations font suite à des constats faits avec des collègues et visent à faciliter notre travail. Nous souhaitons que la commission du règlement s'en saisisse et nous fasse rapport le plus tôt possible.

M. Mathias Buschbeck (Ve). Madame la présidente, je vais essayer de faire gagner trois minutes à ce parlement: ne pourrait-on pas voter tous ces renvois directs en commission du règlement en une seule fois, au lieu de faire six votes?

La présidente. Nous devons les voter séparément, je suis désolée... (*Brouhaha.*) Mesdames et Messieurs, si vous voulez faire vite, je crois que le plus efficace serait encore de se taire et voter en rafale!

Mise aux voix, la motion d'ordonnement est acceptée par 62 oui contre 1 non.

7. **Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Nomination des rapporteurs de commission» (PRD-30)¹.**

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Exposé des motifs

La proposition qui est soumise à l'étude consiste à ce que les rapporteurs de majorité et de minorité soient nommés à l'issue des travaux. A l'heure actuelle, malgré le fait que le règlement du Conseil municipal ne le prévoit pas, on nomme le rapporteur au début des travaux. Ce qui, en cas de vote différencié, fait que le rapporteur doit assumer un contraire aux convictions et position de son groupe! L'argument consistant à dire que cela permet au rapporteur de préparer son rap-

¹ Annoncé et motion d'ordonnement, 4364.

Projet de délibération: modification du RCM concernant la nomination
des rapporteurs de commission

port à l'avance ne se vérifie pas, car celui-ci est bien présenté hors délai, et ce malgré la technique du copier-coller.

Enfin, il se trouve, avec le procédé actuel, que l'on nomme un rapporteur au début des travaux, que ceux-ci soient suspendus pour être repris plus tard, et se retrouver alors que le rapporteur n'est plus membre de la commission. L'auteur de cette initiative a vécu le cas où la commission constate que le rapporteur n'est plus membre de la commission, que les travaux continuent en son absence et, malgré cela, on le maintient en lui envoyant le procès-verbal de la séance, contrevenant ainsi au règlement du Conseil municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu les articles 17 et 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 140 du règlement du Conseil municipal du 16 avril 2011;

sur proposition de deux de ses membres,

décide:

Article unique. – Le règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève (LC 21 111) est amendé comme suit:

«**Article 126 bis Rapporteur** (*nouveau*)

»¹ La commission nomme à l'issue des travaux un rapporteur qui, en principe, ne peut être:

- a) l'auteur du projet ou de la proposition;
- b) le président.

»² Le projet ou la proposition ne peut faire l'objet que d'un seul rapport de majorité.

»³ Les minorités peuvent désigner des rapporteurs. Les rapports de majorité et de minorité doivent être annoncés en commission à l'issue du vote final et déposés dans le délai imparti par la commission.

»⁴ La commission détermine l'ordre des rapports de minorité.

»⁵ Les votes d'abstention ne peuvent donner lieu à un rapport.»

Mis aux voix, le renvoi du projet de délibération à la commission du règlement est accepté à l'unanimité (61 oui).

Projet de délibération: modification du RCM concernant la composition
du bureau des commissions

La présidente. La motion d'ordonnancement suivante concerne le projet de délibération PRD-31 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Greuccio: «Composition du bureau des commissions»...

M. Mathias Buschbeck (Ve). Madame la présidente, j'essaie de faire gagner quelques minutes à ce parlement: pourrait-on voter à main levée? Cela irait plus vite... (*Protestations.*)

La présidente. Volontiers, à moins que quelqu'un refuse formellement votre proposition... Ce n'est pas le cas. Je mets au vote, à main levée, la motion d'ordonnancement.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée à la majorité (1 non).

8. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Greuccio: «Composition du bureau des commissions» (PRD-31)¹.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Exposé des motifs

La proposition qui est soumise à l'étude permet l'élection d'un-e vice-président-e avec une représentation équitable des groupes représentés au Conseil municipal. Considérant que le tournus des commissions est négocié en début de législature par les chef-fe-s de groupe, il sera aisé d'élire les vice-président-e-s en charge pour assumer la présidence de la commission l'année suivante. Cette commission du bureau permet de pallier les absences du président ou de la présidente et d'assurer une continuité des travaux.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu les articles 17 et 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 140 du règlement du Conseil municipal du 16 avril 2011;

sur proposition de deux de ses membres,

¹ Annoncé et motion d'ordonnancement, 4367.

Projet de délibération: modification du RCM concernant le renvoi direct
en commission des projets de délibérations

décide:

Article unique. – L'article 119, «Organisation», du règlement du Conseil municipal est modifié comme suit:

«¹ *inchangé.*

»² Chaque année, mais au plus tard le 30 juin, il est procédé au renouvellement des commissions permanentes et de leurs présidents ou présidentes et de leurs vice-présidents et vice-présidentes, qui forment le bureau. Le bureau du Conseil municipal veille à une représentation équitable des groupes dans les bureaux des commissions.

»³ En cas d'absence du président, de la présidente ou du vice-président ou de la vice-présidente, la commission désigne un président ou une présidente de séance conformément aux dispositions de l'alinéa 1. Le président ou la présidente en informe la commission ainsi que le Service du Conseil municipal.

»⁴ *inchangé.*»

Mis aux voix, le renvoi du projet de délibération à la commission du règlement est accepté à l'unanimité.

La présidente. Nous passons à la motion d'ordonnancement suivante. Elle demande le renvoi direct en commission du règlement du projet de délibération PRD-32 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Renvoi direct en commission des projets de délibérations».

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée à la majorité (1 non et 3 abstentions).

9. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Renvoi direct en commission des projets de délibérations» (PRD-32)¹.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Exposé des motifs

La proposition qui est soumise à l'étude consiste à ce que les projets de délibérations soient envoyés en commission pour étude sans débat préalable au

¹ Annoncé et motion d'ordonnancement, 4368.

Projet de délibération: modification du RCM concernant le renvoi direct
en commission des projets de délibérations

sein du Conseil municipal ni vote de celui-ci, sauf de discussion immédiate du projet.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu les articles 17 et 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 140 du règlement du Conseil municipal du 16 avril 2011;

sur proposition de deux de ses membres,

décide:

Article unique. – Le règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève (LC 21 111) est amendé comme suit:

«Article 87 bis Renvoi direct en commission d'un projet de délibération (nouveau)

»¹ Le projet de délibération est inscrit à l'ordre du jour de la première session qui suit sa réception.

»² Le projet de délibération est renvoyé en commission sans débat.

»³ Le bureau, après consultation des chefs et cheffes de groupe, décide de la commission à laquelle le projet de délibération est envoyé.

»⁴ Toutefois, un conseiller municipal peut proposer la discussion immédiate du projet de délibération. Sa proposition est mise aux voix sans débat.»

Mis aux voix, le renvoi du projet de délibération à la commission du règlement est accepté à l'unanimité.

La présidente. Nous passons à la motion d'ordonnement demandant le renvoi direct du projet de délibération PRD-33 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Règlement du Conseil municipal: retrait d'une pétition».

Mise aux voix, la motion d'ordonnement est acceptée à la majorité (1 non).

10. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Règlement du Conseil municipal: retrait d'une pétition» (PRD-33)¹.*PROJET DE DÉLIBÉRATION**Exposé des motifs*

La proposition qui est soumise à l'étude doit permettre le retrait d'une pétition en tout temps et lieu de traitement. En effet, à l'heure actuelle, une pétition qui est en commission ne peut être retirée par les responsables et doit suivre la procédure de traitement jusqu'en séance plénière. Ce qui veut dire un rapport, des heures de débat, etc. Un coût en argent et en temps que l'on doit pouvoir s'éviter.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu les articles 17 et 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 140 du règlement du Conseil municipal du 16 avril 2011;

sur proposition de deux de ses membres,

décide:

Article unique. – Le règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève (LC 21 111) est amendé comme suit:

«Article 80 bis Retrait d'une pétition (nouveau)

»Les responsables d'une pétition peuvent en tout temps la retirer.»

Mis aux voix, le renvoi du projet de délibération à la commission du règlement est accepté à l'unanimité.

La présidente. Nous passons à la motion d'ordonnancement concernant le projet de délibération PRD-34 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Règlement du Conseil municipal: retrait d'une proposition des conseillers et conseillers municipaux».

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée à la majorité (1 non).

¹ Annoncé et motion d'ordonnancement, 4369.

Projet de délibération: modification du RCM concernant le retrait
d'une proposition des conseillers municipaux – Motions d'ordonnancement

11. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Règlement du Conseil municipal: retrait d'une proposition des conseillères et conseillers municipaux» (PRD-34)¹.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Exposé des motifs

La proposition qui est soumise à l'étude doit permettre le retrait d'une proposition en tout temps et lieu de traitement. En effet, à l'heure actuelle, un objet qui est en commission ne peut être retiré par son auteur et doit suivre la procédure de traitement jusqu'en séance plénière. Ce qui veut dire un rapport, des heures de débat, etc. Un coût en argent et en temps que l'on doit pouvoir s'éviter.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu les articles 17 et 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 140 du règlement du Conseil municipal du 16 avril 2011;

sur proposition de deux de ses membres,

décide:

Article unique. – Le règlement du Conseil municipal de la Ville de Genève (LC 21 111) est complété par les deux alinéas suivants:

«¹ Les auteurs d'un projet de délibération, de motion ou de résolution peuvent en tout temps le retirer.

»² Le projet peut toutefois être repris immédiatement, dans l'état où il se trouve, par la commission qui traite l'objet ou par un conseiller municipal.»

Mis aux voix, le renvoi du projet de délibération à la commission du règlement est accepté à l'unanimité.

La présidente. Nous changeons un peu de cas de figure: nous traitons la motion d'ordonnancement émanant du groupe socialiste, sous la signature de M. Velasco: il s'agit d'ajouter à l'ordre du jour et de traiter durant cette session

¹ Annoncé et motion d'ordonnancement, 4370.

le nouveau projet de résolution R-151 de MM. Sylvain Thévoz, Pascal Spuhler, M^{mes} Salika Wenger et Vera Figurek : «Pour un prix fixe du livre».

M. Sylvain Thévoz (S). J'interviendrai brièvement. L'urgence est évidemment motivée par les votations fédérales du 11 mars, mais surtout par la situation des libraires à Genève. Je pense à la fermeture de la librairie du Musée d'art et d'histoire, à celle de la librairie Descombes et à l'annonce par plusieurs librairies de la situation extrêmement précaire dans laquelle elles se trouvent. Les libraires se mobilisent de façon unanime pour dire que, sans cette loi sur le prix unique du livre, la fermeture de ces entreprises genevoises, formatrices et qui participent au tissu culturel est quasiment programmée. L'urgence est là: au-delà de la votation du 11 mars, ce sont des petits commerces à Genève qui sont directement menacés.

M. Olivier Fiumelli (LR). Le Parti libéral-radical refusera l'urgence, ainsi que la résolution sur le fond. Il n'y a pas de raison de discuter dans ce Conseil municipal d'un objet qui fait déjà débat au niveau médiatique dans notre pays, puisqu'il s'agit d'une votation fédérale. Nous pensons que le Conseil municipal n'a pas à débattre d'un sujet de votation fédérale.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Effectivement, tous les partis se sont prononcés sur cet objet et je ne vois pas pourquoi le Parti socialiste veut saisir le Conseil municipal, si ce n'est à la gloire du Parti socialiste! Cette discussion n'a pas lieu d'être ici, et en ce qui me concerne je m'opposerai à cette urgence. Il n'est pas opportun de traiter un sujet qui est déjà traité par tous les partis au niveau fédéral.

M. Alexandre Chevalier (HP). Les élus indépendants de ce Conseil refuseront également l'urgence de cette résolution. Ce n'est pas le lieu ici de prendre position à ce sujet. Nous sommes tous membres de partis politiques, et tous les partis politiques ont pris position sur cet objet fédéral. La Ville de Genève n'a pas à donner des consignes de vote, c'est au peuple de s'exprimer. Nous sommes actuellement en pleine campagne de votation et cette résolution est donc est complètement hors sujet, s'agissant des travaux de ce Conseil municipal.

La présidente. J'entends qu'on me pose la question: les indépendants peuvent-ils s'exprimer à propos de l'urgence? Evidemment, les indépendants peuvent s'exprimer! (*Remarques.*) Il n'y a pas de groupe indépendant, mais

M. Chevalier peut parler pour lui-même... (*Brouhaha.*) La parole est maintenant à M^{me} Wenger, qui aimerait bien qu'on l'écoute!

M^{me} Salika Wenger (EàG). Mesdames et Messieurs, merci de votre attention! Je suis un peu étonnée d'entendre tous les partis, hormis le Parti socialiste, dire que nous, Conseil municipal, ne pouvons pas faire de politique... En l'occurrence, le prix unique du livre est un sujet important, qui concerne la culture, la culture pour tous, et nous devrions faire savoir à la population les positions que nous prenons. Je trouverais intéressant que la droite assume ses positions politiques. Mesdames et Messieurs, alors que nous sommes dans une assemblée politique, nous ne pourrions pas prendre des positions politiques? Il faudra me dire pourquoi vous avez été élus...

Moi, je trouve que le Parti socialiste a raison: c'est effectivement dans notre assemblée que nous devons dire franchement, à tous ceux qui nous regardent, ce que nous pensons et comment nous envisageons les choses. Si vous ne voulez pas faire de la politique, grand bien vous fasse, mais nous, nous accepterons l'urgence!

M. Pascal Rubeli (UDC). Quelle urgence? Il n'y a pas d'urgence! Le 11 mars, le sort en sera jeté et, quoi qu'il en soit, ce n'est pas le lieu ici de débattre de cette affaire. C'est un sujet politique, j'entends bien, mais nous considérons qu'il n'y a pas d'urgence. Nous avons tout le temps de dire ce que nous souhaitons, nos partis ont pris des positions claires, il suffit de voir les affiches et les débats qui ont lieu sur ce sujet. En l'état, nous refuserons la motion d'ordonnancement.

M. Carlos Medeiros (MCG). Le Mouvement citoyens genevois a signé ce projet de résolution parce que nous sommes pour cette loi, qui va effectivement protéger les petits commerces – même s'il y a aussi des arguments disant qu'avec internet les tenants de la loi ont une guerre de retard... Cela dit, nous ne soutiendrons pas l'urgence. Pour nous, cette résolution était simplement une prise de position qui devait être prise sans autre par ce plénum.

La présidente. Madame Figurek, vous êtes inscrite, mais M^{me} Wenger est déjà intervenue pour votre groupe...

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est refusée par 35 non contre 28 oui (2 abstentions).

La présidente. Cette résolution R-151 sera donc inscrite normalement à l'ordre du jour.

La motion d'ordonnancement suivante demande de traiter en urgence la nouvelle motion M-997 de MM. Pierre Rumo, Olivier Baud, Pierre Gauthier, Morten Gisselbaek, Tobias Schnebli, Pierre Vanek, Christian Zaugg, M^{mes} Maria Casares, Vera Figurek, Maria Pérez, Brigitte Studer, Salika Wenger et M. Alberto Velasco: «Pour un soutien de la Ville de Genève au forum scientifique et citoyen sur la radioprotection organisé le 12 mai par le collectif Independent WHO».

M. Pierre Vanek (EàG). Sans anticiper le débat sur le fond, je dirai que cette motion demande un soutien au collectif Independent Who, ou «OMS indépendante» selon la traduction française. En l'occurrence, ce sont des gens qui, depuis avril 2007, organisent une manifestation silencieuse, permanente et digne devant l'OMS pour demander que celle-ci soit indépendante structurellement de l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Le 12 mai prochain, ils organisent un forum scientifique concernant les thématiques autour de la radioprotection et nous aimerions que la Ville de Genève le soutienne. Pour ce forum qui aura lieu le 12 mai, des engagements doivent être pris en termes de salle, de billets d'avion, d'engagements ou non de frais. Les organisateurs doivent savoir rapidement si notre demande est acceptée ou rejetée, pour qu'ils puissent, le cas échéant, prendre des décisions matérielles découlant de cette décision de notre Conseil. C'est pourquoi, quelle que soit l'opinion des uns et des autres sur le fond, je vous invite, Mesdames et Messieurs, à traiter cette motion lors de cette session.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est refusée par 34 non contre 27 oui.

La présidente. La motion d'ordonnancement suivante, signée par M. Pierre Gauthier, demande de traiter en urgence le projet de délibération PRD-26 «Exonération du paiement de la médaille pour chiens», qui figure à notre ordre du jour.

M. Pierre Gauthier (EàG). L'urgence est inversement proportionnelle à l'importance de la somme concernée, puisqu'il ne s'agit que de quelques milliers de francs. Elle est liée au fait que les personnes qui possèdent un chien doivent s'acquitter de la médaille avant le 1^{er} avril, et ce n'est pas un poisson! Vu la modicité des sommes en cause, je vous prie d'accepter cette urgence en raison des délais.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée par 36 oui contre 25 non.

La présidente. La dernière motion d'ordonnancement demande de traiter durant cette session la nouvelle motion M-998 de MM. Morten Gisselbaek, Christian Zaugg, Tobias Schnebli, Olivier Baud, Pierre Vanek, Pierre Rumo, Pierre Gauthier, M^{mes} Brigitte Studer, Maria Pérez, Salika Wenger, Maria Casares, Vera Figurek, Nicole Valiquer Grecuccio, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado et M. Grégoire Carasso: «Oui à l'extension d'une gare! Non à la destruction d'un quartier!»

M. Morten Gisselbaek (EàG). Mesdames et Messieurs, vous n'êtes pas sans savoir que les CFF (Chemins de fer fédéraux) prévoient d'agrandir la gare de Cornavin. Le projet devrait être rendu public d'ici l'été 2012 et il y a donc une certaine urgence à aborder le sujet, car ce projet aura un impact extrêmement important pour la Ville de Genève. Les études démontrent en effet qu'il risque d'entraîner la démolition de plus de 385 logements, de nombreux commerces et d'un hôtel. C'est donc un projet extrêmement important pour la Ville de Genève et nous ne ferons pas l'économie d'un débat. Pour nous, il est évident que le projet tel qu'il semble être concocté par les CFF n'est pas acceptable et que l'urgence est bel et bien avérée.

M. Adrien Genecand (LR). Mesdames et Messieurs, nous avons déjà évoqué l'extension de la gare dans le plan directeur cantonal. Nous avons même voté une recommandation à ce sujet, je vous le rappelle, qui ne venait pas de nos rangs. Vous ne souhaitez pas que cette extension de la gare se fasse du côté des Grottes. Moi, je veux bien qu'on en discute, mais a priori ce n'est pas de notre compétence et nous ne pourrions rien faire. Votre motion d'ordonnancement sera sans doute acceptée, malheureusement, mais si cela permet de vérifier que ce n'est pas de notre compétence, ainsi soit-il!

La présidente. Je rappelle aux orateurs que, sur une motion d'ordonnancement, une seule personne peut intervenir, et qu'elle doit parler de l'urgence et non du fond!

M. Denis Menoud (MCG). Les abus des CFF, leur arrogance, le fait qu'ils veuillent imposer la destruction du bas du quartier des Grottes – certes, vous me direz que ce sont des crouilleries... (*Remarques.*)

La présidente. Sur l'urgence, Monsieur Menoud!

M. Denis Menoud. En l'occurrence, il est urgent de protéger les logements des personnes modestes, de protéger le patrimoine de Genève, de s'opposer à ceux qui, sans vergogne, ont rasé les arbres au plateau de Champel. C'est pourquoi nous soutiendrons l'urgence, même si, par ailleurs, nous avons des réserves.

M. Michel Chevrolet (DC). Pour ce qui concerne le Parti démocrate-chrétien, nous ne voulons pas tout mélanger. Oui à l'extension d'une gare et non à la destruction d'un quartier: il y a là un paradoxe. Nous pensons que ce sujet doit être discuté en urgence au sein de ce Conseil municipal. Faut-il une gare principale à Cornavin ou faut-il la prévoir ailleurs à Genève? Il est urgent que ce débat ait lieu au sein de cette assemblée, mais pas forcément ce soir. Nous pensons que cette motion devrait être renvoyée en commission et c'est pourquoi nous jouerons le jeu, en acceptant l'urgence et en espérant que la motion sera renvoyée en commission de l'aménagement et de l'environnement. Après les auditions et les discussions en commission, nous aurons la possibilité de faire un débat d'autant plus intéressant en séance plénière.

M. Alexandre Chevalier (HP). Je rejoins les propos de mon prédécesseur du Parti démocrate-chrétien. Les élus indépendants renverront aussi cette motion en commission, si l'urgence est acceptée. Nous considérons qu'il est temps de traiter ce sujet le plus rapidement possible, d'envoyer la motion en commission pour procéder aux auditions nécessaires, et que le débat en plénière ait lieu sur la base d'un rapport étayé suite aux informations qui auront été fournies aux commissaires de la commission de l'aménagement et de l'environnement.

M^{me} Nicole Valiquer Grecuccio (S). Le groupe socialiste, signataire de la motion M-998, soutiendra évidemment l'urgence, en rappelant que le Conseil municipal, contrairement à ce qu'a dit M. Genecand, a des compétences en la matière, tout simplement parce que c'est ce même Conseil municipal qui donne un préavis sur le plan directeur cantonal. Nous avons la possibilité de dire où, selon nous, une gare principale doit se développer à Genève et c'est pourquoi nous souhaitons renvoyer cette motion en commission. Si la Ville dit non à l'extension de la gare de Cornavin, elle peut aussi dire à quel endroit elle veut voir se développer une gare... (*Remarque.*) Oui, je dois intervenir sur l'urgence, Madame la conseillère municipale, mais je ne fais que reprendre les propos du préopinant démocrate-chrétien, que je partage! En l'occurrence, pour développer notre territoire, nous avons besoin d'une gare d'envergure, et je pense que la Ville, qui préavise le plan directeur cantonal, a le droit de dire son mot sur cette gare.

La présidente. Je rappelle une fois de plus que nous discutons, non pas du fond, mais de l'urgence...

M. Mathias Buschbeck (Ve). Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, il aurait été tentant de se faire plaisir et d'accepter de mener le débat durant cette session. Malheureusement, 20 rapports attendent à l'ordre du jour depuis plusieurs mois. Ces rapports concernent des logements, le CEVA, des installations sportives, la caserne des pompiers, des prestations. Nous n'allons donc pas nous faire plaisir ce soir: nous allons traiter ces rapports et voter des prestations, parce que nous sommes élus pour cela. Nous refuserons donc cette urgence également.

M. Pascal Rubeli (UDC). Avec cette motion, il ne s'agit pas de se faire plaisir par pur égoïsme... Pour notre part, nous voterons l'urgence, parce que les inquiétudes des résidents sont réelles. Habitant le quartier et connaissant le contrat de quartier des Grottes, je sais qu'il y a une véritable inquiétude. Il faut que les gens sachent ce qui va se passer. Accepter l'urgence permettra d'auditionner ces personnes en commission.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée par 49 oui contre 16 non.

La présidente. J'ai compris, de la part de deux groupes au moins, qu'il y avait une demande formelle de renvoi direct en commission de l'aménagement et de l'environnement... Nous allons voter ce renvoi.

12. Motion du 21 février 2012 de MM. Morten Gisselbaek, Christian Zaugg, Tobias Schnebli, Olivier Baud, Pierre Vanek, Pierre Rumo, Pierre Gauthier, M^{mes} Brigitte Studer, Maria Pérez, Salika Wenger, Maria Casares, Vera Figurek, Nicole Valiquer Grecuccio, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado et M. Grégoire Carasso: «Oui à l'extension d'une gare! Non à la destruction d'un quartier!» (M-998)¹.

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la nécessité d'augmenter le transport ferroviaire dans le cadre du développement de l'agglomération et des mesures Rail 2030;
 - les discussions entre la Ville de Genève, l'Etat de Genève et les Chemins de fer fédéraux;
 - la nécessité de maintenir un nombre élevé de logements sociaux en zone urbaine;
 - l'importance d'un centre-ville convivial avec le maintien de ses quartiers populaires ayant marqué l'histoire et le développement de Genève;
 - le besoin d'un projet visionnaire pour un développement qui, à terme, ne se satisfera pas de deux voies supplémentaires;
 - la possibilité, démontrée dans d'autres villes suisses, d'agrandir une gare sans empiéter sur les quartiers voisins,
- le Conseil municipal invite le Conseil administratif:
- à tout mettre en œuvre pour que l'agrandissement de la gare Cornavin ne détruise pas la ville et des lieux d'habitation;
 - à prendre les dispositions nécessaires au maintien de la mixité sociale en ville en évitant les déplacements des populations de classes modeste et moyenne vers la périphérie;
 - à exiger des Chemins de fer fédéraux de proposer de nouveaux projets d'extension qui respectent les quartiers de la gare et d'étudier de manière approfondie un agrandissement souterrain, ainsi qu'une extension sur les terrains situés au nord de la gare;
 - à prendre contact avec le Conseil d'Etat pour qu'il étudie le projet d'implantation d'une gare centrale à Genève, sur un autre site que celui de Cornavin;
 - à engager les moyens nécessaires pour inviter les autorités fédérales à développer un réseau ferroviaire véritablement d'avenir en respectant le tissu urbain genevois, y compris dans le développement de ses gares.

¹ Annoncée et motion d'ordonnement, 4375.

Mis aux voix, le renvoi de la motion à la commission de l'aménagement et de l'environnement est accepté à l'unanimité (68 oui).

La présidente. Nous passons au point suivant de notre ordre du jour...

13. Proposition du Conseil administratif du 21 décembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 259 200 francs destiné au renouvellement et à l'acquisition d'équipements pour l'Unité des ateliers généraux du Service logistique et manifestations (PR-942).

Préambule

L'Unité des ateliers généraux (UAG) du Service logistique et manifestations (LOM) en charge de la gestion des WC publics répond chaque saison aux besoins accrus en installations sanitaires pour la population et le tourisme. Ainsi, l'UAG met à disposition et gère des unités saisonnières de toilettes publiques, renonçant ainsi à poser des cabines chimiques, à la maintenance coûteuse et à l'hygiène précaire, au profit de conteneurs sanitaires raccordés aux eaux usées.

Le nettoyage de ces conteneurs sanitaires est assuré par la société mandatée pour effectuer la même tâche dans les édicules publics. La manutention, le transport et le raccordement de ces toilettes saisonnières sont intégralement réalisés par le LOM.

Ces équipements sont implantés dès le printemps et retirés des emplacements aux premières gelées. Quelques unités restent en place toute l'année mais demandent une mise en hivernage (isolation renforcée) pour que le public puisse en bénéficier.

Exposé des motifs

En 2005, les autorités cantonales ayant retiré les WC chimiques sur le quai marchand des Eaux-Vives, la Ville a été sollicitée pour suppléer aux carences en la matière. Dès 2006, l'expérience a été élargie à la rade, celle-ci étant insuffisamment dotée, et a permis de tester les futurs emplacements pour les pavillons sanitaires. En 2008, à l'occasion de l'Eurofoot, la Ville a acheté quatre unités supplémentaires.

Parallèlement, ces installations ont permis de diminuer la location de conteneurs WC pour les Fêtes de Genève. Ainsi, de onze unités en 2006, la Ville n'en loue plus que six aujourd'hui.

En 2011, l'UAG a implanté et géré treize WC saisonniers. Ces toilettes sont mises à la disposition de la population pour les motifs suivants:

- appoint aux installations fixes des édicules publics (Jardin anglais, Bastions, etc.), souvent insuffisantes;
- suppléance d'installations fermées ou en cours de rénovation (comme à la place des Alpes, à l'Ancienne Douane, etc.);
- augmentation saisonnière ponctuelle (Perle du Lac, Baby-Plage, etc.);
- réponse aux besoins supplémentaires lors de manifestations de grandes ampleurs (Lake Parade, Fête de la musique, Fêtes de Genève, etc.).

Les demandes étant en constante augmentation et le matériel vieillissant rapidement, nous vous proposons d'acquérir dix nouvelles unités afin de permettre de réparer et/ou de renouveler le dispositif dès l'année prochaine. En effet, ces conteneurs peuvent, le cas échéant, se substituer temporairement aux édicules fixes insalubres ou hors service dans l'attente d'une solution viable à plus long terme.

Ce matériel nous permettra notamment de remplacer un conteneur incendié en 2008, de disposer de trois unités neuves pour rénover des conteneurs usagés, de cesser de louer le matériel pour les Fêtes de Genève (environ 11 000 francs par an) et de compléter l'offre pour les trois lieux suivants:

- patageoire située à la rue de Bourgogne;
- parc des Croupettes;
- sentier des Saules.

Choix du nouveau matériel

Signataire des engagements d'Aalborg relatifs à une vision partagée du développement durable, la Ville de Genève veillera à acquérir ces dix conteneurs WC en tenant compte des critères sociaux et environnementaux. Concrètement, cela signifie acheter du matériel de qualité, isolé afin d'économiser de l'électricité, à la maintenance aisée et permettant une utilisation rationnelle de l'eau principalement.

Acquisition

La présente demande de crédit porte sur l'acquisition de:

	Fr.
10 conteneurs sanitaires de 6 m x 2,50 m (l'unité)	<u>24 000</u>
Total HT	<u>240 000</u>
TVA 8% (taux au 01 janvier 2011)	<u>19 200</u>
Total TTC	<u>259 200</u>

Budget prévisionnel d'exploitation

L'acquisition de ces objets n'entraînera aucune charge de fonctionnement supplémentaire car le coût global ne dépend pas que du nombre supérieur de toilettes: une diminution des frais d'exploitation par unité permet de le compenser largement. Par ailleurs, l'abandon de la location des conteneurs WC pour les manifestations permettra d'économiser environ 10 000 francs par an et l'équipement des futurs WC, de type «carcéral», résistera mieux aux actes de vandalisme, donc occasionnera nettement moins de frais de réparation. Quant à la charge financière, comprenant les intérêts au taux de 2,75% et l'amortissement au moyen de 10 annuités, elle atteindra 30 000 francs.

Référence au 7^e plan financier d'investissement

La présente demande de crédit ne figure pas au 7^e plan financier d'investissement (PFI).

Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre

Le service gestionnaire et bénéficiaire de ce projet est le Service logistique et manifestations (LOM).

Au bénéfice de ces explications, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à approuver le projet de délibération ci-après:

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 259 200 francs destiné au renouvellement et à l'acquisition d'équipements pour les ateliers généraux du Service logistique et manifestations.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 259 200 francs

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2013 à 2022.

Préconsultation

M. Pierre Maudet, maire. Mesdames et Messieurs, il s'agit donc d'une proposition que le Conseil administratif vous demande – vous me passerez l'expression sans doute peu adéquate ici – de voter sur le siège. En effet, pour la saison estivale 2012 qui s'annonce, nous souhaitons pouvoir augmenter et rénover en partie l'offre de WC saisonniers. Une conseillère municipale a posé tout à l'heure une question à ce sujet, qui m'a permis de souligner à quel point, en termes de salubrité de notre cité, l'offre de WC saisonniers est importante.

Avec ma collègue Esther Alder, nous avons constaté qu'à proximité des places de jeux, dans plusieurs parcs de notre cité, nous faisons face à un manque d'offre en matière de WC publics, notamment pour les familles. De même, avec mon collègue Sami Kanaan, nous avons estimé pouvoir diminuer nos coûts de fonctionnement, lors des grandes manifestations, en acquérant des WC saisonniers que nous pourrions par la suite utiliser chaque année. Je pense notamment à des manifestations comme la Fête de la musique.

Nous devons disposer d'un stock de WC suffisant pour pouvoir les mettre à disposition, par exemple à proximité de la gare routière – c'était la question posée tout à l'heure – ou à d'autres endroits fortement fréquentés. Notre cité se doit d'avoir une offre digne de ce nom, permettant à chacune et à chacun, visiteurs ou habitants, de se soulager. Nous sommes en particulier soucieux de pouvoir, dans les années à venir, suppléer à des rénovations lourdes de WC publics durables. Vous le savez, puisque vous avez voté un certain nombre de travaux, à la place Longemalle et ailleurs en ville. Cette proposition s'inscrit dans un plan propreté global qui me tient à cœur, mais aussi dans un plan de rénovation des WC publics, pour lequel vous avez déjà voté deux tranches de crédits.

Je tiens à préciser ici, à l'intention des Verts qui m'ont fait part de leur préoccupation, que nous avons été attentifs aux économies d'énergie, comme indiqué

dans la proposition. S'agissant des économies d'eau, par définition, si on installe des WC supplémentaires on utilise davantage d'eau. En revanche, je peux certifier que la question de la consommation d'eau dans ces WC fait partie de l'appel d'offres. Je m'engage à vous communiquer le cahier des charges de l'appel d'offres pour que vous puissiez en juger. Les dimensions sociales et environnementales font partie des critères d'adjudication. Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, le Conseil administratif vous demande de voter sur le siège cette proposition, répondant à un besoin réel.

Mise aux voix, l'entrée en matière sur la proposition est acceptée à l'unanimité (62 oui).

M. Pierre Gauthier (EàG). Chers collègues, nous allons évidemment accepter ce projet, et je vais rassurer l'ensemble du Conseil municipal par un bon mot auquel tout le monde pense: voter pour des toilettes publiques sur le siège, cela s'impose!

M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve). Mesdames et Messieurs, je dirai en préambule qu'il est toujours très désagréable, pour nous les Verts, de devoir voter dans l'urgence et sur le siège – comme l'a demandé avec humour M. Maudet – un crédit, même peu élevé et visant à garantir des prestations somme toute très basiques à la population et aux touristes. Nous nous voyons privés d'un travail sérieux, d'une étude des propositions, cela parce que le Conseil municipal ne se donne plus les moyens de respecter son ordre du jour. Voyez ce qui s'est passé à la dernière session: cette proposition, qui nous a été proposée en janvier déjà, n'a pu être traitée. Cela dit, refuser de voter cette proposition ce soir, ce serait purement et simplement priver la population du minimum de confort qu'elle est en droit d'attendre, dans une ville comme Genève. Nous voterons donc cette proposition sur le siège.

Toutefois, nous aimerions attirer l'attention du Conseil administratif sur un point. Je remercie M. Maudet pour son engagement par rapport à la consommation d'eau du nouveau matériel, puisque c'est une préoccupation des Verts. Je relève que, dans la proposition, on nous dit que le respect des engagements d'Aalborg signifie «acheter du matériel de qualité» – c'est heureux – et permettant «d'économiser de l'électricité», ce qui va de soi. Mais nous sommes aussi préoccupés par la consommation d'eau et, à cet égard, nous prenons acte de l'engagement du conseiller administratif.

Monsieur Maudet, au nom des Verts, je me permettrai de formuler une autre demande. Nous souhaiterions, puisque nous sommes amenés à voter sur le siège, que vous fassiez parvenir à l'ensemble du Conseil municipal le cahier des charges lié au choix du nouveau matériel, qui précisera les critères sociaux et environne-

mentaux. Nous comprenons bien ce qu'impliquent ces critères, mais nous aimerions avoir des indications plus précises. Ensuite, lorsque vous aurez procédé à l'appel d'offres, auriez-vous l'amabilité de nous donner une information sur le choix des conteneurs sanitaires qui aura été opéré, pour leur installation avant l'été? Nous, les Verts, sommes convaincus que M. Maudet nous donnera satisfaction quant à nos demandes connexes. Pour toutes ces raisons, nous voterons ce crédit.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Le Parti démocrate-chrétien votera également ce crédit, même si nous ne souhaitons pas que Genève devienne finalement un symbole en matière de toilettes publiques saisonnières! Nous pensons qu'il y a des travaux de fond à effectuer par rapport aux toilettes publiques et qu'il y a déjà trop d'installations saisonnières, autour de la rade notamment. Il vaudrait la peine que la Ville prenne en compte les besoins, mais qu'elle ne laisse pas tomber la réflexion sur l'implantation de toilettes en dur, au service du public et des touristes. Nous craignons qu'on multiplie finalement les installations de bric et de broc. Il faut penser davantage à l'image de Genève, à ce que la rade représente pour les touristes qui arrivent dans notre ville. Donc, oui à ces installations parce qu'on en a besoin, mais en attendant de faire mieux, en attendant une réflexion de fond sur des aménagements sérieux, notamment autour de la rade.

M^{me} Martine Sumi (S). Le Parti socialiste votera ce bon projet. Nous sommes tout à fait favorables à le voter immédiatement, sans passer en commission, parce qu'il nous semble que les informations reçues sont suffisamment claires. Ce crédit de 260 000 francs est destiné non seulement à des acquisitions, mais aussi au renouvellement de matériel endommagé. C'est l'Unité des ateliers généraux du Service logistique et manifestations qui est en charge de la gestion de ces WC publics et qui répond chaque saison aux besoins d'installations sanitaires pour la population et les touristes. Avec ces acquisitions et ces remplacements, la Ville renonce ainsi à poser des cabines chimiques, à la maintenance coûteuse et à l'hygiène précaire, cela au profit de conteneurs sanitaires qui sont raccordés aux eaux usées, comme cela a déjà été expliqué.

Parallèlement, ces installations permettent de diminuer la location de conteneurs WC pendant les Fêtes de Genève. Ainsi, de onze unités en 2006, la Ville n'en loue plus que six aujourd'hui. L'acquisition de ces objets n'entraînera aucune charge de fonctionnement supplémentaire, puisque le coût global ne dépend pas uniquement du nombre de toilettes, mais qu'une diminution des frais d'exploitation par unité permet de compenser largement leur augmentation. Par ailleurs, l'abandon de la location de conteneurs WC pendant les manifestations permet d'économiser 10 000 francs par an, et l'équipement des futurs WC

de type carcéral résistera mieux aux actes de vandalisme et occasionnera nettement moins de frais de réparation. Relevons, comme l'a déjà fait ma préopinante Verte, que ces installations respectent les engagements d'Aalborg, ce qui est à saluer également.

M. Pascal Spuhler (MCG). Le groupe Mouvement citoyens genevois votera cette proposition du Conseil administratif. Il y a effectivement un manque flagrant de toilettes et il est urgent d'acquérir des WC publics, au service des gens qui se promènent à travers la ville et à travers nos parcs, des enfants qui fréquentent les pataugeoires, par exemple, et de tous ceux qui fréquentent les manifestations publiques. Je pense principalement aux touristes de passage qui ne connaissent pas forcément les lieux et qui cherchent parfois désespérément des toilettes, sans parler des handicapés qui sont largement préterités dans ce domaine. Nous voterons donc cette proposition.

Cela dit, j'abonde dans le sens de M. Lathion, qui a bien expliqué qu'il était temps d'arrêter d'installer des conteneurs, des boxes et autres installations provisoires. Il s'agit de construire en dur, d'aménager des édicules valables, avec toilettes et lavabos dignes de ce nom, au lieu des boîtes bleues à chapeau blanc, comme on en voit lors des manifestations. Nous soutiendrons cette proposition, mais nous espérons recevoir prochainement des propositions pour la construction, notamment sur les quais, de toilettes et autres stands de restauration en dur, au lieu d'installations provisoires.

M. Olivier Fiumelli (LR). La politique de M. Pierre Maudet en la matière est parfaitement transparente, elle est connue. Il communique régulièrement sur ce sujet. Il n'y a donc pas lieu de renvoyer cette proposition en commission, puisqu'il n'y a plus de questions politiques à se poser sur ce texte précisément. Nous le voterons donc ce soir, et nous l'accepterons bien entendu.

M. Pascal Rubeli (UDC). Nous voterons également cette proposition ce soir. Il n'est plus temps de regarder ce projet par le petit bout de la lunette... (*Exclamations.*) Il s'agit de mettre en œuvre cette proposition, nécessaire au plus grand nombre.

Mise aux voix, la discussion immédiate est acceptée sans opposition (59 oui et 1 abstention).

La parole n'étant pas demandée en premier ni en deuxième débat, la délibération est mise aux voix article par article et dans son ensemble; elle est acceptée par 63 oui contre 1 non (2 abstentions).

Elle est ainsi conçue:

DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 259 200 francs destiné au renouvellement et à l'acquisition d'équipements pour les ateliers généraux du Service logistique et manifestations.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 259 200 francs

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera portée à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2013 à 2022.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, la délibération devient définitive.

14. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

15. Interpellations.

Néant.

16. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 19 h.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	4254
2. Communications du bureau du Conseil municipal	4255
3. Liste des objets en suspens arrêtée au 10 février 2012 (D-12)	4257
4. Questions orales	4344
5. Pétitions.	4362
6. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M ^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Demande de traitement d'un objet en urgence» (PRD-29)	4364
7. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M ^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Nomination des rapporteurs de commission» (PRD-30)	4365
8. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M ^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Composition du bureau des commissions» (PRD-31)	4367
9. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M ^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Renvoi direct en commission des projets de délibérations» (PRD-32)	4368
10. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M ^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Règlement du Conseil municipal: retrait d'une pétition» (PRD-33).	4370
11. Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M ^{me} Nicole Valiquer Grecuccio: «Règlement du Conseil municipal: retrait d'une proposition des conseillères et conseillers municipaux» (PRD-34).	4371
12. Motion du 21 février 2012 de MM. Morten Gisselbaek, Christian Zaugg, Tobias Schnebli, Olivier Baud, Pierre Vanek, Pierre Rumo,	

Pierre Gauthier, M^{mes} Brigitte Studer, Maria Pérez, Salika Wenger, Maria Casares, Vera Figurek, Nicole Valiquer Grecuccio, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado et M. Grégoire Carasso: «Oui à l'extension d'une gare! Non à la destruction d'un quartier!» (M-998) 4378

13. Proposition du Conseil administratif du 21 décembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 259 200 francs destiné au renouvellement et à l'acquisition d'équipements pour l'Unité des ateliers généraux du Service logistique et manifestations (PR-942) 4379
14. Propositions des conseillers municipaux 4386
15. Interpellations 4386
16. Questions écrites 4387

La mémorialiste:
Marguerite Conus